

Chapitre 11:

La décennie des illusions (1919-1930).

Du point de vue des relations internationales, l'entre-deux-guerres n'a guère été qu'une trêve, une pause, une parenthèse à l'intérieur de ce que les historiens appelleront un jour "la guerre mondiale": les hostilités, qui avaient débuté en 1912 dans "en 1923 (en Turquie) pour reprendre en 1931 (en Mandchourie) et surtout en 1935 (en Éthiopie, puis, l'année suivante, en Espagne). Du point de vue de la politique intérieure et de l'économie françaises, il s'agit plutôt de **la fin d'un cycle**: tandis que la IIIe République se révélait incapable de remédier à ses graves défauts, le pays, démographiquement affaibli, ne parvenait pas à surmonter les conséquences économiques du premier conflit mondial, puis de la crise économique des années 1930. Mais, et c'est ce qui justifie la coupure de cette période en deux chapitres, **dans les années 1920 la France parvint encore à se faire illusion**, et dans une certaine mesure à faire illusion à l'étranger; l'on put avoir l'impression que le régime était stabilisé, que le pays avançait sur la voie de la modernisation économique et de l'apaisement des tensions sociales. Ces années apparaissent dans l'ensemble gaies et prospères; en cela, elles contrastent spectaculairement avec la grande angoisse des années 1930, qui portent sur elles une ombre sinistre.

I-Les conséquences de la première guerre mondiale.

L'euphorie de l'armistice ne cacha pas longtemps les difficultés auxquelles **la France, vainqueur épuisé**, dut faire face, ni les profondes divergences qui séparaient ceux que durant trois ans la guerre avait rassemblés de gré ou de force — divergences qui avaient commencé à apparaître au grand jour lorsque la S.F.I.O. avait quitté l'Union sacrée fin 1917. À ces déchirements internes s'ajoutaient les disputes entre puissances victorieuses, et les illusions des hommes au pouvoir quant aux possibilités réelles d'action de la France dans le monde nouveau qui avait émergé de la "grande guerre". Enfin le conflit provoqua un traumatisme collectif et déboucha sur la naissance de nouveaux extrémismes, à droite comme à gauche.

A) Pertes et déséquilibres.

« Une croix suffit à dire toute la guerre, toutes les guerres. Comme ici, sur ce plateau de Lorette où sont enterrés ceux qui vivaient hier. La croix indéfiniment répétée. Au fond, la guerre n'est qu'une addition. Une addition de coups, d'humiliation, de fatigues, de souffrances, de misères. Je sais que les penseurs et les historiens m'expliqueront très logiquement les causes de la guerre. Mais je me méfie de leur logique. Le signe suffit. Oublier tout lyrisme. Ne regarder que le signe. Le signe de l'addition. Le signe de la croix ».

(Georges Hyvernaud, 1902-1983)¹

« La Madelon n'était pas sévère, mais les pertes le furent »²: **un millions trois cent mille morts et disparus**, surtout des hommes jeunes, en âge d'avoir des enfants — car les morts, pour l'essentiel, étaient des militaires: il n'y eut pas de grands massacres de civils. La population active masculine avait diminué de 10,5%... Fin 1918, la **grippe "espagnole"**, venue en fait d'Asie, toucha durement cette population affaiblie, y compris les civils épuisés par les restrictions: elle fit quatre-vingt dix mille victimes³. Si l'on ne tenait pas compte de l'Alsace-Lorraine récupérée, en 1918 la population de la France était revenue au niveau de 1875. **La guerre précipita le déclin démographique** amorcé depuis le deuxième tiers du XIXe siècle. On comptait à peu près autant de blessés et de personnes frappées d'invalidité permanente que de morts: partout, dans les rues, l'on croisait des **"gueules cassées"**, jeunes gens défigurés ou rendus infirmes par leurs blessures, gazés incapables du moindre effort. Le **déficit des naissances** s'élevait à un million quatre cent mille enfants non nés — or, la population française était de longue date, de toute l'Europe, celle qui augmentait le plus lentement. C'était **une population vieillie** (malgré une vague d'immigration dans l'immédiate après-guerre), donc moins dynamique; il y avait eu des pertes irréparables (par exemple dans les milieux intellectuels: Guillaume Apollinaire, mort deux jours avant l'armistice d'une grippe surimposée à des blessures; Louis Pergaud, Ernest Psichari, Charles Péguy, Alain-

¹ En réalité, cette citation (inédite — merci à Julien Capron, HK-Kh 1996-1999, pour me l'avoir communiquée) date de la seconde après-guerre. Cependant je la place ici, car elle me semble, d'un point de vue émotionnel, mieux correspondre aux grandes boucheries de soldats de 1914-1918 qu'aux bombardements de civils et aux génocides de 1939-1945; elle m'évoque les grands cimetières militaires de Champagne et de Picardie, leurs croix athées, déspiritualisées, en nombre infini — croix de l'âge des masses et des massacres, de l'âge des totalitarismes.

² Anaïs Bon, HK-Kh 1999-2001.

³ En Asie, elle fit une vingtaine de millions de morts... Les populations y étaient encore bien plus faibles physiquement qu'en Europe, pour un ensemble de raisons où le premier conflit mondial n'occupait qu'une place très secondaire. Ce qui est intéressant justement, c'est qu'en 1918 une partie de la population de l'Europe industrielle se révéla aussi fragile que celles des pays les plus pauvres du monde, face à une pandémie certes d'une gravité exceptionnelle, mais qui en d'autres circonstances n'aurait fait "que" quelques centaines de victimes, personnes âgées, nourrissons et immunodéprimés.

Fourmier; la moitié des promotions 1912 à 1914 de la rue d'Ulm). Enfin le **déséquilibre des sexes** était très prononcé, surtout dans les jeunes générations¹.

Des régions entières étaient ravagées, bien plus que durant la seconde guerre mondiale: le front avait pris en écharpe le territoire français de la frontière belge à la frontière suisse. **Le potentiel économique des départements occupés** durant quatre ans **avait été systématiquement saccagé**; en se retirant les Allemands avaient inondé les mines, tué ou razié le bétail. Des villes étaient rasées ou presque, comme Arras, Lens, Béthune, Reims, Amiens, Soisson, Saint-Quentin. À Armentières, aucune des sept mille maisons n'était habitable! De ce fait, dans le département du Nord il manquait encore cent mille personnes en 1923, qui n'avaient toujours pas pu se réinstaller. L'agglomération lilloise avait perdu trois cent mille habitants: on s'y entassait dans des baraquements de l'armée américaine². Dans certaines zones rurales où de longues et dures batailles avaient eu lieu, le sol était définitivement stérilisé — on n'a pu que les reboiser³; ailleurs, on reconstruisit à l'identique ce qu'on put, mais le paysage rural changea quand même: de nombreux châteaux, notamment, ne purent être reconstruits⁴. En certains lieux, la reconstruction était toujours en cours en mai 1940...

Ce fut en 1919 que les journalistes sportifs inventèrent l'expression "l'enfer du Nord" pour désigner le parcours de la course cycliste Paris-Roubaix, non à cause de la difficulté de rouler sur les pavés comme on le croit aujourd'hui, mais à cause du paysage apocalyptique que les coureurs devaient traverser.

¹ Un exemple régional particulièrement frappant: en Corse, 4,2% de la population fut tuée ou disparut, soit seize mille personnes, contre 3,5% en moyenne nationale; la grippe espagnole fit six mille victimes; il y avait dix mille invalides, le tout pour une population de deux cent quatre vingt dix mille habitants en 1911 (c'est le chiffre officiel, sans doute surestimé de 10% environ). C'était que l'île était rurale et que l'on s'y engageait volontiers sous les drapeaux — voyez les "chaouches" de Biribi (au chapitre 10). La guerre accentua l'émigration sur le continent, et sonna le glas de l'économie agro-pastorale traditionnelle; cette désertification contribua également à nourrir le sentiment particulariste, fondé sur le constat apparent que les efforts de la République pour l'Île de Beauté étaient inversement proportionnels au sacrifice patriotique des Corses. Dans les années 1920 et 1930, ce sentiment déboucha sur une nette italophilie, voire un "rattachisme" plus ou moins affiché — dans des milieux bien plus étroits cependant que les milieux nationalistes d'aujourd'hui.

² Les Pays-Bas aussi envoyèrent beaucoup d'aide.

³ Cela dit, c'était nettement moins que ce que l'on prévoyait en 1919: les paysans de ces régions firent des merveilles pour débarrasser le sol des bombes et des éclats, combler les tranchées, etc.

⁴ En revanche, on reconstruisit à l'identique de nombreux centre-villes anciens, notamment celui d'Arras que l'on classa immédiatement monument historique — mais il n'a pas résisté aux bombardements de la seconde guerre mondiale. Dans d'autres cas, on fit dans le "néo", avec plus ou moins de goût, comme à Béthune; à Lille, on construisit un nouveau beffroi en béton, visible à trente kilomètres à la ronde — très affecté lui aussi par le second conflit mondial, il n'est toujours pas achevé!

Parmi les pertes irréparables de la première guerre mondiale, on peut aussi mentionner la citadelle médiévale de Coucy, dans l'Aisne. Dominée par un donjon de cinquante mètres, le plus haut du monde, c'était le troisième site le plus visité de France. Les Allemands le firent sauter en 1917.

Dans le reste du pays, les **infrastructures** avaient été beaucoup sollicitées et peu entretenues; les chemins de fer en particulier étaient dans un triste état. Il fallait également reconverter les industries de guerre à des productions plus pacifiques, ce qui provoqua une assez **grave crise économique** en 1919-1921. La production agricole avait baissé de 40% par rapport aux chiffres de 1913, la production industrielle de 45% (et la crise de reconversion de l'après-guerre la fit baisser encore).

Les **finances nationales** avaient été complètement déséquilibrées par l'effort de guerre. Les dépenses de l'État avaient explosé, et elles n'étaient pas prêtes de redescendre à leur niveau d'avant-guerre, car il allait falloir reconstruire et entretenir sept cent mille veuves de guerre et sept cent cinquante mille orphelins... La France avait dû vendre l'essentiel de ses créances à l'étranger et s'était lourdement endettée auprès des États-Unis; les réserves d'or de la Banque de France avaient fondu. L'inflation était devenue incontrôlable: les gens n'avaient plus confiance dans la monnaie nationale. Certes **les Français pensaient que "le Boche paierait"**, comme on disait: comme la France avait dû verser des dommages de guerre en 1871, l'Allemagne devrait verser des réparations — n'était-elle pas seule responsable de la guerre, puisque c'était elle qui n'avait déclarée? Mais les **Anglo-Saxons n'étaient pas d'accord pour imposer au Reich des réparations trop élevées**, ce qui l'eût par trop affaibli et eût risqué d'entretenir le revanchisme ou de déboucher sur des troubles sociaux. Par ailleurs, **ils refusèrent d'annuler les dettes de la France**: la solidarité entre alliés cessait à la victoire. Dès mars 1919, les banques centrales britannique et américaine cessèrent de soutenir le franc. De ce fait, la monnaie française s'affaiblit encore, et le mouvement de hausse des prix s'accéléra en 1919-1920.

B) La politique extérieure: les illusions de la paix.

Tout cela ne permettait plus à la France, même victorieuse, **de peser** en Europe et dans le monde **comme au XIXe siècle**. Elle n'avait pas récupéré le rang perdu en 1871, elle n'avait pu vaincre seule, récupérer seule l'Alsace-Lorraine que la Prusse lui avait ravie seule: le déséquilibre n'avait pas été annulé. En réalité, c'étaient largement les États-Unis qui avaient gagné cette guerre, qui avaient fait pencher le fléau de la balance entre les Européens épuisés; mais on ne s'en rendait pas vraiment compte en France: l'Amérique n'avait combattu qu'un an; les effectifs américains engagés en Europe avaient été assez peu nombreux; dès la paix revenue, le géant d'outre-Atlantique retourna à son isolationnisme traditionnel. Et puis les autres grandes puissances, à part la Russie éliminée par la révolution de 1917 et l'Autriche-Hongrie qui avait explosé sous l'effet des nationalismes, n'avaient pas autant souffert de la

guerre que la France. L'on ne s'était pas battu sur le territoire britannique; l'outil de production était en bien meilleur état en Allemagne qu'en France, car le *Reich* avait demandé et obtenu l'armistice alors que les armées alliées n'avaient pas encore pénétré sur son territoire (on retint la leçon en 1945): elle allait donc se reconstruire assez vite. Proportionnellement à leur population l'Allemagne et surtout le Royaume-Uni avaient eu moins de pertes démographiques que la France... Seule la situation financière et monétaire était aussi désastreuse en Grande-Bretagne et bien pire en Allemagne, laquelle en outre allait devoir payer de lourdes réparations. Quant aux États-Unis, qui n'avaient presque eu ni pertes ni destructions, ils avaient profité de la guerre pour devenir les créanciers de l'Europe et leur industrie avait beaucoup bénéficié des commandes de guerre. En 1919 ils produisaient plus à eux seuls que l'Europe toute entière...¹

Mais les hommes au pouvoir ne comprirent pas, ou ne voulurent pas comprendre ces dures réalités: leur **aveuglement** peut être comparé à celui des dirigeants britanniques après 1945. Il était difficile d'admettre que la victoire débouchait sur un abaissement: on avait combattu quatre ans et demi pour éviter l'humiliation d'une seconde défaite, pour garder son rang. **La victoire n'aide pas à penser un monde qui change**, surtout lorsqu'il change au détriment du vainqueur... Le personnel politique français fit semblant de croire qu'il suffirait de d'affaiblir et d'humilier l'Allemagne pour renouer avec l'avant-guerre, la "Belle Époque" comme l'on commençait à dire; qu'il suffirait de tenir en laisse l'ennemi héréditaire pour se retrouver, comme par enchantement, au premier rang des nations. Ils ne comprirent pas que la France était désormais trop petite pour maîtriser les forces colossales que le premier conflit mondial avait libérées, qu'elle ne pouvait plus peser seule dans les affaires du monde, qu'il lui fallait abandonner l'égoïsme sacré des nations du XIXe siècle, penser en termes de coopération et non plus d'affrontement, s'intégrer au monde et non tenter de s'y tailler la première place par la confrontation.

Il faut dire que les artisans de la victoire de novembre 1918 étaient des hommes d'une autre génération, celle de l'avant-guerre, celle de la préparation de la Revanche. L'âge non plus n'aide pas à penser le changement! **Clemenceau**, qui demeura président du Conseil jusqu'en 1920, **avait soixante-dix-sept ans** à l'Armistice: c'est-à-dire qu'il était né à l'époque de Metternich, que son adolescence s'était déroulée au moment de la guerre de Crimée, qu'il avait déjà trente ans au moment de la perte de l'Alsace-Lorraine. Le président de la République (jusqu'en 1920 également), Poincaré, n'avait que cinquante-huit ans en 1918, mais juste avant-guerre il avait été l'homme du parti militariste, l'homme d'une logique dont justement il eût fallu maintenant, plus que jamais, s'éloigner. Maintenant que la Revanche était venue, ils étaient bien décidés à ne pas la faire à moitié, à achever dans la paix ce qui

¹ Voyez le cours sur ce pays, au chapitre 2.

avait été commencé dans la guerre — d'autant plus que le conflit avait été bien plus difficile à gagner que prévu, que l'"ennemi héréditaire" avait infligé à la France des souffrances ineffaçables, qu'il s'était conduit de manière barbare. De plus, **les gouvernants étaient des hommes à qui l'économie était étrangère**: ils ne pensaient pas en termes de prospérité mondiale, mais d'équilibres politiques sur le continent européen. Or les problèmes économiques étaient désormais passés au premier plan: problèmes budgétaires, problèmes monétaires, problème des dettes internationales...

De toute façon, il eût été difficile de faire admettre l'abaissement de la France, d'expliquer la nécessité d'une réconciliation et d'un relèvement de l'Allemagne à **une opinion publique chauffée à bloc** durant quatre ans, habituée par quatre ans de communiqués de guerre à penser en termes d'affrontements, et persuadée que la France avait, seule ou à peu près, remporté la victoire. Cette guerre avait été la guerre des "poilus", la guerre de tout un peuple: la propagande avait tant insisté là-dessus, et c'était vrai d'un certain point de vue, que l'on n'était pas porté à valoriser le facteur matériel par rapport au facteur humain: plutôt que les tanks et les rations américaines, l'on préférait glorifier l'héroïsme des soldats français et les taxis de la Marne, expression d'une débrouillardise bien gauloise plus que d'une quelconque avance technique.

Du point de vue de la diplomatie traditionnelle, la seule qu'entendaient l'opinion publique et Clemenceau, la victoire avait considérablement renforcé les positions de la France en Europe continentale. **Les négociations de paix eurent lieu en banlieue parisienne**: les traités portent les noms de Versailles, Trianon, Sèvres, Saint-Germain — l'on avait mobilisé les châteaux de la monarchie absolue, sous-occupés par la République et qui, moyennant quelques travaux hâtifs de mise aux normes de confort, accueillirent plus ou moins décemment des armadas de diplomates. Cela semblait un retour aux temps de Louis XIV et de Louis XV, quand la France dominait le vieux monde! Il était difficile de concevoir que ce n'était plus l'essentiel, que le concert des nations avait changé d'échelle. Pourtant, symbole d'un changement d'époque, le traité de Versailles fut aussi le premier traité de l'ère moderne à n'être pas rédigé seulement en français: la langue de Voltaire n'était plus la *lingua franca* des diplomates...¹

Clemenceau représenta la France aux négociations de paix avec l'idée bien arrêtée d'affaiblir l'Allemagne le plus possible, mais il se heurta aux Anglo-Saxons qui, toujours

¹ Et les négociations de 1923, suite à la reprise du conflit en Turquie, eurent lieu à Lausanne en Suisse: déjà les choses avaient changé...

soucieux d'équilibre continental, ne voulaient pas d'une Allemagne trop faible ni d'une France trop puissante. Au traité de Versailles, signé en juin 1919, la France obtint bien entendu de récupérer l'Alsace-Lorraine — sans référendum¹. En revanche **Clemenceau n'obtint pas le démembrement de l'Allemagne** ni même que la rive gauche du Rhin en fût politiquement détachée; en revanche, cette région, ainsi qu'une bande de cinquante kilomètres sur la rive droite, fut démilitarisée et placée sous occupation française pour quinze ans — pour l'évocation de la vie des troupes françaises dans cette région, voyez certains romans de Pierre Mac Orlan (Pierre Dumarchey, 1882-1970) et aussi le poème d'Aragon, *Bierstube, magie allemande*²:

« Dans le quartier Hohenzollern
Entre la Sarre et les casernes

¹ Cette grosse entorse aux principes wilsoniens (voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 2) se fit au nom de l'ampleur des sacrifices consentis (il eût été inimaginable que les deux provinces pour lesquelles plus d'un million de Français étaient tombés ne regagnassent pas le giron de de la mère patrie), des frontières naturelles (sur le Rhin) et de l'idée que les Alsaciens et les Lorrains étaient "évidemment" français, qu'ils l'avaient abondamment prouvé au XIXe siècle, puis au moment de la défaire de 1871 et durant la période allemande, et que ç'eût été une insulte de leur en demander confirmation: les exils en France des années 1871-1872, puis l'agitation pro-française, avaient été énormément grossies par la propagande revanchiste avant-guerre et durant le conflit — ainsi que les manifestations d'enthousiasme, réelles, à l'arrivée de l'armée française en novembre 1918. Il y eut fort peu de voix pour se demander si le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était bien respecté dans cette affaire; manifestement, il s'arrêtait lorsque commençaient les intérêts primordiaux d'un vainqueur.

Bien que les souvenirs de la période impériale, guerre mise à part, fussent loin d'être unanimement négatifs en Alsace-Lorraine (c'est encore vrai aujourd'hui! — ordre, discipline et progrès social...), il y aurait sans doute eu une majorité pour le rattachement à la France à un éventuel plébiscite, ne fût-ce que parce que la France était victorieuse et l'Allemagne vaincue, mais on pouvait craindre qu'elle ne fût pas aussi éclatante qu'il n'était désirable — et certainement pas aux conditions de la République jacobine: les germanophones alsaciens et lorrains étaient très attachés à la langue allemande (90% d'entre eux ne parlaient pas français!), et auraient sans doute demandé, s'ils l'avaient pu, une autonomie au moins égale à celle dont ils jouissaient au sein du *Reich* (au moins en théorie: après avoir eu durant quarante ans le statut de "terre d'Empire", directement administrée par Berlin, depuis 1911 ils formaient un *Land* de plein droit, mais en 1914 ils avaient été placés sous administration militaire). Il y eut des exils dans l'autre sens, un millier au total, surtout des pasteurs et des intellectuels, qui partirent en Allemagne pour ne pas devenir français: on les assimila aux colons allemands arrivés en 1871, on les traita de traîtres ou d'"aliénés" victimes de la propagande du *Reich*. Il y eut aussi cent dix mille expulsions, surtout des fonctionnaires et des petits commerçants, qui s'étaient installés depuis 1871: en contradiction aiguë avec ses principes de la nation "citoyenne", la France rejetait ceux qui avaient le malheur de ne pas être nés sur son territoire, même s'ils y avaient fait leur vie.

N.B. Pour l'anecdote, et le rapprochement avec le cours sur l'Allemagne (au chapitre 1): il y eut à Strasbourg une brève "République bolchevique allemande", proclamée le 10 novembre 1918 sur le modèle des Républiques des conseils qui fleurissaient un peu partout dans le *Reich* en décomposition. Elle conduisit l'armée allemande à encourager l'arrivée ds troupes françaises, qui le 21 mirent fin à l'aventure.

Dans un premier temps, le gouvernement français respecta le particularisme alsacien et lorrain: le concordat fut maintenu (voyez plus bas), le bilinguisme était de rigueur dans les administrations. Les choses se gâtèrent dès 1920: la francisation s'accéléra, on révoqua les instituteurs germanophones et on les remplaça par des enseignants venus d'autres régions de France. La séparation d'avec l'Allemagne provoqua une grave crise économique. Tout cela nourrit une agitation "autonomiste", très liée aux droites nationalistes allemandes, et que les nazis manipulèrent dans les années 1930. Cette mouvance fut toujours minoritaire; mais il fallut la terrible occupation de 1940-1945, et notamment le calvaire des "malgré-nous" (voyez au chapitre 13), pour briser définitivement les liens des Alsaciens et des Lorrains avec la nation allemande.

², Partiellement mis en musique par Léo Ferré sous le titre *Est-ce ainsi que les hommes vivent?*

Comme les fleurs de la luzerne
Fleurissaient les seins de Lola
Elle avait un cœur d'hirondelle
Sur le canapé du bordel
Je venais m'allonger près d'elle
Dans les hoquets du pianola »

Une petite région frontalière riche en mines de fer et de charbon, la **Sarre**, fut placée sous mandat de la S.D.N. pour quinze ans: l'administration de mandat fut confiée à la France, qui s'empara notamment de l'administration des mines (nationalisées avant 1914). À la suite de cette période, il était prévu qu'elle fût soumise à un référendum, et la France espérait qu'elle choisirait de s'y rattacher; mais lorsque le référendum eut lieu en août 1935, 91% des Sarrois choisirent l'Allemagne, pourtant déjà aux mains de Hitler. Par ailleurs la France récupéra certaines des colonies allemandes, le Togo et la plus grande partie du Cameroun¹; et l'armée allemande fut réduite à cent mille hommes. En revanche, Clemenceau entra en conflit avec les Anglo-Saxons au sujet du montant des réparations: on se sépara sur un constat de désaccord et le traité de Versailles n'en mentionna que le principe, ainsi que la responsabilité allemande dans le déclenchement de la guerre.

L'Allemagne était affaiblie, mais pas anéantie². En échange de cette relative modération dans les termes de la paix, **la France avait obtenu une garantie militaire des États-Unis**, qui s'étaient engagés à intervenir en cas d'attaque allemande. **Hélas, le Congrès américain**, tirant les leçons des alliances contraignantes d'avant 1914 et refusant que l'Amérique prît le risque d'être entraînée dans des conflits européens, **rejeta le traité de Versailles** en mars 1920: la garantie américaine était caduque, la France n'avait plus de grand allié sur qui compter.

Clemenceau avait aussi **des vues très personnelles sur l'Europe centrale et balkanique**, où l'Empire ottoman s'était effondré en 1912-1913 et l'Empire austro-hongrois en 1918. Il s'agissait à la fois d'empêcher le ressurgissement d'une grande puissance dans cette région (ce fut ainsi que l'on interdit à l'Allemagne de procéder à l'*Anschluss* de l'Autriche, laquelle pourtant, réduite à la région de Vienne et aux vallées alpines, ne se voyait pas d'autre avenir); et d'entourer l'Allemagne d'une ceinture d'États hostiles, clients de la France, afin de se ménager des "alliances de revers" à l'est (la Russie ne pouvait plus jouer ce rôle comme avant 1917). Enfin, secondairement, il s'agissait d'établir un "cordon sanitaire" entre l'Europe et la Russie aux mains des bolcheviks³.

¹ Plus une région de l'Empire ottoman, la Syrie et le Liban; voyez au chapitre 10.

² Voyez aussi évidemment le cours sur ce pays, au chapitre 2.

³ La France eut même quelques velléités d'intervenir dans la guerre civile russe en 1918-1919: voyez le cours sur la Russie, au chapitre 2, et plus bas dans ce même chapitre la mention des mutineries de la mer Noire.

Les pièces maîtresses de cette politique française en Europe centrale étaient trois États nouveaux: **la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie**, et un pays dont la superficie avait presque doublé en 1918, **la Roumanie**¹. Dans l'esprit de Clemenceau, cela devait assurer la paix en Europe continentale, sous le patronage de la France, promue "gendarme de l'Europe". En réalité, ces nouveaux États étaient faibles, instables, pauvres; bien que trois d'entre eux, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, fussent liés officiellement par un traité, la Petite Entente, ils s'opposaient notamment pour des questions de tracé des frontières et de minorités culturelles. Deux d'entre eux étaient complètement artificiels, la Tchécoslovaquie qui regroupait, sur un territoire invraisemblablement allongé, deux peuples que seule la langue rapprochait, plus un tiers d'allogènes, et la Yougoslavie qui n'était autre qu'une Serbie très agrandie, mais de territoires non serbes pour l'essentiel (la Serbie avait été l'alliée de la France durant la guerre, on l'avait bien payée), ce qui promettait des tensions internes en tous genres. Très vite, il se révéla que la France n'avait pas les moyens de soutenir ces États clients: elle n'était tout simplement plus assez riche, plus assez puissante, plus assez attractive. Clemenceau, pensant brider l'Allemagne, avait surtout créé les conditions d'une grande instabilité en Europe centrale.

C) Le traumatisme moral et le renforcement des extrêmes.

En même temps qu'elle s'illusionnait sur sa puissance et sa mission, la France était en proie à un traumatisme moral extrêmement profond, qui eut des conséquences peut-être encore plus ravageuses que les pertes humaines et matérielles. Pour la très grande majorité des Français, **la boucherie de 1914-1918 avait déconsidéré le patriotisme cocardier du début du siècle**, entretenu durant les quatre années de conflit par la crainte de la défaite et le bourrage de crânes; elle avait rendu inaudibles les discours sur "la guerre fraîche et joyeuse", sur "la fleur au fusil" — pour certains, elle avait même déconsidéré l'idée de patrie, l'idée de défense nationale, l'idée de civilisation, ou les trois.

La prise de conscience fut progressive (au rythme, entre autres, des retours en permission des "poilus" et des progrès du pacifisme socialiste); mais elle **s'accéléra brutalement au lendemain de la guerre**, lorsque la censure se relâcha, que l'on eut des nouvelles plus précises du reste de l'Europe, et que l'on prit l'exacte mesure du massacre, aussi bien des souffrances des combattants (les tranchées, les gaz, etc.) que celles des civils — notamment lorsqu'en 1918-1919 des dizaines de milliers de réfugiés arméniens arrivèrent à

¹ Pour plus de détails, voyez le cours de Relations internationales, à la fiche P4.

Marseille, fuyant les massacres en Turquie. Tout cela fit **un choc** dans les mentalités, car les horreurs de la première guerre mondiale n'avaient pas été prévues — contrairement à celles de la seconde, préparées par les guerres d'Éthiopie et d'Espagne, et annoncées par *Mein Kampf*. C'est pourquoi la première guerre mondiale enfanta en quatre ans un monde qui n'avait rien à voir avec celui dont elle était née, avec la "Belle Époque".

Ce choc, on le perçoit bien, je crois, à la lecture d'un passage des *Cloches de Bâle*. À la fin du roman, Aragon évoque le congrès de l'Internationale socialiste, qui se tint en 1912 à Bâle pour essayer d'éviter la guerre, et fait défiler les différentes délégations. Au passage d'un groupe de paysans badois, brusquement il prend la parole et intercale ces quelques lignes sans lien aucun avec l'intrigue:

« ... C'était un Badois, ce gosse de la classe 19¹ à côté d'Oulchy-la-Ville, je crois bien, le 2 août 1918. Les canons français avaient inondé le plateau de nouveaux gaz asphyxiants dont nous ignorions les effets, et quand ce garçon de dix-neuf ans, perdu, aveuglé, arriva sur nous qui étions à l'abri du talus de la route, les mains lancées en avant, je vis qu'il avait quelque chose d'anormal au visage. Un instant il hésita, puis comme quelqu'un qui a très mal à la tête, il porta sa paume gauche à son visage et le serra un peu dans ses doigts. Quand sa main redescendit, elle tenait une chose sanglante, innommable: son nez. Ce qu'il était advenu de sa figure, pensez-y un peu longuement...

Je n'ai jamais depuis ce temps tout à fait perdu l'odeur de la gangrène, qui n'est pas absolument la même sur la charogne de l'homme et sur celle du cheval. Je la ressens parfois en rêve. Cela me réveille. Je suis dans un lit. Il n'y a pas de cadavre à côté. Allons, cela reviendra peut-être, mais on n'y est pas encore ».

Comparez au *Dormeur du val* de Rimbaud, écrit en octobre 1870 et qui porte sur le conflit précédent, pour comprendre à quel point cette guerre était nouvelle, l'horreur plus atroce et plus tangible, et les sentiments qu'elle suscitait, partant, plus extrêmes:

« C'est un trou de verdure où chante une rivière
Accrochant follement aux herbes des haillons
D'argent, où le soleil de la montagne fière
Luit: c'est un petit val qui mousse de rayons.

Un soldat jeune, bouche ouverte, tête nue
Et la nuque baignant dans le frais cresson bleu
Dort; il est étendu dans l'herbe, sous la nue,
Pâle dans son lit vert où la lumière pleut.

Les pieds dans les glaïeuls, il dort. Souriant comme
Sourirait un enfant malade, il fait un somme:
Nature, berce-le doucement: il a froid.

Les parfums ne font pas frissonner sa narine,
Il dort dans le soleil, la main sur sa poitrine,
Tranquille. Il a deux trous rouges au côté droit ».

¹ C'est-à-dire qu'il aurait eu vingt ans en 1919.

Il restait bien évidemment des militaristes et des chantres de la guerre, comme le vieux Barrès, toujours aussi "rossignol des carnages", et aussi de jeunes écrivains comme Henri de Montherlant (1895-1972), chantre de l'énergie virile dans *La relève du matin*, roman paru en 1920, et Pierre Drieu la Rochelle; les manuels scolaires étaient toujours aussi cocardiers, il y avait de nouvelles batailles à rajouter aux programmes d'Histoire, déjà surchargés en la matière; de nouveaux héros nationaux (Joffre, Pétain, Foch, Galliéni, Clemenceau); de nouvelles épopées viriles à intégrer à la mémoire nationale (les récits de Verdun et des duels aéronautiques dans les cieux picards ou lorrains ennuyèrent des générations de potaches aux distributions des prix des lycées); enfin, ce fut probablement dans l'immédiate après-guerre que l'Action française, avec son "nationalisme intégral", atteignit l'apogée de son influence intellectuelle — mais le ton de ses grandes voix, très cocardier et très antiallemand, n'impliquait pas forcément une apologie de l'hécatombe, non plus d'ailleurs que les récits guerriers des anciens combattants; je vais revenir sur ces ambiguïtés. Dans l'ensemble, dans la France de la première après-guerre **l'horreur de la guerre était la chose la mieux partagée**, de la droite à l'extrême-gauche. Le pacifisme prit cependant des formes très différentes selon les milieux et les courants politiques où il s'implanta, les idéologies sur lesquelles il se greffa.

1) Le pacifisme des anciens combattants¹ et ses dérivés.

Les anciens combattants étaient parmi les Français les plus hostiles à la guerre; et pour cause, c'étaient eux qui avaient passé quatre ans dans les tranchées. Le meilleur témoignage sur l'état d'esprit de ceux qui avaient vécu le choc de la guerre se trouve dans les premières pages du *Voyage au bout de la nuit* de Louis-Ferdinand **Céline**, publié en 1932 (à une époque où l'auteur n'était pas encore classé à l'extrême-droite). Ce passage célèbre entre tous évoque la découverte de la réalité de la guerre par un homme naïf, qui s'était engagé par pur enthousiasme en août 1914 en voyant passer un régiment place de Clichy à Paris:

« Le colonel, c'était donc un monstre! A présent, j'en étais assuré, pire qu'un chien, il n'imaginait pas son trépas! Je conçus en même temps qu'il devait y en avoir beaucoup des gens comme lui dans l'armée, des braves, et puis tout autant sans doute dans l'armée d'en face. Qui savait combien? Un, deux, plusieurs

¹ Communistes exclus — c'étaient eux aussi, pour la plupart, d'anciens combattants! Mais leurs engagements étaient autres, ils ne militaient pas en tant qu'anciens "poilus" mais en tant qu'avant-garde du prolétariat; c'est pourquoi j'en parlerai au paragraphe suivant.

millions peut-être en tout? Dès lors ma frousse devint panique. Avec des êtres semblables, cette imbécillité infernale pouvait continuer indéfiniment... Pourquoi s'arrêteraient-ils? Jamais je n'avais sentie plus implacable la sentence des hommes et des choses.

Serais-je donc le seul lâche sur la terre? pensais-je. Et avec quel effroi!... Perdu parmi deux millions de fous héroïques et déchaînés et armés jusqu'aux cheveux? Avec casques, sans casques, sans chevaux, sur motos, hurlants, en autos, sifflants, tirailleurs, comploteurs, volants à genoux, creusant, se défilant, caracolant dans les sentiers, pétaradant, enfermés sur la terre, comme dans un cabanon, pour tout y détruire, Allemagne, France et Continents, tout ce qui respire, détruire, plus enragés que les chiens, adorant leur rage (ce que les chiens ne font pas), cent, mille fois plus enragés que mille chiens et tellement plus vicieux! Nous étions jolis! Décidément, je le concevais, je m'étais embarqué dans une croisade apocalyptique.

On est puceau de l'horreur comme on l'est de la volupté. Comment aurais-je pu me douter moi de cette horreur en quittant la place de Clichy? Qui aurait pu prévoir avant d'entrer dans la guerre, tout ce que contenait la sale âme héroïque et fainéante des hommes? A présent j'étais pris dans cette fuite en masse, vers le meurtre en commun, vers le feu... Ça venait des profondeurs et c'était arrivé.

(...) Donc pas d'erreur? Ce qu'on faisait à se tirer dessus, comme ça, sans même se voir, n'était pas défendu! Cela faisait partie des choses qu'on peut faire sans mériter une bonne engueulade. C'était même reconnu, encouragé sans doute par les gens sérieux, comme le tirage au sort, les fiançailles, la chasse à courre!... Rien à dire. Je venais de découvrir d'un coup la guerre tout entière. J'étais dépuclé ».

Les anciens combattants s'organisèrent en associations, que souvent ils baptisèrent du nom de "**ligues**" pour bien marquer qu'elles unissaient des hommes marqués et liés entre eux par une même expérience, mais venus d'horizons différents. La plus connue, essentiellement pour son rôle politique dans les années 1930, fut la ligue des **Croix de Feu** (de son nom officiel, l'"Association nationale des Combattants et des Blessés de Guerre cités pour action d'éclat"): elle naquit en 1927¹. Ces ligues ne s'occupaient pas de politique: du reste, elles rassemblaient des hommes de droite et de gauche, comme les tranchées les avaient rassemblés. Elles servaient de lieux de sociabilité et de *lobbies*, défendaient les intérêts des anciens combattants, le souvenir des disparus et les intérêts de leurs familles. Elles affichaient surtout **l'ambition d'éduquer à la paix les générations à venir** afin que le sacrifice des "poilus" n'eût pas été inutile, de lutter contre le chauvinisme, d'enseigner aux jeunes gens la vérité sur la guerre et de les en dégoûter « comme un syphilitique altruiste lèguerait son cadavre à un musée anatomique, dans le dessein d'inspirer aux jeunes gens la terreur de la vérole » (selon Bernanos, l'un d'entre eux) — bref, de faire de cette boucherie "**la der des ders**".

¹ Dans les années 1920, elle n'était pas encore dirigée par le colonel de la Rocque. J'en reparlerai bien sûr au chapitre 12.

Cette éducation de l'opinion se faisait notamment à l'occasion de la nouvelle fête nationale instituée en octobre 1922, le **Onze novembre**, et lors de cérémonies sur les lieux de mémoire dont la France se dota dans ces années, la tombe du soldat inconnu à l'Arc de Triomphe de la place de l'Étoile ("inaugurée" le 11 novembre 1920), et les **monuments aux morts** qui se généralisèrent en quelques années dans le paysage. Seule une douzaine de communes sur trente-six mille et quelques n'en ont pas...¹ Ils étaient bien conçus comme des monuments à la paix: lorsqu'en 1923, à Clichy, un cortège d'anciens combattants se fit insulter par des manifestants communistes aux cris de "à bas la guerre", l'Union nationale des Combattants tenta de dissiper le malentendu par ces mots: « ces cortèges ont pour but, tout au contraire, d'écarter la guerre par l'évocation des victimes que l'on va pleurer et glorifier ». Une autre association, proche du Parti radical, exigeait en 1922 que « la fête nationale du onze novembre ne comport[ât] aucune manifestation militaire »². Du reste, la statuaire de ces monuments est loin d'être uniformément martiale: les représentations de "poilus" y sont minoritaires — et lorsqu'un combattant est représenté, c'est en hommage au sacrifice et non en vénération de la violence³.

¹ Les monuments aux morts de la guerre de 1870-1871 étaient plutôt cantonaux ou départementaux, et souvent furent construits bien après le conflit, au moment du boulangisme ou à la montée du revanchisme après 1905: il y avait eu moins de morts, le traumatisme avait touché de moins près la population, et puis on commémore moins facilement une défaite qu'une victoire. Ceux de la guerre de 1914-1918 furent érigés, dans leur majorité, avant 1922, au moins dans les villages — beaucoup furent produits en série, y compris bien entendu les statues. N'oubliez pas que la statuaire officielle était surabondante; il y avait de nombreux ateliers spécialisés...

² L'armée a toujours été exclue des commémorations de l'Armistice, sauf dans les villes de garnison, et encore, et à Paris. Le cœur de la cérémonie, c'était l'appel aux morts, une cérémonie funèbre et non pas militaire; la minute de silence, forme laïcisée de la prière; et le dépôt de gerbes. Même la Marseillaise n'était pas toujours entonnée, semble-t-il; quant aux drapeaux, ils n'étaient pas honorés (rien de semblable aux matinaux levers de drapeaux des chantiers de jeunesse de Vichy), on les inclinait sur le monument pour rendre hommage aux morts — instruments, non destinataires, du culte. Il n'y avait pas de sonnerie dans les premières années: la sonnerie *Aux morts*, inconnue dans les années 1920, fut composée à la fin de la décennie et officiellement adoptée par l'armée française en 1932: elle se répandit rapidement aux cérémonies du Onze novembre dans la décennie suivante.

La commémoration rassemblait l'ensemble de la population de la localité, avec une place particulière pour les enfants des écoles (pédagogie obligeait — mais une pédagogie civique, républicaine, sans plus rien à voir avec les bataillons scolaires des années 1880), ainsi qu'évidemment les anciens combattants. Ces cérémonies, conclues en général par un discours du maire ou d'un ancien combattant, ce dernier généralement axé sur l'horreur du carnage, connurent une immense popularité, car elles célébraient non des principes abstraits mais des individus concrets, que les plus âgés avaient connus, dont les plus jeunes avaient souvent entendu parler.

³ Beaucoup d'allégories en revanche, dans le goût de l'époque: Mariannes, Patries, Veuves avec leurs Orphelins... mais surtout une majorité de stèles nues, ou surmontées seulement d'une croix de guerre. Les inscriptions sont le plus souvent de style neutre (du type: "la commune de ... à ses enfants morts pour la France" — c'était la formule officielle qui figurait sur les actes de décès), parfois lyriques. Les fameux vers de Hugo, "monument républicain" en lui-même s'il en fut, resservirent beaucoup:

« Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie
Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie
Entre les plus beaux noms, leur nom est le plus beau
Toute gloire près d'eux passe et tombe, éphémère
Et comme ferait une mère
La voix d'un peuple entier les berce en leur tombeau.

Mais tout cela n'allait pas sans ambiguïtés. **Certains** d'abord **ne supportaient pas l'institutionnalisation de la mémoire du sacrifice** — Hyvernaud, que j'ai déjà cité plus haut, exprime bien ce sentiment, même si ses livres datent de l'autre après-guerre:

« C'était une espèce de pan de mur, avec les Noms en lettres d'or, superposés par ordre alphabétique. Un soldat de pierre, muni de tous les accessoires guerriers, masque, fusil, casque et moustaches, désignait du bras à un enfant nu (de pierre également) l'urinoir en tôle qui s'élève modestement à l'angle du boulevard Désiré-Lemesle et de la rue des Deux-Églises.

Vigoureuse allégorie, qu'eût su déchiffrer le plus simple de nos compatriotes. Mais nos compatriotes ne s'en souciaient pas. Chacun d'eux était lui-même devenu allégorique. Chaque veuve était la Veuve. Chaque ancien combattant, le Héros. Pas un vieillard qui ne parût sortir des œuvres complètes de Corneille¹. En même temps que le gibus, les voiles de deuil, les décorations ou la tenue d'officier de réserve, ils avaient tous revêtu cette nuance particulière de résolution, de tristesse ou de dignité qu'exigeait la circonstance.

Bien trop occupés de leur rôle pour penser aux morts. **Il était d'ailleurs superflu de penser aux morts: désormais, le monument était là pour ça.** C'était son rôle, au monument. La pierre n'oublierait pas. Les noms étaient là, c'était fixé, c'était gravé, c'était doré, on était en règle. Dans une mémoire humaine, un souvenir est toujours fragile et menacé. Dans la pierre, ça ne bouge plus. En ce jour de pluie et de musique, les vingt-trois mille habitants de ma ville natale se déchargeaient solennellement de l'obligation de maintenir intacte l'image de Beaulavoir Alfred, qui avait été tué aux Épargés, de Choupar Anatole, qui avait été tué près d'Albert. S'assurant ainsi la tranquillité d'âme nécessaire à la digestion, à la copulation, à la manille, aux divers commerces humains. Rien ne serait possible avec, sur la pensée, le poids des morts. Il importait de délivrer la cité de cet accablement. D'exorciser de ces présences tragiques la conscience collective et la conscience individuelle. Les morts eux-mêmes y gagnaient. Les morts cessaient d'être des cadavres pour devenir des Noms. Ils échangeaient leur misérable substance contre une abstraction décorative. À la chair gonflée et suppurante, aux yeux crevés, aux ventres défoncés, se substituait l'élégance algébrique des caractères inscrits dans la pierre². C'était net, des noms, c'était

Gloire à notre France éternelle!
Gloire à ceux qui sont morts pour elle!
Aux martyrs! aux vaillants! aux forts! ».

Plus rares sont les symboles explicitement nationalistes, comme le coq gaulois, les statues de "poilus" triomphants brandissant des lauriers, les casques à pointe foulés aux pieds. D'autres "poilus" sont représentés frappés à mort, étreignant le drapeau; certains monuments aux morts, d'ailleurs, sont carrément installés dans les cimetières et ressemblent à des tombes (les cérémonies commençaient souvent par le dépôt de gerbes sur les tombes des morts de la commune). Très peu nombreux sont malgré tout les monuments où l'on sent la volonté d'exprimer une volonté pacifiste: quelques représentations très réalistes de "poilus" morts, quelques frères d'armes ou orphelins accablés par les horreurs de la guerre; quatre monuments explicitement antimilitaristes, l'un à Levallois-Perret en banlieue parisienne (le sculpteur aurait pris pour modèle l'un des soldats fusillés en 1917!), et les trois autres dans des campagnes "rouges": dans la Loire, à Gy-l'Évêque dans l'Yonne (il porte l'inscription: « guerre à la guerre »), à Gentioux dans la Creuse (« maudite soit la guerre »).

¹ Voyez plus bas, l'attaque de Prévert contre le même Corneille.

² Voyez dans la précédente citation d'Hyvernaud, la croix sur les tombes assimilée au signe de l'addition.

propre. Et même joli à regarder. Et inoffensif comme une page du dictionnaire ou de l'Annuaire du Téléphone. Les cadavres sont toujours pleins de reproche et de mépris. Mais changés en noms, ils acquièrent une prodigieuse discrétion. On les lit sans songer qu'ils sont les noms de quelqu'un. On n'est même pas forcés de les lire ».

(*Le wagon à vaches*, texte paru en 1953).

Surtout, le pacifisme des anciens combattants n'était pas exempt de contradictions. Ils étaient demeurés des patriotes, sauf une minorité à l'extrême-gauche dont je m'occuperai plus bas; **certains**, intoxiqués par quarante ans de revanchisme et quatre ans de bourrage de crâne, tout en dénonçant l'ignominie du massacre, **adoptaient à l'occasion des attitudes des plus chauvines**, notamment vis-à-vis de l'Allemagne: un "Fritz" resterait toujours un "Fritz", et la paix tant désirée ne pouvait être maintenue qu'en affaiblissant autant que possible la "Bochie". Ils ne voyaient pas la contradiction où ils s'enfermaient, à savoir qu'on ne pouvait espérer réduire la violence par la violence, et qu'une attitude trop brutale envers le vaincu risquait de l'entraîner à préparer à son tour une Revanche; il est vrai qu'il était difficile de concevoir, après quarante ans d'arrogance allemande et quatre ans de guerre totale, que l'amitié avec l'"ennemi héréditaire" était la seule voie vers la paix. **Le pacifisme de principe n'était absolument pas contradictoire avec l'exaltation nationaliste**: on avait horreur de la guerre, mais en même temps on était fier de l'avoir gagnée, d'avoir tenu, d'avoir été disciplinés, on entendait profiter de la victoire; et, sauf encore à l'extrême-gauche, on pensait, même si on l'avait détestée, que ç'avait été une guerre juste, une guerre où l'on avait combattu pour la réparation de l'iniquité de 1871, contre le militarisme allemand, contre Guillaume II et ses *Junkers*.

Or le nationalisme français, depuis 1890 environ et au moins dans ses versions explicitement politisées, dans ses surenchères, était plutôt antirépublicain... Certes, durant la guerre, avec l'Union sacrée, les Français avaient serré les rangs et les critiques envers le régime avaient à peu près cessé. Mais après-guerre, l'instabilité ministérielle, le jeu stérile des partis, les scandales politiques et financiers reprirent de plus belle: certains anciens combattants, las de ce désordre, en vinrent assez vite à constituer **un terreau idéal pour la droite antirépublicaine** — *sans pour autant cesser d'être des pacifistes* (c'est essentiel pour la suite)¹. Le terme de "ligues", adopté, officiellement ou non, par une partie des associations d'anciens combattants, n'était pas explicitement antirépublicain, puisqu'il y avait eu une Ligue des Droits de l'Homme aussi bien qu'une Ligue des Patriotes; mais de la volonté de dépasser

¹ C'est essentiel, parce que ce mélange explosif de pacifisme et de nationalisme a débouché directement sur Munich (la paix à tout prix, tant pis pour les Tchèques et les Slovaques) et sur Vichy (la défaite et la vassalisation acceptées, et le repli sur soi — plus l'hostilité à la démocratie, ferment de dissolution de la nation et régime "cosmopolite"). Voyez aux chapitre 12 et 13; mais notez dès maintenant que cela n'avait rien à voir avec les surenchères chauvines et bellicistes d'un Boulanger ou d'un Déroulède.

les clivages partisans, on pouvait assez facilement passer à la critiques des partis, de leurs petits jeux artificiels et vains, des divisions qu'ils réintroduisaient dans le tissu national après la fin de l'Union sacrée. **Assez vite, certaines ligues** d'anciens combattants **commencèrent à se politiser**: elles firent pression sur les gouvernements dans le sens de la fermeté envers l'Allemagne, qui devait payer pour ses crimes; elles s'opposèrent à la conception wilsonienne de la paix et, à la fin de la décennie, à la politique de réconciliation franco-allemande d'Aristide Briand, qui leur paraissait entachée de naïveté et risquait d'affaiblir le pays. Puis elles se mirent à accuser la République de ne pas faire assez pour les anciens combattants, et, par glissement, de tous les maux du temps.

Certains, d'ailleurs, ne rêvaient pas exactement d'abattre la République mais de l'améliorer; mais le problème, c'était qu'ils étaient manœuvrés par les autres, ceux qui détestaient la République en son principe, c'est-à-dire la démocratie. Je traite tous ces problèmes dans la présentation de l'extrême-droite française de l'entre-deux-guerres, au chapitre 12.

2) Le pacifisme à gauche et la naissance du communisme.

La première guerre mondiale provoqua une rupture essentielle dans l'Histoire de la gauche française. Elle amena de nombreux hommes de gauche à radicaliser leur critique de la société existante: **la grande boucherie remettait en cause l'ensemble des structures qui l'avaient engendrée** (du moins le pensait-on à gauche): les nations, la société bourgeoise, la démocratie libérale, le capitalisme. Il n'était plus question de les réformer, il fallait les détruire — l'horreur avait été trop grande, des hommes qui venaient de passer quatre ans un fusil à la main avaient du mal à penser autrement qu'en termes de violence, et de manière extrêmement manichéenne. La modération d'un Jaurès ou d'un Briand n'était plus de saison (Briand, du reste, était passé à droite); tout ce qui, avant 1914, dans la société française, avait été peu aimé mais plus ou moins supporté, était désormais haï, vomé. La contestation était radicale et touchait toutes les institutions, comme l'illustre bien un célèbre poème de Jacques Prévert, qui date de 1926¹: *Tentative de description d'un dîner de têtes à Paris, France*. Imprégné de pacifisme radical, il égratigne même la culture classique, Racine, Corneille, Hugo et Baudelaire. En voici les premiers vers:

« Ceux qui pieusement...²

¹ En 1931 il a été recueilli dans le recueil *Paroles*, qu'il ouvre.

² Voyez les vers de Hugo cités plus haut en note.

Ceux qui copieusement...
 Ceux qui tricolorent...
 Ceux qui inaugurent...
 Ceux qui croient...
 Ceux qui croient croire...
 Ceux qui croâ croâ...
 Ceux qui ont des plumes
 Ceux qui grignotent
 Ceux qui andromaquent
 Ceux qui dreadnoughtent
 Ceux qui majusculent
 Ceux qui chantent en mesure
 Ceux qui brossent à reluire
 Ceux qui ont du ventre
 Ceux qui baissent les yeux
 Ceux qui savent découper le poulet
 Ceux qui sont chauves à l'intérieur de la tête
 Ceux qui bénissent les meutes
 Ceux qui font les honneurs du pied
 Ceux qui debout les morts
 Ceux qui baïonnette... on
 Ceux qui donnent des canons aux enfants
 Ceux qui donnent des enfants aux canons
 Ceux qui flottent et ne sombrent pas
 Ceux qui ne prennent pas le Pirée pour un homme
 Ceux que leurs ailes de géants empêchent de voler
 Ceux qui plantent en rêve des tessons de bouteille sur la grande muraille de
 Chine
 Ceux qui mettent un loup sur leur visage quand ils mangent du mouton
 Ceux qui volent des œufs et qui n'osent pas les faire cuire
 Ceux qui ont quatre mille huit cent dix mètres de Mont Blanc, trois cents de
 Tour Eiffel, vingt-cinq centimètres de tour de poitrine et qui en sont fiers
 Ceux qui mamellent de la France
 Ceux qui courent, volent et nous vengent, tous ceux-là et beaucoup d'autres
 entraient fièrement à l'Elysée en faisant craquer les graviers, tous ceux-là se
 bouscullaient, se dépêchaient, car il y avait un grand dîner de têtes et chacun s'était
 fait celle qu'il voulait ».

On assista à un glissement rapide d'une bonne partie de la gauche socialiste vers des
 positions qui, avant 1914, avaient été celles d'une petite minorité extrémiste, celles que j'ai
 évoquées à propos de Gustave Hervé: un **pacifisme radical** allant jusqu'au défaitisme, une
 véritable **haine de la nation**, et surtout, malgré l'horreur de la martiale hécatombe, la
fascination pour un autre type de violence, **la violence sociale, la violence révolutionnaire**.
 Avant 1914, les socialistes et les syndicalistes français, à l'exception d'une frange aussi
 bruyante que minoritaire (surtout à la C.G.T.), avaient en gros renoncé à l'action violente, la
 Révolution n'était plus pour eux qu'une référence lointaine à un changement de classe

dominante, qu'ils espéraient pacifique. Après 1917, comme l'a écrit F. Furet¹, le mouvement révolutionnaire « ressurgit [en France] (...) comme un torrent recouvert en 1914, mais grossi quatre ans plus tard des souffrances et des désillusions, individuelles et collectives, dont la guerre a[vait] été si incroyablement prodigue ». La violence révolutionnaire ne faisait plus peur, la Révolution était même devenue un espoir: cela ne pouvait pas être plus horrible que Verdun, que l'ypérite, que les massacres d'Arméniens, et cette fois-ci, la dernière, ce serait pour une bonne cause; de toute façon, la haine était telle pour les bourgeois et pour leur monde que la violence en devenait quelque chose comme une volupté. À la lanterne! On l'excusait comme inévitable, on la trouvait belle car elle était censée mener à un monde de beauté.

Cet état d'esprit ne pouvait que rapprocher la frange la plus pacifiste de la gauche française, celle qui liait indissolublement l'idée de paix et l'idée de Révolution, des bolcheviks russes, qui venaient à la fois d'abattre le vieux monde haï des Tsars et de signer la paix de Brest-Litovsk avec l'Allemagne, écourtant ainsi d'un an la boucherie pour leur pays². **Le communisme en France** comme dans le reste du monde **fut fils de la grande guerre**, fils du pacifisme autant que du rêve de Révolution sociale; plus exactement, il fut fils de l'association d'un pacifisme radical au rêve de la Révolution. En effet, toujours selon Furet, « que les moujiks se [fussent saisis] de la terre n[était] pas de nature à éblouir les paysans-soldats de l'Ouest, enterrés dans les tranchées: ils [étaient] propriétaires depuis des siècles. Que le tsar [fût] tombé (...) n[était] pas à leurs yeux inédit: c[était] au contraire écrit par avance dans l'histoire de l'Occident. Mais que le peuple russe demand[ât] la paix, voilà par où il indiqu[ait] une sortie de l'impasse tragique dans laquelle les gouvernements de l'Ouest [s'étaient] laissés enfermer. (...) **Le bolchevisme, maître accidentel et fragile de l'Empire des tsars à l'automne 1917, se trouv[a] fort en Europe de son opposition radicale à la guerre**, dès 1914. **Il a[vait] l'avantage de donner un sens à ces années terribles** grâce au pronostic précoce qu'il a[vait] porté sur elles et qui sembl[ait] l'avoir conduit, lui, à la victoire révolutionnaire d'Octobre. **Ce que l'hécatombe a[vait] eu d'inouï trouv[ait] à travers Lénine des responsables et des boucs émissaires à l'échelle du massacre**: l'impérialisme, les monopoles capitalistes, la bourgeoisie internationale ».

L'attrait du bolchevisme en 1918-1920 était dû à ce qu'il offrait une explication à la guerre, à ce que les bolcheviks s'étaient toujours opposés à la guerre, au fait qu'ils avaient fait la paix avec l'Allemagne à Brest-Litovsk, mais aussi à ce qu'ils promettaient de mettre fin à

¹ Dans *Le passé d'une illusion: essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, ouvrage paru en 1995.

² Ils en avaient provoquée une autre, la guerre civile russe, mais on l'imputait à leurs ennemis; ils étaient censés n'avoir fait que se défendre (voyez le cours sur la Russie, chapitres 2 et 6). Ils avaient signé la paix avec l'Allemagne qui les avait stipendiés en 1917 et bien aidés lors de la guerre civile en 1918-1919, mais on le savait peu en Occident, et d'ailleurs, dans une logique internationaliste, tout cela importait peu: tous les moyens étaient bons pour mettre fin à l'hécatombe et faire la Révolution.

toutes les guerres en même temps qu'à l'oppression bourgeoise, leur responsable, comme aux nationalismes dont on venait de mesurer les ravages — la problématique des dérives, que je défends au début du chapitre 9, n'était évidemment pas celle des femmes et des hommes dont je parle ici. La "grande lueur à l'Est", selon l'expression fameuse de Romain Rolland, ce fut d'abord celle de la paix perpétuelle; avec l'attrait supplémentaire que la pensée de Marx et de Lénine permettait de lier la critique de la guerre à la critique sociale. Le paradoxe, bien sûr, c'était que la paix perpétuelle ne pouvait être atteinte qu'en redoublant de violence, et que dans les conditions du monde moderne le processus promettait d'être terrible: on le voyait bien déjà en Russie. Mais, encore une fois, pouvait-on se figurer que cela allait être pire encore que Verdun? Les prolétaires allaient en souffrir aussi, bien sûr; mais pouvait-on imaginer qu'ils souffriraient encore bien plus que dans la société capitaliste du XIXe siècle? Pouvait-on prévoir le Goulag, les charniers du Cambodge, la Révolution culturelle? Au moment d'entamer une critique radicale de l'idée et de la pratique politiques communistes, qui s'étendra sur les chapitres qui suivent et les cours sur l'U.R.S.S. et la Chine, je voudrais souligner une bonne fois que **les erreurs commises le furent au nom d'une juste colère et d'idées généreuses** — ce qui ne les excuse pas, mais contribue à permettre de les comprendre. Et puis, comme aujourd'hui le chante magnifiquement Juliette Noureddine, **« l'avenir est-il si radieux / que l'on oublie celles et ceux / qui l'ont rêvé meilleur? »**¹

Les effectifs de la S.F.I.O. et la C.G.T. explosaient — la S.F.I.O. bénéficiait du fait qu'elle avait rompu l'Union sacrée dès 1917; mais elles étaient l'une et l'autre en voie de radicalisation accélérée, plus exactement les plus radicaux y étaient de plus en plus nombreux et bruyants, à l'inquiétude des plus modérés. Ce fut en 1918 que la frange la plus influencée par les bolcheviks russes prit le nom de "communistes"². En 1919-1920 les **grèves** et les violences sociales se multiplièrent, du fait des désillusions de l'après-guerre et des difficultés du retour à la vie civile (la crise économique faisait rage), du désir des soldats démobilisés d'être payés pour les sacrifices consentis, mais aussi de l'enthousiasme et du radicalisme révolutionnaire d'une partie des militants: c'est pourquoi elles prirent parfois **une allure franchement insurrectionnelle**. La Révolution avait éclaté en Russie, puis en Allemagne, en Hongrie, en Slovaquie; pour les internationalistes (Lénine y compris), mais aussi pour leurs adversaires apeurés qui partageaient sur ce point leur vision des choses, l'idée que le

¹ *L'étoile rouge*, chanson de 1999.

² Ce terme, que l'on trouve déjà chez Marx et Engels (notamment dans le fameux *Manifeste* de 1848) et chez d'autres socialistes du XIXe siècle, n'avait jamais désigné un courant particulier du socialisme: ce n'était guère alors qu'un synonyme de "socialiste collectiviste", assez peu employé. Ce fut en mars 1918 que Lénine, désireux de s'approprier l'héritage de Marx, rebaptisa son parti "social-démocrate, majoritaire" (*bolchevik* en russe) du nom de "communiste". Jusqu'en 1953 le nom officiel de cet organisme était: Parti communiste (majoritaire) d'U.R.S.S., puis la mention entre parenthèses disparut.

prolétariat pût triompher dans un seul pays semblait absurde: la Révolution, fille de la lutte des classes qui avait lieu dans le monde entier, réussirait partout, tout particulièrement dans l'Europe industrielle, ou bien elle échouerait partout. En France, les marxistes d'obédience révolutionnaire, les enfants de Guesde, triomphaient; quant aux anarcho-syndicalistes, aux descendants de Pelloutier, ils étaient persuadés que le "grand soir" était là, et s'imprégnèrent rapidement de toute une culture bolchevisante: ce fut ainsi que la Révolution russe gauchit sensiblement non seulement la tradition socialiste, mais aussi la tradition syndicale française.

Le Premier mai 1919 s'était déroulé dans une atmosphère extrêmement lourde: il y avait eu un mort. Les grèves proprement dites commencèrent en juin 1919 dans les transports en communs parisiens; elles furent étroitement encadrées par les syndicats, bien plus que le furent plus tard celles de 1936 et de 1968. Elles touchèrent surtout les mines, la sidérurgie, les chemins de fer, la fonction publique, soit les secteurs qui déjà étaient les plus revendicatifs avant 1914, plus la chimie; il y eut aussi des affrontements aux arsenaux de Toulon. En février 1920, de nouvelles grèves de cheminots secouèrent le pays; le conflit dura jusqu'en mai — il était alors interdit aux fonctionnaires et aux travailleurs des secteurs "stratégiques" de se syndiquer et de faire grève. En mars 1920, un autre conflit éclata dans dans les mines.

Par ailleurs, en **mer Noire**, à Sébastopol, **des éléments de la flotte française** envoyée en renfort de l'armée "blanche" de Dénikine **se mutinèrent** en avril 1919, à l'instigation du marin André Marty (1886-1956) — les mutins, qui au départ réclamaient surtout une nourriture de meilleure qualité et une discipline moins rude, fraternisèrent avec les bolcheviks; pour remener le calme, l'amiral commandant l'escadre dut promettre le retour en France. D'autres mutineries suivirent en rade de Toulon, à Bizerte, et surtout en Grèce en juin, où il fallut faire intervenir les tirailleurs sénégalais pour reprendre le contrôle des navires en révolte: Charles Tillon (1897-1993) s'y illustra¹.

Ces violences faisaient peur, même si nulle part le nombre de grévistes ne dépassa 20% des effectifs. On voyait réapparaître brutalement, et sur une échelle jusqu'alors inconnue, un langage d'une extrême violence, le langage de la haine et de la table rase; des appels au sabotage, au meurtre, au soulèvement général, à la destruction de l'ensemble de la société...

¹ Condamnés à vingt ans de travaux forcés en 1919-1920, les mutins de la mer Noire furent amnistiés en 1922-1923, après une vaste campagne où le Komintern les présenta en martyrs. Marty et Tillon firent de belles carrières dans l'appareil de la S.F.I.C. puis du P.C.F., surtout dans les années 1930 et 1940, avant d'en être exclus au début des années 1950 — pas plus que dans les pays de l'est (voyez le cours sur la Russie, chapitre 6), Staline ne supportait de dirigeants qui eussent une autre légitimité que l'onction moscovite.

Pourtant le mouvement syndical et socialiste français, en même temps qu'il se renforçait, était en proie à de très graves turbulences. L'attitude à adopter vis-à-vis de la Révolution russe divisait profondément la C.G.T et la S.F.I.O., qui étaient quand même très mal à l'aise sur ces sujets, car elles avaient échoué à éviter la guerre et la seconde ne s'était retirée que bien tardivement de l'Union sacrée.

En janvier 1919 les bolcheviks et leurs partisans en Europe fondèrent à Moscou une troisième Internationale (plus connue sous le nom de **Komintern**), destinée à remplacer la deuxième, celle de 1889, qui s'était à leur yeux définitivement compromise avec les forces de l'ordre ancien, et qu'ils ne contrôlaient pas¹. Ils exigeaient l'adhésion des partis socialistes occidentaux, mais en juillet 1920 Lénine et Zinoviev y posèrent **vingt et une conditions** drastiques: entre autres l'exclusion des modérés au nom de l'efficacité révolutionnaire, une organisation quasi militaire sur le modèle du parti bolchevik, la création de structures parallèles clandestines aptes à fonctionner en cas d'interdiction, l'obéissance absolue aux décisions du Komintern. C'était renoncer à tout l'héritage des socialismes nationaux du XIXe siècle; en France, c'était enterrer Jaurès une seconde fois. La controverse fit rage; finalement, en décembre 1920, au **congrès de Tours**, ce fut la scission — elle se fit dans une ambiance d'impasse, d'échec électoral et d'essoufflement des grèves. La majorité, animée par des pacifistes révolutionnaires admirateurs de Lénine, avec à leur tête entre autres Boris Souvarine, Ludovic Frossard et Marcel Cachin, accepta les vingt et une conditions, rejoignit la IIIe Internationale et fonda la **S.F.I.C.** (Section française de l'Internationale communiste), le futur P.C.F.

La minorité, regroupée autour de Léon **Blum** (1872-1950)², parvint à "garder la vieille maison", c'est-à-dire le nom de S.F.I.O., les locaux, l'essentiel du personnel et des élus —

¹ Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 6.

² Blum était né à Paris dans une famille bourgeoise d'origine juive alsacienne, exilée après 1870. Normalien (Ulm 1890), il quitta l'École dès l'année suivante pour entamer une carrière d'homme de lettres et de critique littéraire (notamment à *La revue blanche*, l'organe de l'avant-garde des années 1890); il a laissé une œuvre littéraire non négligeable, par exemple les *Nouvelles conversations de Goethe avec Eckermann*, parues en 1901. Il existe à propos de cet ouvrage une étrange anecdote, rapportée par Jorge Semprun dans *L'écriture ou la vie*, roman paru en 1994. Le texte de Blum se présentait comme une prolongation d'un ouvrage célèbre au XIXe siècle, où un ami de Goethe, Eckermann, avait transcrit ses conversations avec le grand homme (avec peu de génie et beaucoup de partialité, paraît-il). Il se trouve que la plupart de ces conversations eurent lieu dans la belle forêt de l'Ettersberg, qui dominait Weimar, la ville de Goethe. Et que ce fut justement dans cette forêt que les nazis installèrent le camp de concentration de Buchenwald, où furent internés Semprun, communiste espagnol... et Blum, après le procès de Riom, en 1941 (voyez au chapitre 13). Blum jouissait d'un régime de faveur, il était logé dans un pavillon à part, et s'il savait où il se trouvait, il ne comprit pas exactement ce qui se passait à quelques centaines de mètres de son lieu de détention.

L'affaire Dreyfus fit obliquer cet intellectuel vers la politique et il inclina vers le socialisme, sous l'influence de Lucien Herr, le bibliothécaire de la rue d'Ulm, et de Jaurès; mais il n'abandonna la littérature qu'après 1914. Cette passion ne l'empêcha pas de devenir conseiller d'État de 1895 à 1919. C'était en tout cas un pur intellectuel, et un bourgeois; jamais du reste il ne tenta de jouer les "fils du peuple". C'était un socialiste modéré, légaliste, ennemi de la violence, idéaliste et moraliste, qui voulait réaliser une synthèse entre socialisme et démocratie, entre réforme et révolution, entre patriotisme et internationalisme; il n'aimait ni le guesdisme, ni

mais pas *l'Humanité*. Dans ses interventions au congrès de Tours, Blum critiqua avant tout le lien que faisaient les communistes entre Révolution et violence, mais il allait plus loin: le débat s'était déplacé et ne portait plus prioritairement sur le problème de la paix, mais sur la nature de l'organisation que les bolcheviks commençaient à imposer au pays qu'ils dirigeaient et au mouvement ouvrier international. Blum **refusait l'idée d'une dictature révolutionnaire**, d'une "dictature du prolétariat" assimilée à la toute-puissance d'un petit groupe autoproclamé avant-garde du prolétariat: pour lui, on ne pouvait pas faire une authentique révolution sans respecter la liberté. Il essaya aussi, selon Furet, de « dissocier la Russie bolchevique, expérience révolutionnaire particulière, et la prétention qu'elle affich[ait] à une valeur universelle. (...) Survenant dans la Russie des Tsars, la révolution a[vait] reçu du monde qu'elle bouleversait une partie de ses traits. Faute d'un fort développement capitaliste préalable, et d'une vraie société bourgeoise, la prise de pouvoir au nom du prolétariat a[vait] pris le caractère d'un putsch [effectué] par un tout petit parti, militairement organisé, de révolutionnaires professionnels. De là les risques qu'une dictature du prolétariat instaurée de cette façon ne soit qu'une dictature tout court, exercée sur un peuple immense par une minorité sans mandat ».

Mais **Blum ne renonçait pas pour autant à l'idée de Révolution**: selon Furet toujours, « à [l']expérience [bolchevique], dont il sugg[érait] les risques sans en condamner l'occasion, Léon Blum n'oppos[ait] pas une perspective "démocratique bourgeoise", légaliste, électoraliste ou réformiste. Au contraire. Il [voulait] arracher la tradition socialiste, qu'il défend[ait] contre Lénine, au soupçon d'abandonner le projet révolutionnaire pour un révisionnisme de la réforme. Il sa[vait] qu'il d[evait] d'autant plus défendre la révolution qu'il critiqu[ait] celle qui v[enait] de prendre le pouvoir à Moscou. La Révolution? Le mot, quasi sacré, signifi[ait] à la fois des moyens et une fin, la saisie violente de l'État par l'insurrection, et l'instauration d'un pouvoir "ouvrier", liquidant la domination bourgeoise. Deux convictions, deux piliers de la tradition socialiste que Blum salu[ait] quand il se déclar[ait] plus que jamais partisan de la "dictature du prolétariat" »; mais le mot avait pour lui un autre sens que pour Lénine, « une autre acception, plus jaoussienne: la "dictature du prolétariat" [était] chez lui une manière de dire que, couronnant un long développement social et éducatif, la révolution

le marxisme (sur ce point, il évolua quelque peu après 1920). Il entra à la S.F.I.O., mais n'eut pas de mandat électif avant 1919.

Pendant la première guerre mondiale il devint directeur de cabinet du ministre socialiste Marcel Sembat; durant tout le conflit il demeura un partisan de l'Union sacrée. En 1919 il fut élu député de la Seine; mais il fut battu par le communiste Duclos en 1928, et en 1936 il était député de Narbonne, dans le Languedoc rouge et viticole. Il ne parvint pas à garder *L'Humanité* avec "la vieille maison", mais dans les années 1920 il devint directeur de l'organe de la S.F.I.O., *Le Populaire*. Dans l'entre-deux-guerres il était aussi le président du groupe parlementaire socialiste, mais il n'était pas le secrétaire général de la S.F.I.O.: jusqu'en 1938 ce fut Paul Faure (1878-1960), un guesdiste (Guesde lui-même était mort en 1922) et par ailleurs un pacifiste radical.

prolétarienne met[trait] au pouvoir tout un peuple éclairé, qui n'aur[ait] plus guère d'adversaires à briser ».

Toujours est-il que Blum, et après lui **les autres socialistes français**, pour se démarquer des communistes tout en continuant à s'inscrire dans la tradition socialiste, pour ne pas l'abandonner à ces derniers, **durent durcir leur discours et conserver une rhétorique révolutionnaire**, alors même qu'ils ne voulaient plus de révolution violente; mais ils ne purent empêcher le mot de prendre un sens essentiellement violent, en référence essentiellement à la Révolution russe de 1917, et non le sens plus modéré qu'eux lui donnaient. Ce **décalage entre un discours assez radical et une pratique plus réformiste**, encore très sensible dans les années 1970, a longtemps desservi les socialistes français: on les a fait passer pour plus révolutionnaires qu'ils n'étaient, notamment au moment du Front populaire — et ils ont eu du mal à comprendre la nécessité d'abandonner ce discours de rupture pour un discours gestionnaire, plus conforme à l'esprit des temps après 1945.

Le mouvement socialiste français était définitivement divisé; ces divisions affaiblirent durablement la gauche. L'année suivante, en 1921, ce fut la **fin de l'unité syndicale**, qui durait depuis l'effacement de la confédération guesdiste en 1898: la C.G.T. demeura aux mains de réformistes proches politiquement des socialistes de la S.F.I.O. (quoique toujours jaloux de l'indépendance syndicale); mais il apparut une C.G.T.U. ("unitaire"), très radicale, dominée au départ par des anarchistes mais sur laquelle les communistes mirent rapidement la main. Elle ne parvint jamais à dépasser la C.G.T. en termes d'effectifs.

Une conséquence importante de cet ensemble de phénomènes, ce fut que **la guerre de 1914-1918 et ses suites portèrent un coup sévère à la place de la tradition du socialisme français dans le monde**. Les socialistes, à l'étranger et même en France, avaient désormais les yeux tournés vers la Russie où, pour la première fois de l'Histoire, une révolution prolétarienne, ou autoproclamée telle, parvenait à durer et même à triompher de ses adversaires, grâce aux méthodes révolutionnaires mises au point par Lénine. Qu'importait, face à la "grande lueur venue de l'Est", face à l'étoile rouge qui venait de se lever dans le ciel de la Russie, la tradition du socialisme français? Même la figure de Jaurès pâlisait: il avait échoué, par naïveté, par angélisme; Lénine, lui, avait réussi. Qu'importaient les combats du XIXe siècle français, qui n'avaient accouché que de la République bourgeoise et de la guerre, à l'heure où triomphaient ceux qui semblaient réaliser la prophétie de Marx? 1917 intégrait la Révolution française et ses "répliques" bourgeoises du XIXe siècle, mais en tant qu'étapes antérieures, désormais dépassées: elle les rejetait dans le passé. Le monde avait changé d'ère,

et **la France n'était plus la patrie de la Révolution**. Celle-ci, pour soixante-dix ans, allait être la Russie, rebaptisée U.R.S.S. en décembre 1922.

D'autant que les socialistes français, définitivement désunis à cause de la querelle sur l'Union sacrée, se trouvèrent durablement affaiblis par rapport à ceux des autres pays d'Europe, du fait que la France fut (avec l'Italie) l'un des pays d'Europe où la tradition communiste, antidémocratique, violente, inféodée à Moscou, fut la plus puissante à l'intérieur du mouvement socialiste. Jusqu'en 1934, de nouveau entre 1939 et 1941 et de 1947 au milieu des années 1960 les communistes refusèrent de collaborer avec les autres forces de gauche, considérées comme des "sociaux-traîtres" complices de l'oppression bourgeoise. Par ailleurs la peur du communisme provoqua un raidissement de la droite, des patrons, etc., qui affecta toute la gauche. De ce fait, avant 1981 la gauche française n'exerça le pouvoir que très brièvement et dans des circonstances difficiles (en 1924-1926, en 1936-1938, à la Libération, en 1956-1957); il est vrai que les socialistes britanniques et allemands ne firent guère mieux dans l'entre-deux-guerres.

Bref, le traumatisme de la guerre et l'effondrement des mythes cocardiers du XIXe siècle aboutirent à **un grave affaiblissement moral et politique** du pays tout entier. Tandis que les communistes, l'extrême-gauche et même une partie des socialistes envisageaient la disparition, à terme, de l'entité "France" au sein d'une société mondiale sans classes, et qu'une partie de la droite, tout en mélangeant plus que jamais défense de la nation et lutte contre la République, s'appropriait, par un pacifisme dévoyé, à renoncer à défendre la France contre les dictatures, une autre partie de cette droite — la même parfois — chercha à développer un nouveau type de nationalisme inspiré d'expériences étrangères. **La République était la cible de toutes les attaques**, coupable de bellicisme pour les uns (socialistes et communistes, pacifistes de droite dans les années 1930), lâche et incapable de redonner sa fierté à la nation pour les autres (la droite revancharde, les ligues). Ces attaques ne firent pas trop de mal tant que la prospérité régna; avec la crise des années 1930, elles débouchèrent sur une grave crise de régime.

II-La vie politique dans les années 1920.

A) Les maladroites du Bloc national (1920-1924); l'évolution des catholiques.

Les législatives de novembre 1919 donnèrent naissance à une Chambre des députés que l'on surnomma la **chambre "bleu horizon"** à cause des très nombreux anciens combattants qui y siégeaient (volontiers en uniforme), et aussi bien sûr par référence à "la ligne bleue des Vosges".

C'était **une chambre très à droite** — la première depuis 1871 dont la majorité ne fût point axée à gauche: l'exaspération du nationalisme durant la guerre, et les divisions de la gauche, avaient durablement renforcé la droite. La plupart des radicaux avaient rallié cette majorité de droite, en réaction aux grèves et à la radicalisation des socialistes (ils ne faisaient pas la différence entre S.F.I.O. et S.F.I.C.): Clemenceau, notamment, avait fini de passer dans le camp des conservateurs, quoi qu'il en eût.

La nouvelle majorité s'autodéterminait "**Bloc national**", par opposition aux IIe et IIIe Internationales, et aussi en souvenir de l'Union sacrée dont elle prétendait prolonger l'œuvre d'union nationale. Les membres du Bloc se qualifiaient volontiers de "modérés" par opposition aux "extrémistes" de gauche, et aussi pour bien marquer la rupture avec la droite extrême, antirépublicaine, des années d'avant-guerre — c'est une constante de notre Histoire politique: la droite modérée ne s'affiche pas comme telle; dans un régime qui s'est fondée contre la droite d'Ordre moral, le mot sonnerait mal aux oreilles des électeurs républicains. Les groupes parlementaires de droite à l'Assemblée s'appelaient les "républicains de gauche", les "indépendants de gauche", la "gauche républicaine", etc. Tout aussi traditionnellement, ils n'étaient guère organisés en partis: ceux-ci, jusqu'au gaullisme, sont restés une spécificité de la gauche.

Dans sa campagne, le Bloc national avait exploité **la peur de la Révolution**: c'est de ces élections de 1919 que date la fameuse affiche de "l'homme au couteau entre les dents". Il avait aussi exploité la victoire: c'était **le camp des maréchaux**: Foch et Pétain firent campagne pour lui; c'était surtout celui de Clemenceau et de Poincaré, le président de la République et le président du Conseil de la victoire. Cependant, en janvier 1920, lorsque s'acheva le mandat présidentiel de Poincaré, la Chambre rejeta la candidature de Clemenceau, trop anticlérical, trop forte personnalité surtout; du coup, celui-ci se retira complètement de la vie politique. Après le bref intermède de Paul **Deschanel**, personnalité falote (ancien président du Sénat) qui dut démissionner de la présidence de la République en septembre pour troubles mentaux¹, ce fut Alexandre **Millerand**, un ancien socialiste indépendant lui aussi

¹ Entre autres épisodes peu glorieux, il tomba du train présidentiel et on le récupéra en pyjama chez un garde-barrière...

rallié au Bloc national, président du Conseil depuis le retrait de Clemenceau, qui fut élu président de la République.

Le gouvernement Clemenceau, puis ceux du Bloc national proprement dit (un cabinet Millerand, un cabinet Briand, un cabinet Poincaré) durent faire face, surtout en 1919-1920, à l'ensemble de **troubles sociaux** d'allure parfois révolutionnaire que j'ai évoqués plus haut. Le pouvoir répondit en maniant à la fois la carotte et le bâton. La **journée de huit heures**, vieille revendication des socialistes depuis les années 1890, fut votée en avril 1919 (cette concession importante mais tardive ne calma guère les communistes). En revanche les mutins de la mer Noire furent condamnés à de lourdes peines, et quinze mille cheminots furent révoqués; la C.G.T.U., qui appelait au sabotage de l'outil de production, fut même à deux doigts d'être dissoute. Finalement l'agitation se calma, essentiellement du reste à cause du retour de la prospérité à partir de 1921. Le Bloc national, qui prétendait représenter la nation unie, mais qui en fait ne représentait que les conservateurs, fut dans l'ensemble détesté des ouvriers et de tous les Français de gauche: son passage au pouvoir contribua plutôt à accentuer les divisions entre les Français qu'à les réduire.

Pourtant tout ne fut pas négatif. La chambre bleu horizon prit immédiatement des mesures de **réconciliation avec l'Église**, dont la nouvelle majorité considérait qu'elle avait pris une part glorieuse à l'effort de guerre et qu'il n'y avait donc plus de raison de la tenir à l'écart de la vie de la nation; et puis tous les ralliements étaient bons pour lutter contre la subversion révolutionnaire. Par ailleurs, la droite espérait récupérer l'héritage politique des cléricaux d'avant 1914, somme toute un assez joli capital électoral — bien sûr une bonne partie de cette mouvance devait bien garder par-devers elle des sentiments antirépublicains; mais la République semblait désormais bien installée, et l'on ne courait pas grand risque à y faire entrer les catholiques.

D'ailleurs l'Église se modernisait peu à peu, les générations formées dans le légitimisme militant du XIXe siècle s'effaçaient peu à peu. À la mort de Benoît XV en 1922, les cardinaux avaient élu pour lui succéder un homme bien plus ouvert au monde moderne, Pie XI, qui sut accepter certaines évolutions inévitables¹. Les catholiques français, une génération après le toast d'Alger, s'habituèrent lentement au régime, le seul qu'ils avaient jamais connu à l'exception des plus âgés; la **peur de l'athéisme bolchevik** joua aussi un rôle dans leur rapprochement avec cette République qui réprimait les grévistes au couteau entre les dents, et combattait en Russie avec les blancs. N'oubliez pas que le

¹ Voyez le cours de Relations internationales, à la fiche R2.

comportement des bolcheviks envers les croyants et les Églises était d'une agressivité et d'une brutalité sans exemple dans l'Histoire de la part d'un pouvoir d'État¹! En France, les maladresses et les excès de langage d'une partie de la gauche, qui au fond n'était certainement pas aussi extrémiste sur ces points que les amis de Lénine, conforta l'Église dans ses certitudes conservatrices — mais désormais la République était conservatrice aussi.

En 1921, la France rétablit des **relations diplomatiques** avec la Papauté. On régla le contentieux au sujet des associations culturelles; les **congrégations** expulsées vers 1902 regagnèrent peu à peu le pays. Après moult débats, on décida de maintenir le **concordat** napoléonien dans les départements reconquis². **Jeanne d'Arc**, enfin canonisée en 1920 par Benoît XV, fut consacrée patronne de la France la même année; c'était l'affaire des catholiques, mais, chose plus surprenante, à cette occasion la République décida de l'honorer par une nouvelle fête nationale, le Huit mai (c'était un projet ancien, qui datait de 1884, donc d'une époque où le caractère clérical de l'héroïne national était moins accentué — mais désormais évidemment cela sonnait tout autrement). On choisit l'anniversaire de la délivrance d'Orléans (le 8 mai 1429) plutôt que celle du supplice de Jeanne, le 30 mai (1431): c'était clairement la résistante à l'invasion étrangère que l'on honorait, non la chrétienne, la martyre. Rome d'ailleurs apprécia modérément cette appropriation, à des fins nationalistes, d'une figure du catholicisme universel; cela dit, à cette occasion Barrès eut des paroles nettement plus iréniques que de coutume: « on s'aperçoit aujourd'hui que cette fille portait en elle l'embryon de la Société des Nations, de ce patriotisme qui respecte les autres patries pourvu qu'on le respecte lui-même ». En mai 1929, pour la première fois depuis la séparation de l'Église et de l'État, un président de la République, Doumergue, assista à une messe officielle: c'était pour la célébration du cinq centième anniversaire de la délivrance d'Orléans³.

¹ Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 2.

² C'était en bonne partie pour couper l'herbe sous les pieds des autonomistes (voyez plus haut en note). La situation n'a pas changé: dans les deux départements alsaciens et en Moselle les ministres des cultes catholique, juif et protestant sont toujours payés par l'État (cette mesure n'a pas été étendue à l'islam) et l'instruction religieuse est obligatoire à l'école publique — pour les familles qui ne la souhaitent pas pour leurs enfants elle est remplacée par un enseignement moral.

³ Aujourd'hui la fête de Jeanne d'Arc souffre évidemment de sa coïncidence avec les célébrations de la victoire de 1945; cependant, la tradition veut qu'au moins une fois par septennat le président de la République aille prononcer un discours à Orléans (où l'on décale habituellement les festivités de quelques jours), discours qui tourne toujours autour du thème de l'union et de la solidarité entre les Français. Cela dit, la gauche n'a jamais fait preuve d'une très grande ferveur johannique, sauf pour rappeler que la Pucelle avait été brûlée "par les curés"; la figure de Péguy, chantre de Jeanne, poète scolaire s'il en fut dans l'entre-deux-guerres (voyez le texte *Leur cher Péguy*, dans *La peau et les os* d'Hyvernaud, texte paru en 1949), acheva dans ces décennies sa migration à droite, bien entamée avant la mort du poète en 1914.

L'extrême-droite en revanche a toujours essayé de récupérer la figure de la "bonne Lorraine". Déjà entre les deux guerres, elle organisait des défilés autour de la statue de la place des Pyramides; l'Action française notamment redoubla de vénération johannique après sa condamnation par Pie XI — Jeanne ne s'était-elle pas opposée aux docteurs de l'Église? Il y eut aussi des rassemblements à Domrémy, notamment sous l'égide du Faisceau en 1927. Le régime de Vichy exalta lui aussi l'anglophobe bergère, notamment au moment des

Dans cette atmosphère moins difficile, les catholiques se réorganisèrent peu à peu: une confédération syndicale chrétienne, la Confédération française des Travailleurs chrétiens (**C.F.T.C.**), naquit en 1919; en 1926 ce fut le tour de la Jeunesse ouvrière chrétienne (**J.O.C.**), destinée à mener la reconquête de la classe ouvrière à la foi¹. Une Jeunesse agricole chrétienne (**J.A.C.**) suivit en 1929 et une Jeunesse étudiante chrétienne (J.E.C.) en 1932. Ces trois associations, dites "d'Action catholique", se donnaient pour but d'investir le monde moderne et ses cadres pour se démarginaliser; elles influencèrent les esprits dans le sens du projet modernisateur de Pie XI et jouèrent notamment, surtout la seconde, un rôle important à long terme dans l'évolution idéologique et doctrinale du clergé, lequel par ailleurs se recrutait désormais dans des milieux plus proches de la "société réelle"; ainsi que dans l'éducation de jeunes gens qui formèrent après la seconde guerre mondiale l'encadrement du syndicalisme agricole et celui du M.R.P., le seul parti démocrate-chrétien notable que la France ait jamais eu. Enfin l'hebdomadaire *La vie catholique* apparut en 1924.

Pourtant une fraction notable des catholiques français restait plus ou moins hostile à la République. Il n'aurait pas fallu beaucoup les pousser pour qu'ils pensassent que les épreuves de 1914-1918 étaient le juste châtement d'une France laïque, alliée de plus à deux pays protestants et à un autre orthodoxe... L'Action française prétendait servir d'expression à tous ces courants de pensée. Mais Rome était de plus en plus hostile à ce type d'idéologie; Pie XI avait compris que c'était un facteur d'isolement des catholiques dans la société (ne fût-ce que par le royalisme de principe de Maurras, de plus en plus anachronique), et aussi un facteur de division entre catholiques — que faire si à l'occasion d'un nouveau conflit le catholicisme était mobilisé au service du nationalisme dans deux pays ennemis? Maurras était par ailleurs un catholique de pure convenance politique, et ses constructions intellectuelles étaient bien éloignées de la religiosité du peuple! Bref, selon une formule de Pie XI, « plus encore que les théories, c'[était] l'atmosphère qui [était] pernicieuse ».

bombardements alliés sur Rouen (une célèbre affiche proclamait, sur fond de ville en flammes et de sainte en prière: "les assassins reviennent toujours sur les lieux de leurs crimes"). Il y eut même des tentatives pour la mobiliser en faveur de l'Algérie française... Depuis 1988, le Front national a repris la tradition des défilés place des Pyramides, en exploitant le personnage de Jeanne dans un sens franchement xénophobe ("boutons les étrangers hors de France"); mais de son propre chef il les a déplacés au 1er mai, dans le but à la fois de se démarquer des cérémonies officielles de la Victoire et de concurrencer la fête du Travail. En 1989, François Mitterrand a rappelé à Orléans que Jeanne d'Arc « ne s'est jamais laissée aller à la haine de l'étranger » (cf. les minutes de ses interrogatoires: « interrogée si elle savait que les saintes Catherine et Marguerite haïssaient les Anglais, elle répondit: "elles aiment ce que Dieu aime et haïssent ce que Dieu hait" »). En 1996 Jacques Chirac a abondé dans le même sens: « comment ne pas voir combien Jeanne est étrangère à toute idée de mépris ou de haine? Combien ses paroles sont à l'opposé du discours d'intolérance, de rejet, de violence que l'on ose parfois tenir en son nom? ».

¹ L'idée venait de Belgique — voyez le cours de Relations internationales, à la fiche R2.

Ce fut pourquoi, en août 1926 (seize ans jour pour jour après le Sillon), **Rome condamna l'Action française**¹; plus précisément, le Pape condamna la primauté donnée par Maurras à l'action politique, donc au temporel sur le spirituel — ce qu'il qualifiait de "paganisme". Pour lui, pas plus que la démocratie, la monarchie ne saurait devenir un objet de foi. Maurras, citant Paul (« *non possumus* »: Ap. IV, 20), refusa de se soumettre... au nom, justement, de la séparation du spirituel et du temporel. Pie XI fit mettre à l'index ses œuvres et son quotidien, ce qui choqua beaucoup de catholiques, attachés malgré tout au vieux lutteur; mais les évêques furent bien forcés de suivre le mouvement. Tout cela provoqua des drames: des croyants assez peu catholiques pour faire passer Maurras avant le Pape refusèrent de faire leurs Pâques, certains moururent sans viatique.... La condamnation de l'Action française représentait un "**second ralliement**" des catholiques à la République, l'acceptation définitive de la démocratie. Politiquement, il ne se forma pas pour autant un parti catholique (l'Église n'y tenait pas: elle ne souhaitait pas apparaître comme un facteur de division, ou comme l'expression d'une faction): les catholiques continuèrent à se répartir entre les différentes sensibilités de droite et du centre.

D'un point de vue religieux, la crise de 1926 représenta une étape importante dans la réaffirmation du primat du spirituel sur le temporel, dans la séparation rigoureuse des affaires de l'âme et de celles de la cité. Ainsi le philosophe Jacques **Maritain** (1882-1973), filleul de Léon Bloy, l'un des grands pamphlétaires catholiques anticépublicains des années 1880 à 1900, et ami de Péguy², apôtre de la synthèse du néo-thomisme et du nationalisme maurrassien avant 1926, évolua rapidement vers les positions "modernistes" qui le conduisirent à fonder la revue *Esprit* en 1929: il affirmait alors *La primauté du spirituel* (selon le titre d'un ouvrage qu'il publia en 1937) à *L'humanisme intégral* (titre d'un autre ouvrage de 1936)... Cette évolution de l'Église culmina au moment de Vatican II, contrariée cependant, sur un tout autre plan, par l'engagement social croissant de l'Église.

Sur le plan de la **politique internationale**, jusqu'en 1924 la France persista dans ses **illusions de puissance**. Elle fit preuve envers l'Allemagne d'une fermeté, voire d'une brutalité

¹ En réalité, un certain nombre d'œuvres de Maurras, et la revue du mouvement, avaient été condamnés une première fois par la congrégation de l'Index en janvier 1914... mais à huis clos, et la condamnation n'avait pas été rendue publique, parce que l'Action française « faisait trop de bien » en défendant « l'ordre », selon le commentaire postérieur d'un évêque français.

² Maritain, petit-fils de Jules Favre, élevé dans la religion protestante et marié à une juive, s'était converti en 1906 sous l'influence de son parrain. Sur la vague de conversions au catholicisme à la Belle Époque, voyez au chapitre 7.

qui était de moins en moins bien comprise à l'étranger où elle apparaissait comme une nation arrogante, militariste, expansionniste¹.

En mars 1920, à la suite du putsch de Kapp en Allemagne, les armées française et belge firent une série de brèves incursions hors de leur zone d'occupation de Rhénanie; elles durent battre en retraite sous la pression britannique. Mais le principal problème de ces années fut celui des **réparations** allemandes. Elles furent fixées en mai 1921 à cent trente-deux milliards de marks-or, dont la moitié pour la France; mais très vite l'Allemagne, qui tenait ce montant pour très excessif à l'heure où elle peinait à sortir d'une gravissime crise sociale et politique, renâcla à payer; la France se fit de plus en plus menaçante, d'autant plus que les États-Unis continuaient à exiger le paiement des dettes que la France avait accumulées à leur égard durant la guerre...

Finalement la logique de l'affrontement aboutit à une crise majeure: en janvier 1923, **l'armée française**, secondée par l'armée belge, **occupa la Ruhr**, la plus riche région industrielle de l'Allemagne, juste au nord de la Rhénanie: il s'agissait de se payer en nature en confisquant la production industrielle allemande, puisque le gouvernement de Berlin refusait de payer. L'Allemagne, qui n'avait pratiquement plus d'armée, ne pouvait pas reprendre la guerre, mais la population de la Ruhr répliqua à l'occupation par la "résistance passive", avec des grèves, des sabotages, etc. La France à son tour répliqua par la répression (il y eut plusieurs dizaines de morts) et tenta de briser la grève en envoyant des ouvriers français et belges travailler dans les usines de la Ruhr; elle tenta aussi de soutenir des velléités séparatistes en Rhénanie. À la suite de cette crise, le mark, déjà en grande difficulté, s'effondra complètement: l'hyperinflation ruina des millions d'Allemands. Le *Reich* ayant sombré dans l'anarchie politique et la banqueroute financière, la résistance passive cessa en novembre; mais la France dut reconnaître que l'Allemagne ne pouvait pas payer autant qu'on lui demandait; en avril 1924, de mauvaise grâce elle accepta un plan de rééchelonnement des réparations, le plan Dawes. Mais jusqu'à la fin du Bloc national elle se refusa à évacuer la Ruhr².

L'affaire de la Ruhr coûta fort cher à la France en termes d'image, en Allemagne bien sûr mais aussi dans les pays anglo-saxons, effrayés par ces rodomontades, cette agressivité qui semblaient menacer l'Europe de nouveaux conflits. La France avait attaqué un ennemi à terre, un pays à qui les traités et la terrible crise de l'après-guerre avait ôté les moyens de se défendre; c'était une lâcheté et, de plus, d'une certaine manière, l'aveu que la

¹ La rancœur antifrançaise était forte également chez les autres vaincus, comme les Hongrois qui avaient perdu les deux-tiers de leur royaume au traité de Trianon.

² Pour plus de détails, voyez le cours de Relations internationales, à la fiche P4, et le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2.

France n'avait plus les moyens de mener une vraie guerre contre un vrai ennemi. L'Allemagne apparaissait désormais comme la victime, la France était à peu près isolée si l'on exceptait ses petits alliés d'Europe centrale. Et les réparations allemandes étaient bien insuffisantes pour permettre le relèvement de l'économie française... Bref, la politique européenne suivie dans l'immédiate après-guerre était un échec complet. À la faveur de l'arrivée au pouvoir du Cartel des Gauches en 1924, la France se décida enfin à en changer; mais cinq ans avaient été perdus, cinq années cruciales qui auraient pu être celles de la réconciliation de l'Europe¹.

En 1923 le Bloc national était en grand péril de perdre la majorité à la Chambre: la grosse majorité des radicaux avaient rompu avec la majorité: certains dès la fin 1920, par désaccord avec les mesures "cléricales" du Bloc; d'autres à l'occupation de l'aventure de la Ruhr; et puis, plus largement, par l'effet d'une sorte de tropisme sinistrogyre qui reprenait le dessus: les radicaux français, du fait de leur Histoire, ont toujours eu beaucoup de mal à se représenter ailleurs qu'à gauche, même lorsque l'évolution politique du pays les eut repoussé au centre².

Le Bloc avait également de grosses **difficultés dans le domaine de la monnaie et des finances publiques**. L'héritage était lourd: l'endettement intérieur comme extérieur était massif, il existait un sérieux risque qu'en cas de crise de confiance les emprunteurs à court terme (les créanciers de l'énorme "dette flottante") demandassent massivement le remboursement de leurs créances. Or le franc, dont la valeur (fixée en or) n'avait pas bougé depuis 1803, avait été complètement déstabilisé par les émissions massives de billets faites durant la guerre³. Il aurait fallu dévaluer immédiatement la monnaie au retour de la paix, mais le gouvernement Clemenceau jugea une telle mesure impossible, car elle aurait lésé tous ceux qui avaient prêté à l'État pour l'effort de guerre: ils préférèrent entretenir l'illusion d'un "retour à la normale", et maintenir les revenus des rentiers. Et comme on dépensait beaucoup, on continua à recourir à l'emprunt et à la planche à billets; la hausse des prix s'emballa en 1919-1920 (au total l'indice des prix à la consommation bondit de 312% de 1914 à octobre 1920). Lorsque les Anglo-Saxons cessèrent de soutenir le franc sur les marchés internationaux en mars 1919, une première "**crise de change**" eut lieu: la monnaie française s'effondra par rapport à la livre sterling et au dollar. L'opinion publique, peu au fait des mécanismes de l'économie, habituée à une monnaie stable et à une inflation infinitésimale depuis plus d'un

¹ Sur les relations avec la Russie, puis l'U.R.S.S., voyez le cours sur ce pays, au chapitre 6.

² Ceci est demeuré vrai jusqu'aux années 1970, même s'ils avaient abondamment gouverné avec la droite à partir de 1920.

³ Pour plus de détails voyez le cours de Relations internationales, à la fiche E1.

siècle, ne comprit pas ce qui se passait et cria au complot anglo-américain et à l'incurie gouvernementale.

Les choses se calmèrent en 1921-1922, en partie à cause du marasme économique qui fit baisser les prix — mais monter le chômage —; on rêvait d'un retour à la situation d'avant-guerre, et les gouvernements, qui n'avaient pas saisi la gravité de la situation, ne prirent aucune mesure. Mais la crise financière et monétaire reprit en octobre 1923 lorsque s'évanouirent les illusions concernant le paiement des réparations par l'Allemagne (que le budget de l'Etat français avait intégrées par anticipation). En janvier 1924, pour éviter un effondrement complet du franc et une faillite de l'État, le président du Conseil, Poincaré, dut prendre des mesures extraordinaires par le biais de décrets-lois — c'était la première fois qu'un président du Conseil recourait à cette procédure exorbitante du fonctionnement normal de la IIIe République, et dont la banalisation, dans les années 1930, allait être l'un des signes majeurs de la crise du régime. Les **décrets-lois Poincaré** prévoyaient entre autres une augmentation de 20% des impôts (à quelques semaines des législatives!). Le gouvernement français dut demander un prêt à la banque américaine Morgan, qui posa des conditions — ce fut l'occasion de l'un des premiers déchaînements d'antiaméricanisme en France. Du point de vue monétaire l'opération fut un succès (on parla d'**un "Verdun financier"**) mais dans ces conditions (plus l'échec de l'occupation de la Ruhr), il n'est pas surprenant que l'opposition l'ait emporté aux élections de mai 1924. En fait, le Bloc national avait échoué sur à peu près tous les plans: politique internationale, gestion financière, maintien de l'unité nationale.

B) La politique intérieure: l'échec du Cartel des Gauches (1924-1926).

La S.F.I.O. s'était rapidement remise de la scission de 1920: le sectarisme de la S.F.I.C. (voyez plus bas), les nouvelles inquiétantes en provenance du paradis autoproclamé des travailleurs et l'éloignement progressif dans le temps du choc de la guerre lui valurent de récupérer très vite la majorité des militants égarés à l'extrême-gauche.

Il lui fallut quelque temps en revanche pour accepter la perspective d'une **alliance électorale avec les radicaux**, briseurs de grèves dans les années 1900, fourriers du Bloc national en 1920. Pourtant il fallut bien s'y résoudre, à cause du suffrage majoritaire qui imposait des regroupements, au moins au second tour (en 1919, l'isolement des socialistes les avait conduit à un désastre électoral). Et puis les radicaux s'étaient éloignés du Bloc national; et puisqu'ils se proclamaient de gauche sans interruption depuis le programme de Belleville, les socialistes voulurent bien leur en donner crédit, et les réintégrer dans le camp des progressistes. Mais ils refusaient l'idée de gouverner avec eux. Le parti de Jaurès n'allait pas

se commettre avec des "bourgeois": les socialistes d'alors n'envisageaient toujours d'occuper le pouvoir que pour conduire la rupture avec la société capitaliste, pas pour aider à la gérer; pour cela, il leur fallait attendre d'être seuls au pouvoir. Blum promit juste un "**soutien sans participation**" afin de permettre aux radicaux de gouverner — outre que c'était la condition pour qu'il y eût un peu plus de députés socialistes, c'était toujours mieux que la droite, cela pouvait amener des réformes, et l'atmosphère serait moins répressive.

Les **radicaux** étaient dans une position tout aussi fautive: leur base électorale conservait plutôt le cœur à gauche, mais, selon l'expression fameuse, il y avait belle lurette que leur portefeuille était à droite. Leurs dirigeants, qui avaient exercé le pouvoir sans interruption de 1899 à 1920, étaient fondamentalement des conservateurs, malgré leur rhétorique progressiste et leur tradition d'alliances à gauche. Ils n'aimaient pas le socialisme, mais leurs "tripes" — et c'était important en ce temps d'avant les politiciens technocrates — les poussaient à considérer les socialistes comme des frères. Finalement, il se constitua un "**Cartel des Gauches**"¹, simple alliance électorale dépourvue de programme de gouvernement. Il remporta sans difficulté les élections législatives de mai 1924. Son premier acte fut de forcer à la démission le président de la République, Millerand, en refusant de constituer un cabinet tant qu'il serait là. Il faut dire que Millerand avait fait ouvertement campagne pour les vaincus et, plus grave sans doute, avait réclamé un rééquilibrage des pouvoirs au profit de l'exécutif. Il fut remplacé par un radical incolore et inodore du Midi, Gaston Doumergue (dit "le Gastounet"). Puis **Herriot**, le président du parti radical, devint président du Conseil; comme prévu, il n'y avait pas de ministres socialistes.

Édouard Herriot (1872-1957), maire radical de Lyon depuis 1905, n'était guère plus un homme de son temps que Clemenceau ni Poincaré; lui aussi vivait encore dans le monde de l'avant-guerre. Il tenta de cimenter sa majorité par des **mesures anticléricales**: ce fut le seul moment de la décennie, et la dernière époque de notre Histoire où l'Église fut réellement inquiétée — mais cela ne dura que quelques mois et cela ne remit pas en cause la réinsertion des catholiques dans la société, que j'évoquais plus haut. Le gouvernement annonça la rupture des relations diplomatiques avec la Papauté (rompues en février 1925, elles reprirent à la fin de l'année) et la séparation de l'Église et de l'État en Alsace-Lorraine (ce fut un tollé: il fallut y renoncer). Dans d'autres domaines le Cartel eut la main plus heureuse: on fit entrer les cendres de Jaurès au Panthéon (il y eut des affrontements mémorables avec les communistes qui en revendiquaient l'héritage, pacifiste notamment, et se glissèrent dans le cortège pour le perturber); on amnistia Caillaux, qui redevint même ministre des Finances. Ce fut également

¹ Sans la S.F.I.C., évidemment. Ne confondez pas avec le Programme commun des années 1970, ni avec le Front populaire!

le Cartel des Gauches qui autorisa les fonctionnaires à se syndiquer, et qui changea de politique extérieure (voyez plus bas).

Mais le Cartel des Gauches se heurta très vite à des **difficultés économiques**. Il effraya les détenteurs de capitaux en annonçant des mesures tout aussi radicales qu'imprécises (dont un impôt sur le capital), sans avoir pour autant les moyens de les appliquer, car les radicaux et les socialistes n'étaient pas d'accord à leur sujet: les seconds exigeaient des réformes profondes que les premiers refusaient.

Les **capitaux** fuyaient le pays, les bons du Trésor et les emprunts d'État se plaçaient mal: le gouvernement réagit en faisant marcher la planche à billets. La **chute du franc** reprit: en avril 1925, la livre sterling dépassa les cent francs (contre vingt-cinq en 1914); surtout, le même mois le plafond de la masse fiduciaire en circulation, fixé par la loi à quarante et un milliards de francs, fut crevé: cet événement, qui montrait que le gouvernement avait complètement perdu le contrôle de la situation, entraîna la **démission de Herriot**, toujours en avril 1925. Il faut dire que le vieux bouffeur de curés ne connaissait strictement rien à l'économie; loin de prendre la mesure du problème, il pratiqua la fuite en avant, encore plus que ses prédécesseurs: il alla jusqu'à faire (ou laisser) maquiller les bilans hebdomadaires de la Banque de France pour cacher les dépassements du plafond autorisé, et mentit aux députés en leur jurant qu'il s'interdisait toute augmentation de la masse fiduciaire, alors qu'il était précisément en train d'autoriser (ou de couvrir) de nouvelles émissions¹. Ce fut François de Wendel, le président du Comité des Forges, député de droite et membre du Conseil de Régence de la Banque de France — établissement privé à l'époque —, qui accula le président du Conseil à la démission en accusant publiquement le gouvernement d'avoir truqué les bilans de la Banque de France. Herriot, furieux, proclama qu'il s'était heurté à un « **mur d'argent** »; la formule fit mouche et fut beaucoup employée à gauche jusqu'aux années 1970².

Herriot rendait le Conseil de Régence responsable de son échec pour avoir refusé de lui donner les moyens financiers de sa politique; il accusa aussi les spéculateurs d'avoir délibérément aggravé la situation en jouant le franc à la baisse et la chute du Cartel, avec des arrières-pensées politiques. Ce dernier point n'était pas tout à fait faux, et un peu plus tard le Conseil de Régence donna à Poincaré les moyens en matière d'intervention sur le marché des changes qu'il avait obstinément refusés à Herriot; mais **il était trop commode, et surtout bien**

¹ Les dépassements illégaux avaient commencé en octobre 1924.

² À l'époque du Front populaire Blum y ajouta « les deux cent familles », expression qui se réfère aussi au Conseil de Régence de la Banque de France: les deux cent plus gros actionnaires y étaient tout-puissants et se recrutaient dans des milieux pas spécialement prolétariens. L'autre épouvantail favori de la gauche, c'était toujours le Comité des Forges, que la gauche imaginait volontiers comme une sorte de franc-maçonnerie patronale, centre névralgique de complots incessants contre elle-même et contre le progrès social.

dangereux d'aller chercher dans un hypothétique complot capitaliste la cause unique de l'échec du Cartel, qui s'expliquait d'abord par le manque de familiarité de la gauche avec les problèmes économiques (manque de familiarité bien partagé à droite, nous l'avons vu).

Hélas, Herriot fit école. Après 1925, au lieu de réfléchir, de se former et de s'attaquer aux problèmes lorsqu'elle arrivait au pouvoir, **la gauche française se complut à mépriser ouvertement l'économie**; nombre de ses leaders refusèrent tout net d'acquiescer à une culture économique. Elle s'affichait comme le camp pour lequel les lois de l'économie, assimilées à des règles du jeu élaborées par les bourgeois pour les bourgeois, importaient moins que la générosité sociale: **l'économie était de droite, le social était de gauche**, il n'y avait aucun lien entre l'un et l'autre, et la gauche se refusait à expliquer comment elle allait financer ses généreux programmes¹. Cette mentalité, qui persista jusqu'au "tournant de la rigueur" en 1983, fut largement responsable des échecs de la gauche à chaque fois qu'elle parvint au pouvoir, en 1936, en 1956 ou en 1981². Elle fut largement responsable aussi des difficultés de la gauche à accéder audit pouvoir: il n'y avait rien de plus aisé que de démontrer le caractère antiéconomique de ses programmes, et de préconiser les pires catastrophes en cas d'accession de la gauche au pouvoir. Longtemps la gauche fournit à la droite certains de ses arguments les plus forts...³

En tout cas, ces années 1923-1926 marquèrent **l'irruption brutale des débats financiers et monétaires au premier plan des préoccupations des Français** et du débat politique; mais on voit bien les distorsions qui existaient entre les réalités nouvelles issues de la guerre et l'état de l'opinion et de la classe politique, ignorantes des mécanismes de l'économie et bercées de l'illusion que tout redeviendrait comme avant. Seuls quelques techniciens, dans les ministères, commençaient à prendre la mesure des problèmes, ainsi que de Wendel et ses collègues, malheureusement à peu près audibles, la culture politique française étant ce qu'elle est. ``

¹ Derrière cette conception de l'économie, il y avait l'idée, marxiste notamment, que les règles de l'économie ne sont pas fixées une fois pour toutes, qu'un autre fonctionnement des mécanismes économiques est possible. À l'échelle du XXe siècle, cette idée s'est révélée complètement fautive: l'économie fonctionne aujourd'hui exactement comme en 1900, et les tentatives volontaristes d'y changer quelque chose ont toutes échoué, sans exception.

² Voyez les chapitres 12, 15, 16. et 18: notamment l'anecdote sur Nicole Questiaux au chapitre 18.

³ Dans les années 1970, celles du "programme commun de la gauche", un historien charitable, Jean-Noël Jeanneney, publia un livre intitulé: *La Faillite du Cartel, 1924-1926: leçon d'Histoire pour une gauche au pouvoir*; ces lignes s'en inspirent lointainement. Il ne fut pas écouté, et les mesures prises par la gauche en 1981 menèrent la France à deux doigts du désastre; les socialistes ne durent leur maintien au pouvoir qu'aux institutions de la Ve République, qui rendent très difficile de renverser un gouvernement.

L'agonie du Cartel des Gauches dura un an: il y eut pas moins de six tentatives en un an de replâtrage (dont trois ministères Briand), dans une atmosphère de débâcle (le sterling était à deux cent trente cinq francs, les ministres des Finances se succédaient à une cadence accélérée) et, sur la fin, de quasi émeute. Finalement, en juillet 1926 **le président de la République rappela Poincaré à la présidence du Conseil**. C'était le vaincu des élections de 1924, mais surtout l'ancien chef d'État des années difficiles et héroïques, le symbole de l'union nationale, et l'auteur du "Verdun financier" de 1924. Selon une formule célèbre dont l'auteur m'échappe, « les propriétaires pouvaient lui confier la garde de la caisse, et les purs la garde de la République ». Les radicaux, changeant de camp en cours de législature (ce n'était pas la dernière fois), fournirent à cet homme providentiel les voix d'appoint nécessaires pour obtenir la confiance.

C) La politique intérieure: le retour de la droite (1926-1930).

Avant même l'annonce des premières mesures, "**la confiance revint**", c'est-à-dire que les marchés cessèrent de jouer contre le franc, que le sterling cessa de monter et que les bons du Trésor recommencèrent à se placer — ce miracle suspect ne fit que conforter la gauche dans l'idée qu'un complot l'avait écartée du pouvoir. Poincaré prit les mesures classiques que l'on pouvait attendre d'un homme de droite; on voit qu'en réalité l'essentiel ne résidait pas dans l'efficacité de cette politique économique, mais dans le retour au pouvoir d'hommes qui rassuraient les possédants. Il tailla dans le budget de l'État (notamment en supprimant des sous-préfectures), procéda à une nouvelle hausse des impôts directs et indirects; il parvint même à faire adopter une taxe sur les mutations de capital immobilier, ce qui était une forme d'impôt sur le capital: la gauche aurait provoqué une révolution si elle avait tenté de faire adopter semblable mesure. L'opinion publique, béate, accepta le tout. Puis, en décembre 1926, Poincaré décida de **stabiliser le franc** à une parité "raisonnable", renonçant par là même à revenir à la parité de 1914. L'opération dura un an et demi; finalement, en juin 1928, la Banque de France adopta officiellement une nouvelle parité en or de la monnaie nationale: le pays revenait à l'étalon-or, officiellement la parenthèse de l'inflation et des changes flottants était close. Mais cette nouvelle parité représentait 20% seulement de celle d'avant-guerre, c'est-à-dire que Poincaré avait officialisé une **dévaluation** de 80% (le sterling valait désormais cent vingt-quatre francs).

Cette mesure de sagesse permit à la France d'éviter le marasme que connaissait alors le Royaume-Uni pour avoir choisi de maintenir à tout prix la parité d'avant-guerre de la livre. Le franc était même légèrement sous-évalué, ce qui rendait les produits français plus compétitifs

que les produits étrangers; les premières atteintes de la crise de 1929 s'en trouvèrent retardées et atténuées. Mais c'était une catastrophe pour tous les créanciers de l'État, les rentiers notamment pleuraient leurs revenus réduits des quatre cinquièmes par le "**franc de quatre sous**" — ceux qui avaient prêté à l'État durant la guerre par patriotisme eurent la ressource, dangereuse à terme, de philosopher sur l'ingratitude de la République. L'affaire coûta cher à la réputation de l'État, que l'on accusa d'être "dilapideur" et malhonnête; faute de comprendre quelque chose à l'évolution du système monétaire mondial depuis 1914 on cherchait des responsables parmi les fonctionnaires "budgétivores", parmi la gauche "dépensière" et incapable, et pour certains, parmi l'Internationale comploteuse des financiers juifs et métèques, ou à Wall Street, ce qui revenait à peu près au même. Enfin cet épisode, qui coûta très cher, bloqua toute nouvelle réforme sociale; en revanche, le mythe de l'homme providentiel, déjà solidement établi depuis le ministère Clemenceau, continua à se développer dans le pays; on allait en voir les effets en 1940.

Poincaré resta au pouvoir jusqu'après les élections de 1928, qu'il remporta haut la main. Seule la maladie le força à se retirer en juillet 1929 (il mourut en 1934). Il y eut quelques **réformes**: notamment, en 1927-1928, une **réforme scolaire** qui visait à rapprocher la filière "courte" et la filière "longue"; la gratuité de l'enseignement fut étendue jusqu'à la classe de troisième. Comme il y avait plus d'argent dans les caisses, il fut possible de renforcer la **protection sociale**, notamment par le biais d'une loi de 1928 qui protégeait les salariés les moins payés contre les risques de maladie, de maternité, d'invalidité, de vieillesse et de décès — une ébauche de Sécurité sociale. En 1928, la **loi Loucheur** qui permit la construction des premières Habitations à bon Marché (H.B.M.) d'État, les ancêtres des H.L.M.¹ Bref, la droite appliquait une partie du programme de la gauche: à l'âge du suffrage universel effectif, les anciens notables s'étant désormais à peu près complètement effacés, elle n'avait pas d'autre choix pour se maintenir au pouvoir que de tenter de satisfaire la majorité des électeurs, autrement dit les petites gens.

D) La politique étrangère: l'"ère des bons sentiments" (1925-1930).

Dans la seconde moitié des années 1920 la France sembla changer du tout au tout de perception du monde extérieur et du rôle qui lui revenait dans les affaires de la planète. L'évolution fut sensible dès l'été 1924, lorsque les troupes françaises évacuèrent la Ruhr sans tambour ni trompette; mais elle est liée surtout à la personnalité d'**Aristide Briand**, qui

¹ En fait, il y avait déjà eu des initiatives municipales, et quelques velléités de l'État en 1922-1926.

entamait la dernière phase de sa longue carrière politique. L'ancien socialiste indépendant de l'avant-guerre était devenu un homme du centre, mais il était resté fondamentalement hostile au nationalisme revanchard, à la politique d'isolement de l'Allemagne en Europe et d'affrontement telle que Clemenceau et le Bloc national l'avaient menée. Brièvement président du Conseil en 1921, puis ministre des Affaires étrangères en 1922 (durant cette période il ne s'illustra pas spécialement par sa souplesse envers l'ancienne ennemie), Briand redevint président du Conseil de novembre 1925 à juillet 1926 dans des cabinets de Cartel des Gauches (c'étaient ses septième, huitième et neuvième gouvernements!); ensuite il demeura ministre des Affaires étrangères dans les différents cabinets de droite jusqu'à l'année de sa mort.

Briand avait **deux grandes idées**: la **réconciliation** de la France **avec l'Allemagne**; l'harmonie des peuples et plus concrètement la gestion des crises grâce à la **Société des Nations**, ce que l'on appelait la doctrine de la "**sécurité collective**". Il les mit en application avec toute la publicité nécessaire, espérant ainsi convaincre les opinions publiques des deux pays. En septembre 1926, la France parraina solennellement l'entrée du *Reich* à la S.D.N. avec un siège permanent au Conseil, ce qui plaçait l'ancien agresseur vaincu sur le même plan que la France et le Royaume-Uni. Ce fut pour Briand l'occasion d'un grand discours qui commençait par cette formule célèbre: « **arrière**, les fusils, les mitrailleuses, **les canons!** Place à la concertation, à l'arbitrage et à la paix! ». Huit jours après, Briand et son homologue allemand Stresemann se rencontrèrent à **Thoiry**, près de Paris, et dressèrent de vastes plans de coopération économique. Cela lui valut le surnom de "pèlerin de la paix", et le prix Nobel de la paix en octobre 1926. En mai 1927, le service militaire fut ramené à un an. En 1928, ce fut le **pacte Briand-Kellogg** (Kellogg était le Secrétaire d'État américain) par lequel quinze puissances, dont la France, l'Allemagne et les États-Unis¹, condamnaient solennellement tout recours à la force: la guerre était "mise hors la loi" — mais le pacte ne comportait aucune disposition contraignante. Le rééchelonnement des réparations allemandes par le biais du plan Young, en 1929, entraîna l'évacuation de la Rhénanie par l'armée française en 1930, avec cinq ans d'avance sur les délais prévus par le traité de Versailles. La même année, devant l'assemblée générale de la S.D.N. à Genève, Briand rêvait tout haut à des États-Unis d'Europe².

La France semblait ainsi renouer avec **une image bien plus positive** que celle qu'elle avait donnée durant l'immédiate après-guerre: celle d'un pays engagé dans la recherche de la paix, de la coexistence entre les nations et non dans celle de l'affrontement. L'opposition de

¹ L'un des buts de la manœuvre était de ramener les États-Unis au cœur de la vie diplomatique. Pour les mêmes raisons Briand approcha les Soviétiques, qui signèrent également.

² Sur la politique européenne de Briand, voyez le cours de Relations internationales, à la fiche A2. La fiche P4 présente une vue d'ensemble de l'activité diplomatique de cette époque.

droite pouvait bien moquer le "pacifisme bêlant" de Briand, une partie de l'opinion (et les ligues) s'inquiéter des concessions faites à l'Allemagne: elles semblaient se tromper d'époque. L'antigermanisme de l'opinion publique semblait diminuer; l'écrivain Jean Giraudoux (1882-1944) appelait à la réconciliation franco-allemande dans *Siegfried et le Limousin* (le roman est sorti en 1922 mais l'auteur en tira une pièce à succès en 1928), tandis qu'en France comme en Allemagne la littérature de l'époque dénonçait volontiers l'horreur de la guerre, en totale rupture avec la génération précédente d'écrivains, les Péguy et les Barrès: tandis que Romain Rolland, au faite de sa gloire, de 1922 à 1933 commettait *L'âme enchantée*, redoutable trypanosome littéraire, *À l'ouest, rien de nouveau* de l'Allemand Erich Maria Remarque, paru en 1929, fut presque immédiatement traduit; Céline écrivait le *Voyage au bout de la nuit* qui parut avec un peu de décalage sur cette période, en 1932. Pour la première fois de son Histoire l'Europe, aire de civilisation unie par la culture depuis au moins un millénaire, semblait chercher à se lier par l'amitié et la coopération, à s'organiser non sous la forme d'un Empire conquis à la pointe de l'épée mais par le biais d'une union des nations sur un pied d'égalité. Le cycle infernal des humiliations et des vengeances semblait brisé; en particulier celui qui, à deux reprises, avait vu s'affronter la France et l'Allemagne. La paix semblait devoir revenir durablement sur cette vieille terre meurtrie par la guerre, et avec elle la prospérité.

Pourtant l'œuvre de Briand avait ses limites. D'abord, le "pèlerin de la paix" était très idéaliste; ses grandes proclamations ne furent généralement accompagnées d'**aucune disposition concrète**. Il voulait faire l'Europe par la coopération politique entre les gouvernements, c'est-à-dire par en haut, et par l'action politique; mais **l'économie ne l'intéressait pas**, les opinions publiques pas vraiment non plus — or en Allemagne beaucoup en voulaient encore à la France, et rêvaient à leur tour de Revanche pour effacer le *Diktat* de Versailles; en France, malgré tout, le Boche était encore fort haï. Que se passerait-il en cas de crise économique, d'arrivée au pouvoir en Allemagne d'un gouvernement moins bien disposé envers la paix? Rien de concret n'était prévu pour faire face à une crise; **Briand comptait sur les progrès de la raison et sur les bons sentiments** des hommes, sur l'influence des opinions publiques sur les gouvernements, sur l'évidence de ses idées.

D'autre part, en même temps qu'il promouvait une politique de coopération avec l'Allemagne, **Briand continua la politique des alliances de revers**; ce fut ainsi que la France, déjà signataire de traités avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, en signa deux autres avec la Roumanie (en 1926) et la Yougoslavie (en 1927). Il y avait même des clauses secrètes, comme avant-guerre. La France manqua de souplesse sur le problème des réparations allemandes — il est vrai que les États-Unis aussi manquèrent de souplesse sur le

problème des dettes françaises, et que l'Allemagne, qui renouait avec la prospérité, semblait pouvoir payer. Par ailleurs, la France continuait à entretenir la première armée d'Europe.

Le changement de politique extérieure à partir de 1924 ne mit pas fin aux problèmes que posait l'inadaptation des esprits aux réalités nouvelles; si la diplomatie évolua, **l'état-major** notamment **en restait à des conceptions héritées de la première guerre mondiale**. C'était qu'il était composé des vainqueurs de 1918 (Foch, Pétain, etc.); il n'était pas question pour eux d'abandonner les conceptions stratégiques qui avaient conduit la France à la victoire. C'e fut ainsi qu'en pleine ère Briand la France entreprit, à partir de 1928-1929, la construction d'une ligne de défense le long de la frontière allemande, en cas de nouvelle invasion: la **ligne Maginot** (du nom du ministre de la Guerre du moment). Le signal était ambigu pour l'Allemagne. C'était certes une ligne de fortifications purement défensives, qui contribuaient à donner l'impression que décidément la France n'était plus une puissance agressive (tel était en tout cas le message explicite). En même temps, sa seule construction indiquait que la confiance ne régnait pas tout à fait.

En plus, **elle ne servait à peu près à rien**. C'étaient des espèces de tranchées permanentes, prévues pour le cas d'une guerre comparable à celle de 1914-1918. Mais qui disait que l'armée allemande se comporterait comme en 1914-1918, que la guerre prochaine ne serait pas une guerre de mouvement? (La dernière guerre n'avait tourné à la guerre de positions que parce que l'offensive allemande d'août 1914 avait échoué!) En cas de guerre de mouvement, à quoi servirait tout ce béton coûteux? De plus la ligne Maginot ne fut pas prolongée jusqu'à la mer, pour ne pas heurter les voisins belges, pour ne pas leur donner l'impression qu'on les laisserait en zone occupée en cas d'attaque allemande¹; la région des Ardennes était mal fortifiée, car l'on croyait impossible qu'une armée pénétrât en France par ces plateaux accidentés et très boisés. L'argent dépensé pour la ligne Maginot était autant d'argent perdu pour les tanks et des avions; immobiliser l'armée française sur cette ligne privait la France de toute possibilité d'intervenir efficacement en cas d'agression par l'Allemagne de l'un de ses petits alliés d'Europe centrale. Personne ne se rendait compte du danger que représentaient ces conceptions stratégiques archaïques, à l'exception, dans les années 1930 essentiellement, d'une poignée d'hommes politiques, dont Paul Reynaud, et de quelques militaires dont le jeune colonel de Gaulle, qui vers 1927 avait compris qu'une guerre désormais pouvait se gagner avec les chars et les avions, en quelques semaines (ce fut effectivement la stratégie de Hitler)².

¹ Par ailleurs, la Belgique étant officiellement neutre, il n'était pas question de prolonger les fortifications à la frontière germano-belge: cela eût été envoyer à l'Allemagne le signal que la neutralité belge penchait vers la France — ce qui était exact, mais ne pouvait se dire. En revanche, on stationna un peu plus de troupes à la frontière belge qu'en 1914; mais cela ne servit à rien en mai 1940, puisque les Allemands attaquèrent par les Ardennes.

² Sur la jeunesse de De Gaulle, voyez le chapitre 13.

En fait, la France n'avait plus les moyens d'une politique extérieure autonome, généreuse ou non; **Briand parlait largement dans le vide**. Même si pour quelques années l'Europe avait retrouvé la prospérité, le centre de l'économie et de la finance mondiales était passé de l'autre côté de l'Atlantique, définitivement. Si la France et la Grande-Bretagne occupaient encore une grande place dans les relations internationales, si les discours de Briand trouvaient tant d'écho, c'était essentiellement parce que l'on n'entendait pas la voix des États-Unis, et si on n'entendait pas cette voix c'était parce que les États-Unis refusaient de prendre la parole. L'Amérique, très irresponsablement, avait refusé de tirer les conséquences politiques de sa nouvelle puissance économique, et, dès les lendemains de la victoire, s'était repliée sur elle-même, abandonnant les Européens à leurs passions. Hors de ses frontières, elle ne s'intéressait qu'aux problèmes d'armements navals et de liberté de circulation sur les mers; mais à l'époque cela concernait surtout le Japon et la Chine¹.

Dans ces conditions, que valaient les grands discours de Briand devant une S.D.N. à laquelle les États-Unis avaient refusé d'adhérer? L'Europe diminuée par la guerre, mais toujours territorialement dominatrice du monde grâce à ses Empires coloniaux, rejouait l'ancien répertoire de sa grandeur passée; elle ne se rendait pas compte que ce n'était plus que du théâtre, que les vrais enjeux, désormais, étaient ailleurs, en Amérique et aussi en U.R.S.S., dans ce pays opaque et isolé où se mettait en place une machine de guerre et de subversion sans équivalent dans l'Histoire. La France participait à cette illusion au même titre que le Royaume-Uni et l'Allemagne; avec Briand, c'était même elle qui dirigeait la représentation.

E) Les communistes: la période "sectaire" (1921-1934).

N.B. Tous les passages sur les communistes français sont à compléter à l'aide du chapitre 6 du cours sur la Russie, qui porte entre autres sur l'image de l'U.R.S.S. en Occident. Sur l'anticolonialisme des communistes de l'entre-deux-guerres, voyez aussi au chapitre 14.

La S.F.I.C. ne perdit rien en extrémisme dans ses quatorze premières années d'existence; il ne faut pas projeter rétrospectivement sur les années 1920 l'image du parti

¹ Voyez le cours sur ce pays, au chapitre 2.

communiste de l'époque du Front populaire ou des années 1970, encore moins celle d'aujourd'hui. La S.F.I.C. était dans sa période dite "sectaire"¹; elle demeurait fondamentalement imprégnée de l'idéologie léniniste, celle de la violence politique et de la table rase. Elle attaquait très violemment l'ensemble des structures sociales, y compris par exemple le système éducatif; elle contestait radicalement l'ordre international, notamment elle tenait la S.D.N. pour un pantin au service de l'impérialisme. Elle appelait au sabotage des usines, à la désertion des soldats, à la guerre civile — jamais aucun parti de taille notable n'avait tenu un langage aussi violent: avant 1914, Gustave Hervé était un isolé, les extrémistes végétaient en groupuscules.

Surtout, **le Parti communiste** d'alors refusait de s'inscrire dans les combats politiques traditionnels et **récusait la distinction gauche-droite**: pour lui, la seule distinction opératoire était celle entre les révolutionnaires et les ennemis de la Révolution. Vomissant l'idée de nation et les valeurs républicaines, la S.F.I.C. faisait tout pour faire tomber le régime, et peu importait si c'était au profit de la réaction: sa victoire éventuelle ne pourrait qu'ouvrir les yeux au prolétariat, donc précipiter l'éclatement de la Révolution; alors que la gauche était dangereuse, car des réformes, si elles réussissaient, risquaient de faire durer le vieux monde. Au début des années 1920, la S.F.I.C. affichait cependant une volonté d'unité d'action avec les socialistes, c'était la tactique dite du "**front uni prolétarien**", mais le prix était si élevé pour la S.F.I.O. (une vassalisation totale, en fait) que ce discours n'avait aucune crédibilité. Puis, en juillet 1928, le Komintern imposa à ses sections implantées dans les pays démocratiques la tactique électorale dite "**classe contre classe**": la Révolution était censée être sur le point de se mondialiser, il fallait se préparer à l'épreuve de force, et d'abord en luttant contre les "sociaux-traîtres", les "social-fascistes" de la S.F.I.O., lâches coupables de pactiser avec le capitalisme à l'agonie, "ours savants" de la bourgeoisie selon une expression célèbre, peut-être plus tardive, dont l'auteur m'échappe: ils étaient désormais explicitement désignés comme les ennemis les plus dangereux, contre lesquels il fallait lutter en priorité. Non seulement la S.F.I.C. persistait à refuser toute alliance avec la gauche, mais aux élections de 1932 elle donna pour consigne de faire gagner la droite. En juillet de cette même année, un journal communiste français présenta les élections allemandes (où les nazis eurent 37% des voix) comme une grande victoire communiste²... Les milices d'anciens combattants communistes allèrent jusqu'à participer, avec les autres ligues dont certaines étaient déjà franchement classées à l'extrême-droite, à l'émeute antirépublicaine du 6 février 1934, que je traite au chapitre 12. Le surlendemain, dans une analyse des événements, *l'Humanité* accusa les socialistes et les radicaux de faire le jeu du "fascisme" français.

¹ Cette appellation est due aux communistes français eux-mêmes, qui l'employèrent rétrospectivement après le grand changement de cap du printemps 1934.

² Les communistes avaient progressé en voix; mais ce que retenait le journaliste, c'était l'affaiblissement de la République par *tous* ses ennemis.

Dans ces conditions évidemment, dès que la vague révolutionnaire retomba en 1921-1922, **les effectifs militants fondirent et le capital électoral s'étiola**; bien vite la S.F.I.C. fut dépassée de ces deux points de vue par la S.F.I.O., d'autant que la répression frappait dur et que l'on manquait de cadres. Il n'y avait plus que trente mille militants en 1930; après un succès relatif aux législatives de 1924 (vingt-six députés, grâce essentiellement à l'hostilité à l'occupation de la Ruhr), les élections de 1928 et 1932 furent calamiteuses: quatorze députés en 1928; dix en 1932 contre quatre-vingt-dix-huit pour la S.F.I.O., et tous les leaders communistes furent battus L'Internationale s'en fichait à peu près: elle n'était pas spécialement intéressée par des résultats électoraux (les bolcheviks ne croyaient pas à la prise du pouvoir par des voies pacifiques et n'avaient que faire de sympathisants ni même de trop de militants), mais par l'élaboration et le maintien d'une structure apte à résister à la répression et à prendre le pouvoir si l'occasion s'en présentait comme elle s'était présentée en Russie en novembre 1917. **La S.F.I.C. n'attendait rien des élections**, auxquelles elle ne présentait de candidats que pour des raisons de propagande, pour attirer des militants de gauche (c'était ce qu'on appelait officiellement l'"union à la base"; en termes moins choisis on parlait de "plumer la volaille socialiste") et pour fiche le désordre dans la vie politique bourgeoise; au passage, quelques bastions banlieusards, quelques indemnités parlementaires n'étaient pas mauvais à prendre.

La S.F.I.C. était enfermée dans **une logique de groupuscule**, de secte inféodée à Moscou (la Révolution était une, elle n'avait qu'un centre, et de toute façon elle ne pouvait que s'étendre rapidement au monde entier); non seulement elle était aux ordres du Komintern, dont elle était la section française, mais contrairement à ce qui se passa aux périodes suivantes, elle affichait ses liens avec l'U.R.S.S. Pourtant **la "bolchevisation" progressive du Parti**, orchestrée par des envoyés de Moscou, **ne se fit pas sans mal**: la culture des bolcheviks russes était quand même très différente de celle des premiers communistes français, lesquels, même s'ils admiraient Lénine, avaient grandi dans la France de Jaurès, dans une ambiance infiniment moins répressive et réactionnaire que la Russie des Tsars, dans un mouvement socialiste infiniment moins sectaire et cynique que les groupuscules russes clandestins, dans des mouvances extrémistes moins organisées, moins disciplinées. En décembre 1921, au congrès de Marseille, la S.F.I.C. rejeta les projets de réorganisation du Komintern; en janvier 1922 elle se déclara hostile à la tactique officielle du "front unique prolétarien" — à cette date elle était donc plus radicale que Moscou. Ludovic-Oscar Frossard, le premier secrétaire général, fut exclu dès 1922; la fronde dura jusqu'en janvier 1924. Puis, en 1925-1927, en reflet des querelles qui déchiraient le groupe dirigeant de l'U.R.S.S., un certain nombre de "droitistes" et de "trotskistes", c'est-à-dire d'hommes qui avaient choisi le mauvais camp à Moscou, furent expulsés. Ce fut à cette époque aussi que la S.F.I.C. passa

d'une organisation par sections communales à une organisation fondée sur des **cellules** d'entreprise, ce qui fut longtemps l'une des grandes spécificités du Parti communiste¹, et, lorsque l'on sortit des logiques sectaires, un facteur très efficace d'implantation massive dans la classe ouvrière. En 1928-1929, à l'issue de manœuvres tortueuses, le Komintern parvint à éliminer la direction en place, formée d'anciens de la S.F.I.O. d'avant-guerre, pas assez obéissants aux yeux de Moscou, et à la remplacer par deux hommes jeunes, issus de la section française du Komsomol (la Jeunesse communiste), Henri **Barbé** et Pierre **Célor**; le secrétaire général en titre était Pierre Sémard², mais ce poste n'avait pas encore l'importance qu'il acquit plus tard.

La section française de l'Internationale bolchevique obéissait (de moins en moins mal) à des hommes qui n'étaient même pas toujours des Français — ce qui, si l'on y réfléchit bien, était normal pour des internationalistes. Le plus brillant d'entre eux fut **Eugen Fried** (1900-1943): né à Trnava, aujourd'hui en Slovaquie, dans une famille juive bourgeoise, il avait fait des études de chimie à Budapest; intellectuel cultivé et polyglotte, il prit part à la révolution des Conseils de Bela Kun à Budapest en 1919, puis il adhéra au Parti communiste tchécoslovaque et se mit aux ordres du Komintern qui, après l'avoir employé à purger le P.C.T. en 1927-1928, l'envoya en France au printemps 1931 pour le représenter: il prit alors le nom d'Eugène Clément (c'était à l'évidence un clin d'œil au *Temps des cerises*) et se fit passer pour français pour éviter l'expulsion — et aussi sans doute parce qu'auprès des électeurs et militants les moins fanatiques d'internationalisme la présence d'un étranger à la direction n'était pas un très bon argument de propagande. Ce fut Fried qui acheva non plus la bolchevisation, mais désormais la stalinisation de la S.F.I.C.: en avril 1931 il propulsa à des postes de direction une nouvelle génération de dirigeants, Thorez, Duclos, Marty, Frachon (voyez au chapitre 12); en juillet, **le "groupe Barbé-Célor" fut exclu** à la suite d'une procédure spectaculaire qui annonçait les grands procès staliniens de la fin de la décennie (pour les salir, on les accusa d'être des provocateurs payés par la police)³. Une nouvelle épuration toucha notamment les franc-maçons et les adhérents à la Ligue des Droits de l'Homme: les derniers ponts étaient coupés avec l'humanisme progressiste et républicain. En 1932, Fried établit une "commission des cadres" destinée à permettre au Komintern de suivre de près les promotions au sein de sa section française⁴.

¹ Il existait aussi des structures locales, qui s'appelaient "rayons", à la russe.

² Pas mal de rues et d'écoles portent encore son nom, car il fut fusillé par les nazis.

³ Cette affaire particulièrement crapoteuse correspondit du reste à une grande purge du Komsomol (la Jeunesse communiste soviétique), l'une des premières manifestations du génie stalinien de l'intrigue, du procès truqué et de l'humiliation des contestataires. Tous ces à-coups dans la vie de la S.F.I.C. obéissaient largement à des logiques propres à l'U.R.S.S.: je le montre au chapitre 6 du cours sur la Russie pour l'adoption de la tactique "classe contre classe".

⁴ Les exclus du processus de stalinisation de la S.F.I.C. allèrent grossir les effectifs des groupuscules socialistes révolutionnaires non staliniens, que l'on appelle en général les "**trotskistes**", car la plupart d'entre eux, pour ne pas avoir à renoncer au léninisme, se réclamaient et se réclament encore de Trotski — excellente

"Clément" dirigea le parti communiste, dans l'ombre, jusqu'à la fin des années 1930; j'en reparlerai au chapitre 12. Il imposa notamment le ralliement à la stratégie du Front populaire en 1934, puis au pacte germano-soviétique en 1939; il joua un rôle important dans le soutien des communistes français aux républicains espagnols, par le biais d'envois d'armes et de l'organisation des Brigades internationales. Il fut assassiné par la Gestapo à Bruxelles; ses meurtriers crurent liquider un militant communiste ordinaire. On a évidemment accusé Staline de l'avoir fait éliminer — on ne prête qu'aux riches. Le P.C.F., définitivement converti au néo-nationalisme depuis la Résistance (voyez aux chapitres 13 et 15), s'est toujours refusé à reconnaître le rôle réel de Fried, à l'exception d'un hommage discret rendu par Duclos en 1969. Ce rôle, connu des historiens mais largement minoré, a été réévalué par un ouvrage d'Annie Kriegel et de Stéphane

caution révolutionnaire: avant d'être le perdant de la lutte pour le pouvoir suprême en 1924-1929, il avait organisé le putsch d'Octobre et l'Armée rouge, gagné la guerre civile; par ailleurs ses idées, notamment qu'il fallait d'urgence internationaliser la Révolution, étaient sans doute plus attrayantes, pour les révolutionnaires occidentaux, que celles de Staline, qui prônait la "Révolution dans un seul pays", c'est-à-dire pour l'instant la perpétuation du capitalisme hors d'U.R.S.S. Les trotskistes restaient (restent) bolcheviks, et pour des raisons de concurrence en orthodoxie en remettaient (en remettent) sur la raideur idéologique et la radicalité du discours révolutionnaire, ce qui ne les empêche pas de se poser en victimes (de Staline et de la répression capitaliste) et même, pour certains d'entre eux, en libertaires. Comme toutes les mouvances groupusculaires, ils sont allés de schismes en excommunications, ont passé leur temps à s'empêcher sur des détails byzantins; certains de ces groupes ressemblaient (ressemblent) franchement à des sectes.

Trotsky avait fondé une IV^e Internationale en 1934; en 1938, des dissidents (je ne sais si c'était seulement en France ou dans l'ensemble du monde occidental) formèrent un groupe appelé "Voix ouvrière", dont l'actuelle **Lutte ouvrière** est issue en 1968. L.O., comme avant elle V.O., fonctionne sur un mode sectaire: ses réunions sont secrètes et s'y rendre ressemble paraît-il à un jeu de piste (L.O. imagine reproduire l'organisation du parti bolchevik d'avant 1917, et est à l'affût d'une occasion de prendre le pouvoir, ce qui ne l'empêche pas de présenter aux élections présidentielles, depuis 1974, une figure de grand charisme, Arlette Laguillier, née en 1940). Le reste de la direction du mouvement est clandestin; le leader n'est connu que sous le pseudonyme de "Hardy". La IV^e Internationale proprement dite s'est divisée en 1953, réunifiée en 1958, rescindée en 1963. En France trois courants s'en réclament actuellement: la mouvance "frankiste", du nom de son grand ancêtre des années 1930, qui en 1968 s'est organisée en une **Ligue communiste révolutionnaire** (L.C.R.) dont le leader est Alain Krivine; la mouvance "lambertiste", du nom de sa grande figure contemporaine (Pierre Boussel, dit Lambert, né en 1920), qui s'est organisée en une Organisation communiste internationale en 1965, puis en 1991 en un Parti communiste internationaliste, épine dorsale du **Parti des Travailleurs** né la même année; la mouvance "pabliste", inorganisée.

Cela dit, la dissidence trotskiste n'a jamais touché qu'une minorité, essentiellement des intellectuels: le gros des troupes est resté à la S.F.I.C. par discipline révolutionnaire, et parce que Staline dirigeait un grand pays, principal espoir de la Révolution à long terme; ou bien ils passèrent à la S.F.I.O. Il y eut un net regain de trotskisme dans les années 1960 (voyez au chapitre 16), puis dans les années 1990, à cause de l'effondrement de l'image de l'U.R.S.S., puis de l'évolution du P.C.F. vers la social-démocratie.

Les **anarchistes** en revanche étaient déjà en plein déclin dans les années 1920, mai 1968 ne les a que marginalement ressuscités: attachés à des souvenirs et à des mythologies du XIX^e siècle, de plus en plus anachroniques à l'heure du "socialisme réel" soviétiques et du triomphe des États forts un peu partout dans le monde, ils ne pouvaient attirer qu'une minorité de déçus du communisme. Ils avaient au moins à peu près renoncé au terrorisme, mais se trouvaient en pleine dérive sectaire — voyez le "foyer végétalien" décrit par Léo Malet (1909-1996) dans *Brouillard au pont de Tolbiac* (roman paru en 1956): c'est un souvenir d'adolescence de l'auteur; dans l'introduction de la version dessinée par Jacques Tardi (parue en 1982), il place son séjour dans ce foyer en 1925-1926.

Courtois, qui a pu être écrit grâce à l'ouverture des archives soviétiques: *Eugène Fried: le grand secret du P.C.F.*, paru en 1997.

La S.F.I.C. était organisée, sur les principes léninistes, comme une petite armée, de manière à pouvoir survivre à une interdiction; cela valait mieux, car elle **se plaçait sans cesse à la limite extrême de l'illégalité**. Effectivement, elle faillit être interdite en 1923; des dirigeants, dont Marcel Cachin (1869-1958) et Jacques Doriot (voyez au chapitre 12), furent arrêtés pour leur **opposition à l'occupation de la Ruhr** en 1923 (ils avaient appelé à la désertion et au sabotage, avec quelque succès) et à la guerre du Rif en 1923-1925 (ils avaient appelé à soutenir le chef rebelle Abd-el-Krim, ce qui était sans doute encore plus provocateur à l'époque — appuyer un Arabe...). Les grèves déclenchées à ces deux occasions par les syndicats liés à la S.F.I.C., essentiellement la C.G.T.U., représentent un cas extrême de **grèves politiques**, sans pratiquement aucun objectif social explicite ni implicite.

C'était qu'il s'était produit une évolution décisive dans l'Histoire du syndicalisme français. L'échec des grèves de 1919-1920, après trente ans passés à attendre en vain le "grand soir", et le succès de la révolution bolchevique en Russie, avaient porté deux coups très rudes à la vieille tradition de l'anarcho-syndicalisme: il semblait évident désormais à tous les révolutionnaires que la lutte sociale avait tout intérêt à être coordonnée avec la lutte politique, voire à lui être subordonnée. C'était la grande revanche de Guesde sur Pelloutier... mais c'était quand même un peu paradoxal; les mentalités léninistes étaient typiques d'un pays où il n'y avait jamais eu de mouvement social organisé, ni d'ailleurs d'espace politique pour le socialisme, où la seule solution avait été le putsch révolutionnaire à la Blanqui. En France en 1920, trente-six ans après la loi Waldeck-Rousseau et cinquante-six ans après la loi Ollivier, on eût dû avoir dépassé ces archaïsmes! Mais, je l'ai dit, les discours syndicaux étaient toujours demeurés beaucoup plus extrémistes que les actes; et puis, comme toujours, le succès sembla valider les choix idéologiques de ceux qui avaient réussi. Dans ces conditions, **la C.G.T.U. devint une simple courroie de transmission de la S.F.I.C. dans les entreprises**.

Des députés communistes furent à nouveau emprisonnés en 1928. De 1929 à 1933, les ministres de l'Intérieur successifs multiplièrent les arrestations préventives. Le Parti communiste était plein d'indicateurs de la police, sans cesse secoué de rumeurs; un dirigeant "disparut" lors d'un séjour en U.R.S.S....

S'il était possible de bolcheviser les cadres, quitte à expulser les récalcitrants, il n'était pas aisé de procéder de même avec **les électeurs**; or ceux-ci, même les convaincus, **se révélèrent moins disciplinés que la direction ne l'eût souhaité**. Au second tour des législatives de 1932, la moitié des votants communistes du premier tour refusa de suivre la consigne d'abstention ou de "vote révolutionnaire" pour la droite: l'autre vota pour les candidats socialistes ou même radicaux, afin d'éviter de faire le jeu de la droite, ce qui était pourtant le but affiché de la direction. L'ouvrier communiste, en attendant une révolution qu'il appelait de ses vœux et que son parti prophétisait imminente, mais qui depuis quinze ans tardait à éclater, n'avait pas forcément envie d'être représenté à la Chambre et à la mairie par son patron, d'en dépendre en cas de chômage ou pour l'attribution d'un logement. Il arrivait même qu'il se laissât aller à penser *in petto* que la gauche valait mieux que la droite: la politisation de la France selon cet axe était si ancienne et si profonde, les souvenirs des combats menés pour la République avec le reste de la gauche si frais (Jaurès!) que la logomachie "classe contre classe", c'est-à-dire "ni droite, ni gauche", ne passait pas. Quant à la "défense de la patrie socialiste", à laquelle la direction tenait tant, elle tombait à plat: l'internationalisme des électeurs communistes était d'ordre général et au fond assez platonique, la Lorraine profonde était indifférente à l'électrification du Kazakhstan. Ce dernier thème, de plus, était un prétexte idéal à répression policière: toute manifestation communiste était traitée comme une atteinte à la sûreté de l'État²... Enfin les électeurs communistes ne souhaitaient pas forcément le martyre; les saboteurs et les déserteurs furent toujours une petite minorité.

On touche ici pour la deuxième fois (la première, c'était à propos de la nationalité de Fried) à l'un des principaux problèmes du Parti communiste: comment faire obéir électeurs et sympathisants, voire les militants, à des consignes tenues à Moscou pour nécessaires à la survie et au progrès de la Révolution, mais qui vues de France semblaient parfois franchement suicidaires? Problème de point de vue, problème de priorités aussi: combien le prolétariat français pouvait-il accepter de souffrir pour le prolétariat mondial, combien d'ouvriers en France étaient vraiment prêts à oublier leur identité nationale pour ne plus penser qu'en termes de classe? **L'immense majorité des communistes français n'étaient pas des bolcheviks**. Ils suivaient leurs dirigeants et leurs cadres, bien plus extrémistes qu'eux, bien plus doctrinaires, bien plus profondément influencés par les mentalités soviétiques (ne fût-ce qu'à l'occasion de leurs voyages en U.R.S.S., de leurs contacts avec les envoyés du Komintern), parce qu'ils estimaient que c'était le meilleur moyen de faire avancer les intérêts

¹ Dont la direction de la S.F.I.C. se réclamait.

² L'un des grands slogans de la droite, qui resservit longtemps, était: "communiste, pas français!".

de la classe ouvrière, et parce qu'ils ne mesuraient pas la spécificité monstrueuse du projet bolchevik et de la société nouvelle en train de naître en Russie; mais ils demeuraient fondamentalement des démocrates et des progressistes, au sens ordinaire de ces deux mots. Dans cet aveuglement, largement volontaire, dans ces compromissions avec des gens qui ne valaient pas le dévouement qu'ils suscitèrent, l'énergie qu'on dépensa pour leur cause, les immenses sacrifices qu'on fit pour eux, réside le principe de la tragédie des communistes français — je parle bien ici de l'immense majorité des militants, qui étaient, je crois, des gens respectables, et plus que cela, plus que la moyenne, généreux, altruistes, courageux; non des dirigeants et des cadres, dont la plupart étaient prêts à tous les cynismes, à tous les retournements de veste, à toutes les brutalités, dont la plupart étaient, au sens de Sartre, des salauds.

Dans les passes les plus délicates, comme au moment du pacte germano-soviétique en août 1939, la direction fit tout simplement son deuil des électeurs, des sympathisants et des militants les plus tièdes, se repliant sur le petit groupe des bolcheviks convaincus. La conquête de la popularité, même au sein de la classe ouvrière, n'était pas pour elle une priorité, même si dans certaines périodes (comme au moment du Front populaire) elle la rechercha pour des raisons tactiques — la popularité est une arme comme une autre; mais, dans une logique léniniste, ce qui importait, c'était la survie du petit noyau révolutionnaire décidé à s'emparer du pouvoir le moment venu. Cela dit, si le parti s'affaiblissait trop numériquement il risquait de finir par devenir vulnérable à la répression: un pourcentage non négligeable des électeurs, des élus, c'était encore la meilleure garantie contre une interdiction totale, puisqu'en temps de paix la République bourgeoise, si répressive fût-elle, ne pouvait se permettre d'interdire que des groupuscules¹. Dans ces conditions, même dans les années 1920 la direction fut bien obligée de tenir compte de la culture politique regrettamment archaïque de ses électeurs; nous verrons aussi qu'en février 1934 ce fut en partie la pression de la base qui imposa le changement de stratégie du Parti.

La S.F.I.C. pouvait déjà compter sur des **intellectuels**, encore peu nombreux. Certains avaient carrément leur carte du Parti; d'autres, sans adhérer, soutenaient des positions proches des siennes et le défendaient à l'occasion, même s'ils étaient parfois peu disciplinés. Sans être d'accord avec tout ce qui se passait à Moscou, ils pensaient qu'ils fallait "monter la garde

¹ Le P.C.F. fut interdit en septembre 1939; mais c'était la guerre, et Staline venait de s'allier à Hitler!

autour de la Révolution", du coup la plupart du temps ils faisaient taire leurs doutes et leurs critiques: par leur prestige, ils furent très vite l'une des armes principales de la S.F.I.C. dans la guerre de la propagande, mais comme le Parti était dans une période fort peu œcuménique, cette arme était infiniment moins utilisée qu'elle ne le fut par la suite. On les appelait "**compagnons de route**" en public, ou, moins élégamment, "idiots utiles".

Parmi les encartés, il y avait surtout **Barbusse**, passé au communisme par pacifisme, qui adhéra à la S.F.I.C. en 1923 (il dirigeait une revue du nom de *Clarté*, du nom d'un des ses livres; en 1928 il prit la direction littéraire de *L'Humanité*). Parmi les compagnons de route à proprement parler, on comptait Romain Rolland et le vieil Anatole France; en 1932, la cause soviétique fit une recrue très prestigieuse en la personne d'André **Gide** (1869-1951): écrivain reconnu depuis le début des années 1920, maître à penser et à sentir de toute une génération par ses écrits libertaires (*Les nourritures terrestres* date de 1897 et *L'immoraliste* de 1902), il avait pris position contre les excès du colonialisme dans son *Voyage au Congo* et son *Retour du Tchad*, publiés en 1927 et 1928; le grand bourgeois était depuis longtemps torturé par l'idée qu'il avait longtemps profité de la misère, et voulait adhérer à des « solutions actives »; il considérait l'U.R.S.S. comme le chantier de l'humanité future, et excusait les "abus de forces" comme nécessaires: toute Révolution est un séisme et tout séisme est destructeur. Cependant il refusa toujours d'écrire "par ordre", ne prit jamais sa carte du Parti; il se contenta d'entrer au comité de rédaction de la revue *Commune*.

L'itinéraire des **surréalistes** fut particulièrement complexe. Au départ, leur nihilisme radical, leur sens aigu de l'absurdité du monde de Verdun les poussait à mépriser toute action politique concrète, forcément imparfaite, et leur critique radicale de toutes les conventions en faisait, dans une certaine mesure, des libertaires, peu enclins à admirer les moines-soldats du bolchevisme¹: c'était l'époque où Louis **Aragon** (1897-1982), dandy flamboyant et bisexuel engagé dans une gigantesque et protéiforme *Défense de l'infini*² qui manqua le conduire au suicide, tout en condamnant à mort le monde occidental stigmatisait « Moscou la gâteuse » et tenait que « la Révolution russe, (...) à l'échelle des idées, c'est, au plus, une vague crise ministérielle »³ — il faut dire qu'on était en pleine N.E.P. et que beaucoup croyaient que Thermidor était advenu. Or, vers cette même année 1925, le leader du groupe, André Breton (1896-1966), persuadé que la "Révolution surréaliste" n'avait pas de sens si elle n'allait pas de pair avec un engagement politique concret, commença à se proclamer bolchevik, puis adhéra

¹ Encore qu'à l'époque l'U.R.S.S. affichait l'image d'un pays très "avancé" en matière de mœurs: voyez notamment la figure d'Alexandra Kollontaï au chapitre 3 du cours sur la Russie.

² Titre d'un gros roman finalement brûlé dans un hôtel de la Puerta del Sol à Madrid à l'automne 1927 — du moins s'il faut en croire ce spécialiste du "mentir-vrai". Il en reste des fragments assez abondants, mais décousus, dont le magnifique *Con d'Irène* et la bouleversante *Lettre à Francis Viéél-Griffin* où le futur stalinien a la préscience de ses abdications futures.

³ Dans *Un cadavre*, pamphlet collectif rédigé à l'occasion de la mort d'Anatole France, en 1925.

à la S.F.I.C. (en janvier 1926); les autres surréalistes suivirent (la S.F.I.C. accueillit avec circonspection ces ralliés aussi imprévisibles qu'enthousiastes). Cependant, à partir de 1927, Breton, et à sa suite la plupart des surréalistes, choisirent Trotski contre Staline et s'éloignèrent du communisme orthodoxe (leur rupture avec la S.F.I.C. ne fut officielle qu'en 1933). Camper dans ce cul-de-sac politique leur permit au moins de continuer à écrire dans le style de leur jeunesse. Seul Aragon demeura à la S.F.I.C.: une évolution politique vers le stalinisme due en grande partie à sa compagne, la Russe Elsa **Triolet** (1896-1970), belle-sœur de Maïakovski¹. Dans un premier temps Aragon continua d'écrire dans un style très audacieux, fortement inspiré du futurisme russe et italien, pour des poèmes d'une violence politique inouïe, notamment dans le recueil *Front rouge*, qui date de 1931:

« Il n'y a pas d'idéal abstrait
L'hortensia² Madame est un chou teint
Vous êtes laide
Vous êtes tous très laids Les péristyles
de vos ridicules palais ne valent pas
qu'on meure de faim pour en contempler les colonnes
Vos tableaux vivants³ soulèvent le cœur
par leur bêtise atroce et la bassesse incroyable de vos désirs
Ta gueule ô Lakmé⁴
Vous êtes la honte des miroirs
et le taffetas de vos dominos⁵ volés cache mal
la pourriture de vos corps qui croyez-moi ne ressusciteront pas d'entre les morts
Futur engrais d'une moisson qu'aucun de vous n'imagine
Oh je sens déjà le charnier des rues où se décompose
votre défroque bien soignée un soir d'octobre
il me plaît que ce soit encore un octobre
marqué du sceau de la mort violente
qui ne respecte rien pas plus que le loup la louve
ni les louveteaux
Les petits enfants des riches
font très joli dans le tableau
Il faut bien qu'au pied des vainqueurs
on jette des roses coupées
Parfois je me complais à la convention poétique »...

« Je chante le Guépéou⁶ qui se forme
en France à l'heure qu'il est
Je chante le Guépéou nécessaire de la France

¹ Sur cet immense poète, voyez le cours sur la Russie, au chapitre 3.

² Fleur à la mode.

³ Distraction à la mode dans les soirées chics; cela permettait notamment de dénuder les jeunes filles.

⁴ Personnage principal de l'opéra éponyme de Léo Delibes (1836-1891), l'un des sommets du kitsch bourgeois-sucré du XIXe siècle; il y a notamment un épouvantable *Air des clochettes*, où même les divas les moins stupides prennent l'air cloche.

⁵ Masques - les bals masqués aussi étaient à la mode.

⁶ La police politique soviétique, l'ancêtre du K.G.B.

Je chante les Guépéous de nulle part et partout
 Je demande un Guépéou pour préparer la fin d'un monde
 Demandez un Guépéou pour préparer la fin d'un monde
 pour défendre ceux qui sont trahis
 Demandez un Guépéou vous qu'on plie et vous qu'on tue
 Demandez un Guépéou
 Il vous faut un Guépéou
 Vive le Guépéou figure dialectique de l'héroïsme
 qu'on peut opposer à cette image imbécile des aviateurs
 tenus par les imbéciles pour des héros quand ils se foutent
 la gueule par terre
 Vive le Guépéou véritable image de la grandeur matérialiste
 Vive le Guépéou contre dieu chiappe¹ et la Marseillaise
 Vive le Guépéou contre le pape et les poux
 Vive le Guépéou contre la résignation des banques
 Vive le Guépéou contre les manœuvres de l'est²
 Vive le Guépéou contre les lois scélérates³
 Vive le Guépéou contre le socialisme des assassins du type
 Caballero Boncour Mac Donald Zœrgibel⁴
 Vive le Guépéou contre tous les ennemis du Prolétariat
 VIVE LE GUEPEOU »

Puis, avec la parution en 1934 des *Cloches de Bâle*, il se convertit au réalisme littéraire (à Moscou le "réalisme socialiste" commençait à être de mise); ce fut alors qu'il écrivit quelques-uns des plus beaux romans du XIXe siècle français.

III-La France et les Français dans les années 1920.

A) L'économie.

Les difficultés monétaires récurrentes jusqu'en 1928 n'empêchèrent pas **une croissance très soutenue**, à un rythme assez comparable à celui des "trente glorieuses" d'après 1945: en 1929, la production dépassait de 40% celle de 1913, dont le niveau avait été

¹ Chiappe était le préfet de police de Paris; en 1934, il se fit remarquer pour ses liens avec l'extrême-droite.

² Manœuvres militaires à la frontière allemande: Aragon s'attaque au revanchisme.

³ Expression reprise des lois de 1894 contre les anarchistes: elle était venue à désigner toute loi hostile au mouvement ouvrier.

⁴ Caballero et Mac Donald étaient des socialistes réformistes parvenus au pouvoir, où à ses portes, en Espagne et en Grande-Bretagne respectivement. Je n'ai pas trouvé qui est le troisième personnage nommé.

retrouvé en 1924. Après une crise conjoncturelle due à la reconversion des industries de guerre en 1920-1921, la croissance moyenne fut de 9,5% par an entre 1921 et 1929, avec seulement deux paliers au moment du Cartel des Gauches, puis de la stabilisation du franc; du fait des aléas des deux décennies suivantes, les chiffres de 1929-1930 n'ont été égalés qu'en 1950... Cette expansion s'expliquait en partie bien sûr par la **prospérité mondiale** (de plus, la Grande-Bretagne était en difficulté et l'Allemagne ne redevint un acteur économique de premier plan qu'après 1925) et de la **poursuite du cycle d'équipement** amorcé en 1896; il faut aussi tenir compte des effets de la **reconstruction**, point encore achevée en 1930 (l'État dépensait énormément; les industriels français avaient énormément de commandes), d'un **début de consommation de masse** qui tirait l'activité (voyez plus bas), et aussi du **rattrapage des retards** d'avant-guerre en matière d'équipement: la productivité du travail s'accroissait de 2,4% par an.

Du fait de l'effacement relatif du concurrent britannique, en 1929 la France était (comme en 1914, et comme aujourd'hui) **le quatrième exportateur mondial** — avec des positions très fortes en Europe centrale notamment, même si les pays limitrophes et les États-Unis étaient nos premiers partenaires économiques — quant à l'Empire colonial, en 1928 il absorbait 16% à 18%, selon les sources, des exportations de la métropole. Au total, la France exportait le quart de sa production de biens manufacturés... En revanche, les placements de capitaux français à l'étranger n'avaient pas retrouvé le niveau d'avant-guerre, et les implantations d'entreprises françaises à l'étranger restaient rares (une exception: Schneider s'était installée en Tchécoslovaquie).

Ce furent aussi des années où les entreprises françaises, tout au moins celles des secteurs de pointe et celles qui avaient la taille suffisante, adoptèrent **une nouvelle organisation du travail** inspirée du modèle américain (très attractif — les chefs d'entreprises français multipliaient les voyages aux États-Unis, dévoraient les ouvrages de Henry Ford): mécanisation de la production, standardisation des produits, organisation scientifique du travail selon les principes de Ford et de l'ingénieur Taylor (cet ensemble de pratiques est connu sous le nom de "taylorisme"; pour l'opinion, l'effet le plus spectaculaire en était le **travail à la chaîne** des ouvriers, qui n'était pas pour rien dans les critiques que faisaient les communistes d'un monde du travail de plus en plus déshumanisé; mais il faut relever aussi l'importance accrue des ingénieurs dans le processus productif, la naissance d'une véritable "culture d'ingénieur", la multiplication des bureaux d'études, etc.). La recherche aussi progressa — tout au moins au sein des entreprises les plus dynamiques, qui se dotèrent de laboratoires.

L'industrie de pointe par excellence — et aussi celle où le taylorisme se répandit le plus vite — était bien sûr l'**automobile**. La quantité d'automobiles produites quintupla; la France était le premier producteur européen, loin cependant derrière les États-Unis (en 1929,

deux cent cinquante mille véhicules étaient produits en France contre cinq millions trois cent mille outre-Atlantique...). Comme l'informatique et les télécommunications de nos jours, ce secteur concentrait les innovations technologiques et les gains de productivité — le prix d'une automobile baissa de 41% en francs constants de 1921 à 1930; ce fut Citroën qui lança en France la "voiture pour tous" (pour les classes moyennes en tout cas), avec le modèle A1, dit aussi Torpédo, qui sortit en 1919¹. Enfin, comme tout secteur de pointe, l'automobile connut un mouvement accéléré de concentration: la plupart des petites entreprises firent faillite ou furent rachetées par de plus grosses. Vers 1930, les deux tiers de la production étaient aux mains de trois entreprises (Renault, Peugeot, Citroën — parmi les autres, citons Berliet, installée à Vénissieux en banlieue lyonnaise). L'automobile "tirait" toute une série de secteurs dont le caoutchouc synthétique (dominé par Michelin) et la sidérurgie. Ce fut dans ce secteur également qu'eurent lieu les premières campagnes de publicité modernes à grand spectacle: la plus marquante fut la "Croisière jaune", extraordinaire traversée de l'Asie de Beyrouth à Pékin, patronnée par Citroën en 1931-1932.

Parmi les industries les plus dynamiques il faut aussi mentionner l'**aéronautique**. C'était l'époque de l'Aéropostale: voyez au chapitre 14. Cependant la France perdait du terrain dans la course à l'innovation, en particulier dans le domaine des brevets, dans ces domaines de l'automobile et de l'aéronautique. Un symbole: alors qu'avant-guerre le Français Blériot avait été le premier homme à franchir la Manche, ce fut un Américain, Lindbergh, qui traversa le premier l'Atlantique nord en 1927.

Parmi les **secteurs dynamiques** il faut aussi citer la construction de matériels roulants, la sidérurgie (qui bénéficia de la récupération des bassins houillers et ferricoles de Lorraine — en 1929 la France était au troisième rang mondial derrière les États-unis et l'Allemagne, à égalité avec le Royaume-Uni), la chimie (les entreprises Péchiney et Rhône-Poulenc naquirent respectivement en 1921 et 1928; le secteur était tiré par le caoutchouc synthétique, les colorants, mais aussi la pharmacie), l'électricité (avec notamment la construction de grandes centrales électriques comme celle de Gennevilliers: l'hydroélectricité fournissait le tiers du total de l'énergie électrique, et l'on commença à équiper systématiquement les fleuves et rivières), etc... Le tertiaire aussi se modernisait: les banques; la distribution avec les premières chaînes de magasins d'alimentation, qui tentaient de profiter des débuts de la consommation de masse (Casino, qui naquit à Saint-Étienne; Monoprix et Uniprix, première chaînes de supermarchés, apparues en 1927).

¹ Voyez en note au chapitre 8 les débuts de Citroën, qui avait été un fabricant d'armes avant de se lancer dans l'automobile après la guerre. En 1922, les usines du quai de Javel adoptèrent le modèle tayloriste de production. À partir de 1923, la firme se lança dans l'aventure de grandes "croisières" exotiques, qui imposèrent pour longtemps l'idée que les Citroën étaient excellentes sur des terrains difficiles (voyez la fin du paragraphe).

La population s'enrichissait globalement, à un rythme de 5% l'an après 1921: en 1929 le revenu national dépassait d'un tiers celui de 1913. Les Français commencèrent à s'équiper en automobiles, dont les prix baissent sans cesse (le parc automobile décupla, passant de cent vingt-cinq mille véhicules individuels en 1920 à un million et demi en 1929); en produits électro-ménagers (le prix de l'électricité baissait au même rythme que celui des automobiles; les foyers urbains s'électrifiaient; le gouvernement lança l'électrification systématique des campagnes). En 1923 il apparut un Salon des Arts ménagers...

Pourtant on ne pouvait pas dire que l'**État** intervenait beaucoup dans l'économie: pour les libéraux au pouvoir (y compris chez les radicaux), il fallait refermer au plus vite la parenthèse de la guerre. Un certain nombre de secteurs cependant faisaient exception, dans la tradition "colbertiste" du XIXe siècle, notamment celui des **pétroles**, de plus en plus stratégique avec l'essor de l'automobile: en 1924 ce fut la création de la Compagnie française des Pétroles, firme dont l'État s'attribua 35% du capital afin d'éviter toute prise de contrôle de la Shell, compagnie néerlandaise-britannique, de la Standard Oil, compagnie britannique, ou des grandes compagnies américaines (du reste, à partir de 1928 l'activité des entreprises pétrolières en France fut sévèrement règlementée¹). La C.F.P. exploitait au départ le gisement de Mossoul en Irak et les pétroles de Roumanie². L'État stimula aussi l'économie en finançant la reconstruction, par la **loi Loucheur** de 1928 sur l'habitat social, déjà évoquée plus haut, par la politique d'**électrification** des campagnes; il achetait des avions pour l'armée, il était même le premier client des avionneurs. Enfin il sauva quelques entreprises de la faillite... En contrepartie, il était de plus en plus présent dans les conseils d'administration, notamment ceux des compagnies ferroviaires. Cela dit, le poids des dépenses publiques dans le P.I.B. décroissait avec les progrès de la reconstruction (de 35,8% en 1922 à 18,8% en 1929). L'investissement restait avant tout le fait des chefs d'entreprises, qui pour la première fois parvinrent à fédérer leurs groupes de pression (le Comité des Forges et autres) en une Confédération générale de la Production française, la C.G.P.F., l'ancêtre du M.E.D.E.F.

Bref, "dix glorieuses" — et un début de rattrapage des retards accumulés au XIXe siècle; par malheur, il fut interrompu par la crise et ses conséquences politiques, avant de reprendre dans les années 1950.

¹ Le code pétrolier de 1928 donnait à l'État le monopole de l'importation; l'État le délèguait à des sociétés sous forme d'autorisations spéciales, accordées pour cinq ou dix ans — ces sociétés pouvaient être étrangères, mais elles avaient l'obligation de transporter le pétrole dans des tankers sous pavillon français. Leurs fournisseurs leur étaient imposés par l'État; elles avaient l'obligation de constituer des stocks équivalents à trois mois de consommation. Ces règles étaient encore en vigueur à la fin de votre programme, au milieu des années 1980.

N.B. En 1919, l'État s'était approprié les gisements de potasse d'Alsace, propriété de l'État allemand (le *Reich* ou le *Land*, je ne sais).

² La marque commerciale de la C.F.P. est Total, mais j'ignore depuis quand.

Pourtant le déclin démographique et le repli protectionniste continuaient à faire sentir leurs effets: la prospérité des années 1920 fut moins accentuée en France qu'aux États-Unis ou même dans l'Allemagne de Weimar.

Les petites entreprises, toujours très prépondérantes en nombre et en effectifs malgré le mouvement de concentration, suivaient avec **retard** le mouvement de modernisation, ainsi que les secteurs industriels les plus anciens, notamment ceux liés au **textile** dont le patronat, très traditionnel, était hostile aux innovations en matière de gestion (à quelques exceptions près dont Marcel Boussac, un nouveau venu qui se tailla un Empire respectable, dont je reparlerai au chapitre 18). L'**artisanat** et le petit **commerce** s'enfonçaient dans le marasme: le nombre de boutiques employant moins de cinq personnes augmenta de 25% dans la décennie; elles occupaient 65% de la main-d'œuvre du secteur commercial (contre 80% avant-guerre). Surtout, l'**agriculture** et le monde rural accumulaient les retards. La production stagnait; en 1930 elle n'avait pas encore rattrapé le niveau de 1913! La superficie des exploitations diminuait, l'habitat rural ne se modernisait guère, la productivité stagnait et dans de nombreuses régions du centre et du Midi régnait encore une agriculture d'autosubsistance; les rendements étaient très inférieurs à ceux des pays voisins du nord. Le problème était double en fait: aux effets de la faible dimension des exploitations, qui limitait les investissements, la mécanisation et la spécialisation, s'ajoutaient ceux de prix agricoles trop élevés pour que la hausse de la consommation pût tirer l'agriculture, et pour que les paysans français pussent penser à exporter. C'était évidemment l'effet d'un tiers de siècle de protectionnisme. L'État ne fit pas grand-chose dans ce secteur, à part créer une Caisse nationale de crédit (le futur Crédit agricole) en 1920.

B) Population et société.

Entre les recensements de 1921 et 1931 la **population** du pays passa de trente-neuf millions deux cent mille à quarante et un millions trois cent mille habitants; la densité de population ne dépassait pas soixante-douze habitants au kilomètre carré, c'est-à-dire que le pays était sous-peuplé par rapport à l'Italie, à l'Allemagne et à la Grande-Bretagne. La situation démographique était toujours aussi catastrophique. Les gouvernants se contentèrent d'incantations natalistes, surtout ceux de droite; seule initiative de l'État, en 1920 une loi fut

votée qui punissait sévèrement l'avortement¹. La **population active** n'augmentait pratiquement pas. Le salariat ne touchait encore que 53% des actifs, à cause de l'importance numérique des paysans, cafetiers, commerçants, etc... La France était un pays de petits propriétaires indépendants qui menaient une vie étriquée: c'était bien ce dont rêvaient les gouvernants, qui surprotégeaient les "petits" (notamment les boutiquiers, contre les chaînes modernes de type Monoprix).

Mais du coup les tensions étaient grandes sur le marché du travail: rares en cette période de plein emploi, les ouvriers avaient tendance à être exigeants — il fallait donc trouver une main-d'œuvre plus abondante et plus docile. L'exode rural, encore modeste, ne suffisait pas: il fallut faire appel à d'autres campagnes — essentiellement méditerranéennes et polonaises: l'Allemagne et la Belgique, pays désormais aussi riches que la France, ne fournissaient plus d'émigrants; en revanche ce fut **l'apogée de l'immigration italienne**: les Italiens étaient sept cent à huit cent mille en France en 1936, selon les sources. Une partie de cette immigration était de type politique: la dictature de Mussolini était dure aux opposants — mais les Italiens de France et les Français d'origine italienne n'étaient pas toujours d'accord entre eux en politique, et réglaient parfois leurs comptes sur place²: tout cela excitait et inquiétait beaucoup les médias. Parmi les autres réfugiés politiques de cette époque, il y eut les **Russes blancs**, communauté pittoresque entre toutes, et les **Arméniens** auquel je consacre une annexe à la fin de ce chapitre.

La communauté espagnole était elle aussi en plein essor: il y avait en France, selon les sources, deux cent cinquante à trois cent cinquante mille **Espagnols** en 1936. Dans la lignée des recrutements effectués par l'État durant la guerre, la France organisa conjointement avec le gouvernement de la Pologne, pays allié aux campagnes fort pauvres, l'immigration d'environ cinq cent mille **Polonais** (ce chiffre est celui de 1928), essentiellement pour les besoins des mines et de la sidérurgie du Nord et de la Lorraine. C'était une immigration d'un type nouveau: ce n'étaient plus des hommes jeunes et célibataires qui venaient pour quelques mois ou quelques années (en théorie au moins), au hasard des opportunités, et se mêlaient à la classe ouvrière française; ce furent des villages entiers qui se déplacèrent en France, femmes et enfants compris, certains même avec leur curé... De ce fait, ils vécurent entre eux et s'intégrèrent particulièrement mal: ils sont longtemps restés la première communauté non francophone de France, devant les Bretons et les Basques qui étaient presque tous bilingues depuis l'école de Jules Ferry. On vit enfin apparaître quelques **Kabyles**, les premiers nord-

¹ L'interruption volontaire de grossesse était légale aux Pays-Bas depuis 1878, aux États-Unis depuis 1916, en Grande-Bretagne elle le devint en 1921. En France, la loi de 1920 permettait de condamner les avorteurs à un à cinq ans de prison; les avortées à six mois à un an de prison; les coupables d'avoir informé les femmes sur la contraception, à un à six mois de prison.

² L'extrême-droite française s'en mêlait aussi: dans les années 1930 il y eut des attentats de la Cagoule contre des opposants à Mussolini.

Africains à franchir la Méditerranée (le père du chanteur Mouloudji en faisait partie): un frémissement se faisait sentir en provenance de l'Empire colonial, où la France avait entravé l'industrialisation et contribué à déstructurer la société traditionnelle. Cela dit, l'immense majorité des Algériens, des Marocains et des Tunisiens qui descendaient de leur *djebel* s'installaient toujours dans les villes du Maghreb français. Au total, il y avait en France **deux millions sept cent mille étrangers** au recensement de 1931, ce qui représentait **6,5% de la population** — la même proportion que dans les années 1980.

Dès les années 1920, certains immigrés originaires de l'Empire colonial se politisèrent, dans un sens nationaliste. J'y reviendrai plus en détail dans le chapitre 14; je voudrais juste souligner ici que la S.F.I.C., le parti le moins nationaliste de France, joua paradoxalement un grand rôle dans ce processus — car l'anticolonialisme était l'un de ses fonds de commerce: j'ai évoqué plus haut sa mobilisation au moment de la guerre du Rif. Elle essaya de se doter d'un certain nombre d'organisations satellites dans les différentes communautés immigrées: ce fut ainsi qu'apparut en 1926, dans les milieux algériens du quartier de Barbès à Paris, l'"**Étoile nord-africaine**" d'Ahmed **Messali Hadj**; mais dès 1928 ce groupuscule prit ses distances avec le Komintern et le nationalisme l'emporta sur le socialisme.

Le régime des étrangers s'assouplit un peu: la **loi de 1927**, qui pour la première fois introduisait une distinction entre "naturalisation" (pour la première génération) et "acquisition de la nationalité française" (pour les enfants d'immigrés nés en France), abaissa de vingt et un à dix-huit ans l'âge minimum pour la naturalisation, et ramenait à trois ans de séjour en France la durée nécessaire pour pouvoir y prétendre. Les femmes françaises qui épousaient des étrangers demeureraient françaises et leurs enfants seraient automatiquement français: on avait repéré que les étrangers, même en France, faisaient nettement plus d'enfants que les Français. Les arguments échangés au Parlement furent du même type qu'en 1889: les partisans de la loi voulaient donner à la France "cent mille soldats supplémentaires", et éviter la constitution de "noyaux allogènes"; ses adversaires refusaient que la nationalité française fût "bradée". Mais il fallait toujours posséder la nationalité française depuis dix ans pour pouvoir briguer une fonction électorale, et un étranger naturalisé pouvait être déchu de la nationalité française — cette possibilité remontait à la première guerre mondiale.

Les **ruraux** demeuraient plus nombreux que les urbains: 53,6% de la population — ce ne fut qu'en 1931 que la proportion s'inversa, avec 48,8% de ruraux — sachant que dans notre pays une agglomération de deux mille habitants est tenue pour une "ville". La **population active** était composée en majorité de paysans: l'agriculture et les secteurs à elle liés représentaient encore 54% des actifs en 1921; les paysans formaient 38% des actifs en 1921, 32,5% en 1931. L'idéologie dominante au centre et à droite voulait que cet équilibre entre le

primaire et les autres secteurs d'activité fût plus harmonieux que l'industrialisation, jugée "excessive", des pays anglo-saxons.

L'**exode rural** restait modeste (il toucha six cent mille à un million de personnes en une décennie); il était considéré comme une catastrophe, car on tenait que les problèmes de l'agriculture venaient du fait qu'elle "manquait de bras"; alors qu'en fait il contribuait encore surtout à vider les campagnes de leurs éléments les moins productifs. Mais c'était que chez les urbains les liens avec la terre étaient encore très forts (liens familiaux, liens de proximité); le poids de la Terre était énorme dans les représentations du pays et dans les discours politiques ou idéologiques, sauf dans la gauche socialiste et chez les communistes — et les régions rurales avaient un poids disproportionné au Sénat. C'étaient toujours en majorité les plus pauvres qui parlaient, les journaliers agricoles notamment, ce qui allégeait la pression sur les terres: cela contribuait à entretenir l'illusion d'une certaine prospérité des campagnes.

Certes les **traces de l'hécatombe** de 1914-1918 étaient visibles partout — mais, nous l'avons vu, elle avait aussi permis des regroupements d'exploitations et de juteuses spéculations; **les paysans avaient profité de la guerre**, on avait même tendance à le leur reprocher. Les progrès des communications (la T.S.F., comme on appelait alors la radio, apparue dans cette décennie, et la presse avec le *Chasseur français*, l'*Almanach Vermot*, le *Pèlerin*...¹), et aussi le grand brassage de la Grande guerre, se traduisaient par un effacement accéléré des traditions paysannes et rurales (notamment les "patois"), mais aussi des formes de sociabilité spécifiques, notamment celles liées à la religion. Du point de vue des modes de vie la ville finit de s'imposer comme le modèle à suivre (notamment dans l'alimentation, qui évolua rapidement: les paysans consommaient de plus en plus de viande, de beurre, de bière). De plus en plus, les non-paysans tendaient à quitter les campagnes (les commerçants, les artisans): **la société rurale**, vieillie à cause de la crise démographique et des effets de la guerre, perdait de sa substance, de sa complexité: elle **se "paysannisait"**. Sans qu'on s'en rendît vraiment compte les plus dynamiques, les plus instruits des enfants de paysans commencèrent à partir eux aussi, non plus pour survivre mais à cause de l'attrait de la ville... Ce n'était pas encore la crise ouverte, mais c'était déjà un certain malaise, et la désertification menaçait déjà certaines régions des Alpes, des Pyrénées et du nord-ouest du massif Central. Le malaise rural trouva même un début de traduction politique avec l'apparition des Chemises vertes de Dorgères, que j'ai présentées plus haut.

¹ Dans mon enfance le *Chasseur français* était célèbre pour ses annonces matrimoniales, mais je ne sais si cette réputation remontait à l'entre-deux-guerres, alors que les campagnes n'étaient pas encore pleines de célibataires. L'*Almanach Vermot*, temple de l'humour français au ras des pâquerettes, et le *Pèlerin*, organe catholique, ne peuvent être rangés dans la presse rurale que parce que leur lectorat était de moins en moins "moderne" et "raffiné", ce qui, à cette époque, signifiait aussi de plus en plus rural.

Les **ouvriers** et les artisans représentaient 34% de la population active en 1931. Les ouvriers représentaient un groupe social en expansion, qui gagna plus de deux millions de membres dans les années 1920; cela explique que, malgré ce que je viens d'écrire sur le poids de la terre, il commençait à occuper une place centrale dans les représentations politiques et dans les soucis des gouvernements: l'ère de l'ouvriérisme, celle du Front populaire et de la Libération, s'annonçait. Les statuts et les modes de vie ouvriers demeuraient très divers, mais tendaient quand même à l'homogénéisation. Le travail à domicile était en plein déclin, sauf dans la confection; en revanche le petit atelier était encore bien vivant (il y avait encore un million et demi d'"entreprises industrielles n'employant aucun salarié"). Surtout, un nouveau type d'ouvrier était en train d'apparaître (timidement encore), à côté de l'ouvrier qualifié et du manœuvre apte à toutes les tâches: l'ouvrier dit "spécialisé" (par antiphrase), formé en quelques heures et attaché à une machine. Seul face à elle, "à la chaîne"¹, il accomplissait une petite part d'un processus qu'il ne comprenait pas et ne maîtrisait pas. Dans ce monde du "travail en miettes" (selon l'expression d'un sociologue des années 1960), qui fut dominant des années 1920 aux années 1970, le sentiment d'un savoir ouvrier, la fierté du métier avait disparu; l'ennui régnait. En revanche le sentiment d'injustice et l'esprit revendicatif étaient très forts: c'était surtout parmi les O.S. que la S.F.I.C. recrutait.

Le niveau de vie des ouvriers augmentait, mais moins vite que la richesse nationale, ce qui nourrissait également un sentiment d'injustice. Ce fut aussi le moment où les ouvriers émigrèrent en masse vers les banlieues: il y a une excellente description du Clichy des années 1920 vers la fin du *Voyage au bout de la nuit*. Par voie de conséquence, ce fut aussi l'époque où apparurent, notamment autour de Paris, les "**banlieues rouges**" où la S.F.I.C. avait ses principaux bastions municipaux. Les ouvriers se distinguaient encore des bourgeois par leur costume, leur culture (leurs fêtes, leurs chants n'étaient pas les mêmes). Ceux qu'encadrait la S.F.I.C. tendaient déjà à former une véritable "contre-société", selon l'expression d'Annie Kriegel — voyez une description plus précise au chapitre 15.

Le secteur **tertiaire** n'occupait encore que la troisième place, avec 30% des actifs en 1931. Ce fut le début du déclin des **domestiques**, nombreux encore cependant dans les maisons bourgeoises (ils, ou plutôt elles, étaient neuf cent trente mille en 1911, mais seulement sept cent quatre-vingt mille en 1926). Surtout, la crise du franc sonna le glas des **rentiers**, très nombreux avant 1914; cette catégorie sociale en plein effondrement était l'une des plus aigries, les plus promptes à l'extrémisme politique (de droite). En revanche, les années 1920 furent marquées par la montée en puissance des employés et notamment des **fonctionnaires** (ils étaient cinq cent mille en 1914, six cent soixante-quinze mille en 1932);

¹ Ce qu'on appelle une "chaîne", c'est une série de machines disposées de manière à ce que l'objet en cours de fabrication passe directement de l'une à l'autre.

leur niveau de vie était parfois très proche de celui des ouvriers, mais leur mode de vie se modelait, dans la mesure du possible, sur celui des bourgeois.

Annexe: une brève Histoire des Arméniens de France.

Pourquoi consacrer à cette communauté-ci un exposé spécifique, qui d'ailleurs dépasse largement le cadre des années 1920 — et même celui de votre programme? Parce qu'elle présente l'intérêt d'être à la fois une communauté de réfugiés politiques, et une communauté composée de travailleurs et non pas seulement d'intellectuels — elle a donc connu de complexes problèmes d'adaptation; parce qu'étant très active et très cultivée, elle a publié des quantités impressionnantes de témoignages sur elle-même, et des réflexions d'une grande intelligence¹; parce qu'elle permet d'éviter la pénible problématique de l'islam (que je traiterai en tant que telle au chapitre 18); parce qu'elle m'est sympathique, et qu'au lycée deux de mes meilleurs camarades s'appelaient Bozouklian et Pilidjian.

I) Rappels historiques.

La langue arménienne forme à elle seule une branche isolée de la famille linguistique indo-européenne — il y a deux normes linguistiques modernes assez différentes l'une de l'autre, on dirait deux langues arméniennes s'il y avait deux nations: l'arménien occidental, forgé à Istanbul au XIXe siècle, est aujourd'hui la langue de la diaspora; l'arménien oriental, forgé dans les années 1920 sur le parler de la région d'Érévan, est la langue officielle de la République d'Arménie après avoir été celle de la R.R.S. d'Arménie à l'époque soviétique. Dans les régions qu'ils habitent, les Arméniens sont des "indigènes", c'est-à-dire qu'ils sont arrivés à une date très ancienne (peut-être vers 1.000 av. J.C.) et avant la plupart des populations avec lesquelles ils coexistent.

L'Arménie est un ensemble de hautes montagnes à la jonction du bassin méditerranéen et du monde irano-caucasien, monde de hauts plateaux et de dépressions tournées vers la Caspienne ou vers l'océan Indien. C'est une zone montagneuse, difficile d'accès, une zone-refuge; ce fut aussi, à de nombreuses reprises, une frontière (par exemple entre l'Empire romain et l'Empire parthe, puis entre Byzance et les différents États iraniens, puis entre l'Empire ottoman et la Perse). Au XIXe siècle, un nouvel acteur apparut sur les marges

¹ J'ai essentiellement utilisé deux ouvrages de Martine Hovanesian: *Le lien communautaire*, paru en 1992 (c'est sa thèse), et *Les Arméniens et leurs territoires*, paru en 1995, ainsi que sa contribution à l'ouvrage collectif *Toute la France: Histoire de l'immigration au XXe siècle*.

septentrionales de cette région, la Russie: les Arméniens étaient donc répartis entre trois Empires, mais la plupart vivaient dans l'Empire ottoman.

Les Arméniens, ayant appartenu à la frange orientale du monde romain, ont été évangélisés très tôt, à la fin du IV^e siècle; ils se flattent de posséder l'Église la plus ancienne du monde — c'est une Église monophysite, c'est-à-dire ni catholique, ni orthodoxe, mais proche de celle des Coptes d'Égypte¹. En revanche jamais les Arméniens n'ont été rassemblés dans un seul État à eux: il y a toujours eu plusieurs royaumes arméniens, plus ou moins vassaux des Grecs ou des Perses. Les derniers de ces royaumes ont disparu à la fin du Moyen Âge (la date que l'on donne ordinairement est celle de 1375).

Terre pauvre, l'Arménie a une très ancienne tradition d'émigration vers les centres de richesse environnants, que ce soient les grandes villes (Téhéran, Tiflis, Moscou au XIX^e siècle) ou surtout les rives de la Méditerranée: ils étaient nombreux dans les "échelles" du Levant (les comptoirs européens dans cette région) et à Istanbul. C'est ainsi que la famille de l'ancien premier ministre Édouard Balladur, originaire de ce qui est aujourd'hui le Nakhitchevan (en Azerbaïdjan), s'est installée à Smyrne avant de gagner Marseille au XVIII^e siècle. Au Moyen Âge, un État arménien est même apparu en Cilicie, sur les rives de la Méditerranée, loin au sud-ouest des frontières de l'Arménie proprement dite: c'était la "petite Arménie" des Croisés.

Mais l'Arménie est aussi, pour son malheur, sur la route des invasions entre les misérables steppes d'Asie centrale et les riches contrées méditerranéennes. La dernière en date, celle des Turcs, a eu lieu au XI^e siècle; il faut en retenir notamment la bataille de Mentzikert (près de Van), en 1071, par laquelle les Turcs au service des califes de Bagdad, bousculant les armées byzantines, se sont ouvert les portes de l'Anatolie centrale. Depuis, les Arméniens sont quelque peu "assiégés" par les Turcs, présents à l'est et à l'ouest de leur domaine, et en Arménie même également.

Il y avait environ trois millions d'Arméniens dans l'Empire ottoman au milieu du XIX^e siècle, et peut-être un million en Russie et un demi-million en Iran. Je vais me concentrer sur ceux de Turquie, car ce sont eux qui sont venus en France. Ils étaient installés autour du lac de Van et dans toutes les régions environnantes; en Cilicie; sur les rives de la Méditerranée et de l'Égée. Partout ou presque, sauf autour du lac de Van, ils formaient une minorité ou une majorité relative; ils cohabitaient avec d'autres populations, notamment des Turcs, mais aussi des Kurdes, nomades de langue iranienne, aussi anciennement installés qu'eux; des Lazes et

¹ Voyez le cours de Relations internationales, à la fiche A3.

des Géorgiens, populations indigènes de langues caucasiennes (au nord), des Grecs (sur les rives). Au "pays", c'est-à-dire dans les montagnes de l'Arménie historique et en Cilicie, ils étaient agriculteurs sédentaires à 95% — c'est-à-dire, dans le monde turc traditionnel, la catégorie sociale la plus méprisée. En revanche, dans les autres régions ils tendaient à se concentrer en ville où on en trouvait dans l'ensemble des couches de la société; en 1831 Istanbul comptait cent soixante mille Arméniens, c'était la première ville arménienne du monde.

Les Arméniens, qui comptaient parmi les *dhimmîs*, c'est-à-dire les chrétiens soumis à un impôt spécial (en échange de la "protection" du Calife) formaient un *millet*, ce qui signifie que leur statut (précisé en 1863) était défini en termes strictement religieux — le *millet* arménien, avec ses privilèges, réunissait les sujets ottomans fidèles de l'Église arménienne, organisée hiérarchiquement autour d'un *catholicos*: on voit que la distinction ne se faisait ni par la langue ni par la culture. Certains Arméniens, convertis de gré ou de force, quittaient le *millet* arménien sans cesser d'être arméniens par la culture; d'autres, devenus turcophones par assimilation culturelle, restaient membres du *millet* arménien car ils n'avaient pas perdu leur foi chrétienne monophysite (un bonne moitié de ceux que j'ai fréquentés à Lyon dans les années 1970 ne parlaient que turc à la maison).

Telle était la définition que donnait d'eux le pouvoir ottoman. Mais leur point de vue était différent; ils étaient attachés non seulement à une Église mais aussi à une langue (langue de culte, langue littéraire fort ancienne), à un passé (celui des royaumes arméniens du Moyen Âge); quant aux institutions ecclésiastiques et à celles du *millet*, elles servaient de substitut à des institutions politiques communes, et de ce fait ils y étaient fort attachés.

C'est du XIXe siècle que date le réveil national arménien. Il se fit surtout en Russie, où les conditions (pour la vie intellectuelle en particulier) étaient plus favorables, et aussi dans les grandes villes, notamment à Istanbul; mais assez peu au "pays" turc, région pauvre et attardée.

Ce fut d'abord un réveil culturel, un mouvement de défense et d'illustration de la langue: on créa une langue moderne mieux adaptée aux réalités du temps que le vieil Arménien liturgique; on tenta de promouvoir l'éducation, la presse. Dans le même temps, on redécouvrait le passé, le patrimoine, notamment par le biais de l'archéologie (même si la plupart des archéologues venaient d'ailleurs, de Grande-Bretagne ou d'Allemagne, leurs découvertes avaient un grand retentissement: elles donnaient du prestige à cette communauté méprisée).

Mais dans le même temps, arrivaient dans ces lieux perdus les idées des Lumières et du romantisme allemand, et tout particulièrement l'idée nationale, avec deux générations de retard sur l'Allemagne et l'Italie, une sur la Roumanie ou la Serbie. De plus en plus l'Arménie tendit à se définir comme une nation, c'est-à-dire une communauté soudée par une langue, un territoire, des souvenirs, des valeurs communes — la religion étant l'une de ces valeurs, l'un de ces héritages. Et comme toutes les nations du XIXe siècle les Arméniens se mirent à rêver à un État à eux, d'autant plus que l'Empire ottoman dont ils dépendaient était bien affaibli. Les frontières de cette Arménie à venir étaient d'ailleurs taillées assez large pour qu'on puisse se demander quel y aurait été le sort des minorités, nombreuses et musulmanes pour la plupart.

C'est pourquoi, très vite, le mouvement national arménien se politisa, d'abord en Russie, puis dans l'Empire ottoman. Les premières sociétés terroristes apparurent dans les années 1870, et les premiers partis politiques vers 1885; ce fut en 1890 qu'apparut le parti Dachnak, fondé à Tiflis (l'actuelle Tbilissi) mais destiné à mobiliser les Arméniens de Turquie. En 1905 apparut le parti Heuchnak. Ces deux partis professaient une idéologie inspirée du socialisme, surtout le Heuchnak. Cela n'empêcha pas d'autres Arméniens de jouer un rôle important dans l'administration de l'Empire et dans les grandes réformes du XIXe siècle, presque jusqu'à la fin de la période ottomane.

Dans ces conditions, l'Arménie en vint rapidement à faire partie intégrante de la "question d'Orient". La Russie soutenait la cause des Arméniens pour essayer d'affaiblir l'Empire ottoman, de progresser au sud du Caucase et peut-être d'atteindre la Méditerranée; elle diffusait en Arménie toute une propagande où elle se présentait comme la défenseuse naturelle des chrétiens de l'Empire ottoman, encourageait les activités des nationalistes arméniens... sauf quand elles semblaient menacer l'ordre russe dans les régions déjà administrées par Moscou. En 1878, la Russie s'empara des régions de Kars, d'Ardahan et de Batoumi, peuplées en partie d'Arméniens. Les Occidentaux, eux, avaient pour l'Arménie un intérêt moins immédiat; mais, en lutte pour le partage des dépouilles de l'"homme malade de l'Europe", pour le pétrole d'Irak ou de Mossoul, pour le contrôle des rives de Méditerranée orientale, ils avaient eux aussi tendance à utiliser les Arméniens comme une force de dissolution de l'Empire ottoman, d'autant plus que toute une propagande insistait sur le triste sort des Arméniens chrétiens, donc "civilisés", soumis au joug des barbares musulmans ottomans.

Les Ottomans se sentaient donc triplement agressés. D'abord par l'expression de plus en plus arrogante d'un particularisme qui remettait en cause l'universalité de l'Empire, l'harmonie des communautés sous le pouvoir du Sultan-Calife — c'étaient évidemment des mythes, des mythes de peuple "supérieur" et fier de régner sur les autres —; il y avait risque

de dissolution de l'Empire. Ensuite par les prétentions d'une communauté chrétienne à sortir de son statut de *dhimmîs*; il est vrai que c'était l'époque des *tanzimat* (réformes) et qu'on allait en principe vers l'égalité de tous les sujets du sultan, mais il est clair que pour une grande partie de ceux qui tentaient de moderniser l'Empire, celui-ci devait rester administré par des musulmans, puisque l'islam est la dernière étape et la perfection de la Révélation divine. En tout état de cause, l'idée que des musulmans risquaient d'être soumis au pouvoir de non-musulmans devait les horrifier — le sort de leurs coreligionnaires de Grèce ou de Russie n'était pas pour rassurer. Enfin, parce qu'ils percevaient les Arméniens comme des "sous-marins" de l'agression occidentale: ce qu'ils voyaient apparaître à l'est, c'était une nouvelle Grèce, une nouvelle Serbie — or, depuis qu'elles étaient apparues, la Grèce et la Serbie n'avaient pas cessé de grignoter des morceaux d'Empire dans les Balkans. Qu'allait-il rester aux Turcs s'il apparaissait, à l'est, une grande Arménie? Nulle part, sauf au centre de l'Anatolie, ils ne formaient une majorité absolue de la population.

Les Arméniens, eux, avaient le sentiment de ne faire que se défendre. L'incompréhension était de plus en plus profonde, et les tensions locales s'accroissaient. Or les Arméniens étaient dans une situation particulièrement fragile: à la fois leur "arrogance" croissante exaspérait les musulmans (Turcs et Kurdes), et ce peuple de paysans et de petits boutiquiers, sans traditions belliqueuses, sans milices, sans guerriers, était exposé à toutes les violences.

Les premiers massacres eurent lieu en 1894-1896, à la suite de manifestations de rue à Istanbul et de révoltes antifiscales en Anatolie orientale. Il y eut deux cent à trois cent mille morts et plus de cent mille personnes se réfugièrent en Russie; il y eut des villages détruits, des conversions forcées. Peut-on parler du début d'un processus génocidaire, c'est-à-dire, dès cette époque, d'une tentation de régler le problème arménien par le vide? Il est difficile d'en décider; toujours est-il que l'émotion fut immense dans tout le monde chrétien. Je connais une ville de Colombie, fondée en 1896, qui s'appelle Armenia... Du reste les tensions montaient un peu partout: il y eut aussi des massacres d'Arméniens en Russie en 1905, ce qui montre bien que l'ensemble du processus n'est pas à attribuer aux Ottomans. L'Arménien était détesté aussi en tant que bourgeois, en tant qu'ouvrier des villes (c'était à l'époque une classe relativement privilégiée en Russie), en tant qu'homme du monde moderne, capitaliste, devant lequel la vieille Russie disparaissait presque aussi vite que le vieux monde ottoman.

L'arrivée au pouvoir des Jeunes-Turcs à Istanbul, en juillet 1908¹, aggrava encore la situation: il s'agissait d'un pouvoir modernisateur, mais très brutal et qui s'appuyait de moins en moins sur une idéologie religieuse et de plus en plus sur une idéologie nationale, turque

¹ Voyez le cours de Relations internationales, à la fiche A3.

celle-ci: les problématiques importées d'Europe centrale au XIXe siècle par les chrétiens des Balkans et les Arméniens avaient fini de s'imposer. Plus question d'assurer la coexistence, même ingéraitaire, des *milletler*, il s'agissait désormais de donner un État-nation aux Turcs — le tout était sous-tendu par une idéologie "pantouranienne" qui rêvait de rassembler tous les Turcs des Balkans au Turkestan chinois (l'actuel Sinkiang), et il n'y avait guère de place pour les autres peuples dans cette construction, tout particulièrement pour les plus remuants, les plus inassimilables, les plus liés à l'étranger: les Arméniens. Il y eut donc de nouveaux massacres, à Adana en 1909. Face à cette situation, beaucoup d'Arméniens durent avoir le sentiment que la seule issue qui leur restait était le passage sous le protectorat de la Russie; mais ce fut leur perte.

Lorsque la guerre commença, les armées russes, qui comptaient évidemment de nombreux soldats arméniens, commencèrent à avancer en Anatolie orientale; des révoltes éclatèrent en Arménie. Le gouvernement jeune-turc, en difficulté, se sentit trahi, ou fit semblant; il n'attendit pas que les révoltes se fissent vraiment dangereuses pour la cohésion de l'Empire, et décida de régler le problème par le vide — non seulement d'ailleurs au détriment des Arméniens mais de tous les chrétiens d'Anatolie: les Nestoniens, pour la plupart de langue arabe, et les membres d'autres petites Églises orientales, derniers vestiges du christianisme moyen-oriental, furent traités de la même façon.

Le **24 avril 1915**, l'État turc, agissant selon un plan préparé à l'avance, entreprit la déportation systématique de tous les Arméniens d'Anatolie loin de la ligne de front, en Syrie, et la liquidation des élites arméniennes d'Istanbul. La déportation s'accompagna de massacres, notamment d'hommes en âge de porter les armes, auxquels les populations musulmanes d'Anatolie, notamment les Kurdes, prêtèrent la main avec entrain. Elle se fit dans des conditions épouvantables, parce que rien n'avait été prévu, ni en chemin, ni à l'arrivée. En trois mois, l'Anatolie fut ethniquement purifiée; puis ce fut le tour des Arméniens de Cilicie, éloignés du front et qui ne s'étaient pas révoltés; seuls demeuraient ceux des villes de la côte. Il y eut environ huit cent mille morts, un gros tiers de la population concernée. Lorsque l'Empire ottoman capitula, en novembre 1918, les survivants s'enfuirent en masse, une bonne partie d'entre eux gagna l'Occident — certains restèrent au Moyen-Orient, il y a aujourd'hui d'assez fortes communautés arméniennes en Syrie et au Liban; d'autres allèrent en Arménie indépendante.

Mais les combats continuaient en Anatolie, avec désormais les armées de la République indépendante d'Arménie, qui était apparue sur l'ancien territoire de la Russie en mai 1918 (soit dit en passant, ce n'étaient pas non plus des enfants de cœur, même si l'on comprend leur haine); et ils reprirent vite avec les Grecs. Grecs et Arméniens furent vaincus

en 1920-1922 (et l'Arménie indépendante tomba sous le joug soviétique en 1921¹): en 1923 les communautés arméniennes des villes de Méditerranée prirent à leur tour le chemin de l'exil, comme les Grecs. Il n'y a pratiquement plus d'Arméniens en Anatolie turque², il ne reste que des ruines d'églises médiévales que l'armée turque a longtemps pris pour cible lors de ses manœuvres (l'essor du tourisme a sauvé les dernières); en Iran occidental, l'horreur fut telle que cette région, elle aussi, se vida de ses Arméniens — il n'en reste que dans les villes, à Téhéran notamment.

Personne ne nie ces faits, ni les chiffres, même pas la Turquie; quant à l'argument de la "cinquième colonne" au service de la Russie, auquel les Turcs recourent souvent, il va sans dire qu'il n'excuse pas les massacres. S'il y a un débat sur les événements de 1915-1916 aujourd'hui, notamment en France où les Arméniens sont nombreux et bien organisés, c'est sur le qualificatif qu'il faut leur appliquer. Les Arméniens soutiennent qu'il s'est agi d'un génocide (au sens défini par des juristes américains en 1944 pour désigner la Shoah), c'est-à-dire qu'il y a eu volonté planifiée d'éliminer physiquement tout un groupe "ethnique", non pour ce qu'il avait fait mais pour ce qu'il était. Les adversaires de l'emploi de ce mot, pas forcément tous turcophiles, soulignent que les Arméniens qui se convertirent à l'islam furent épargnés, de même que ceux des villes; et que parmi ceux qui furent liquidés figuraient en fait beaucoup d'autres chrétiens. Et puis les chiffres n'indiquent pas un massacre systématique: les deux tiers des Arméniens de Turquie ont survécu. Il se serait donc plutôt agi de "purification ethnique", un concept récent (il a été inventé par les Serbes de Croatie en 1992), et de massacres à tonalité religieuse, avec (c'est le point essentiel) possibilité d'y échapper moyennant conversion — on n'était pas massacré pour ce qu'on était mais pour ce qu'on croyait.

Les partisans de l'emploi du terme de génocide soulignent que beaucoup d'Arméniens n'eurent pas le choix de se convertir. Ils soulignent aussi le caractère spécieux de l'argument, souvent avancé en Turquie, selon lequel il y eut "déportation" et non massacre organisé: les Arméniens déportés le furent dans des déserts où rien n'avait été prévu pour les accueillir, ce qui équivalait à une condamnation à mort, et le fait que beaucoup d'Arméniens ait survécu est peut-être dû avant tout aux défaillances techniques de l'appareil d'extermination (l'Empire ottoman n'était pas l'Allemagne industrielle des années 1940) et au manque de temps.

¹ Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 5.

² Il en est resté quelques dizaines de milliers dans les montagnes au sud de la Turquie, là où, peu nombreux et discrets, ou les avait oubliés lors des massacres, et dans les villes, surtout celles de la côte méridionale, qui ne furent pas le théâtre d'expulsions en 1923, et à Istanbul où il existe encore une discrète vie culturelle arménienne. Comme tous les chrétiens du Moyen-Orient, ils s'assimilent et se convertissent peu à peu, ou bien ils émigrent en Occident: il en serait arrivé quinze mille en France de 1974 à 1990 — généralement ils ne parlent plus que turc, et sont comptabilisés parmi les Turcs; ils s'intègrent mal à la communauté franco-arménienne.

À vrai dire, tout cela me semble secondaire, même s'il est clair que les mots, en ces domaines, pèsent lourd (et de plus en plus même: génocide, cela signifie procès international, réparations, etc.). Il y eut massacre d'innocents, et même en temps de guerre c'est inexcusable; toute une population fut chassée de la région où elle était née, et c'est inexcusable, même si au vu de ce qui s'est passé dans le haut-Karabagh dans les années 1989-1994 on peut se demander si les Turcs auraient été mieux traités dans une Arménie indépendante: mais les crimes potentiels (ou futurs) des uns n'excusent pas les crimes réels des autres, les crimes n'excusent jamais les crimes. On était déjà entré dans la logique de la résolution des problèmes par le vide, qui est bien la logique qui mène à la Shoah (mais aussi à la liquidation des koulaks): même si ce n'est pas à proprement parler un génocide, c'est inexcusable. Mais c'était, hélas, le XXe siècle, et c'est parti pour continuer au XXIe, en Tchétchénie ou au Congo¹.

II) La vie en France.

Il arrivèrent donc en bateau, surtout par Marseille, pour la plupart en 1918-1919 et en 1922-1927, parfois après quelques années dans les territoires sous mandat français de Syrie et du Liban; en métropole, ils étaient trente mille en 1925, quatre-vingt-treize mille en 1938². En juillet de cette année-là, le traité de Lausanne mit fin à leurs espoirs de retrouver une patrie: ils étaient bien en France pour toujours; comme les juifs après la destruction du Temple en 70 ap. J.C., ils allaient devoir vivre en **diaspora** (il n'y avait pas de mot pour exprimer ce concept dans les langues arméniennes: le néologisme *spjurk* apparut à la fin des années 1920) Quelques milliers, sept à dix mille selon les sources (sur un total de quelque cent à cent cinquante mille dans le monde entier, surtout des gens du Proche-Orient), tentèrent de retourner en Arménie soviétique juste après la seconde guerre mondiale, alléchés par la propagande soviétique qui présentait Erevan comme une "terre promise" (je vous rapelle qu'on était au moment de la naissance d'Israël!); mais, l'opération *Nerkagh* (Retour) s'arrêta dès 1947; plus tard, déçus, la plupart d'entre eux revinrent³. Leurs descendants en France sont

¹ Dans les années 1970 et 1980, une minorité d'Arméniens s'est laissée tenter par le terrorisme (alors "à la mode", et bien sûr soutenu par l'U.R.S.S. contre la Turquie pro-occidentale); le groupe le plus connu s'appelle l'A.S.A.L.A. (Armée secrète pour la Libération de l'Arménie), il a été actif de 1975 à 1985.

² Il y avait déjà une ancienne communauté de commerçants arméniens dans le IXe arrondissement de Paris (mille cinq cent personnes environ): c'est d'elle qu'Édouard Balladur est issu. Des Arméniens du Liban se sont réfugiés en France au moment de la guerre civile (1975-1989), et Arméniens d'Iran après la Révolution islamique de 1979; depuis le milieu des années 1960 il y a une immigration, réduite mais continue, en provenance des communautés résiduelles de Turquie et de l'Arménie soviétique, puis indépendante.

³ Lorsqu'on les laissa revenir... c'est-à-dire après la mort de Staline. Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 5.

aujourd'hui trois cent à trois cent cinquante mille, sur cinq cent mille Arméniens d'Europe occidentale — il y en également six à neuf cent mille aux États-Unis, où ils n'ont pas le même poids politique qu'en France; cinq cent mille au Proche-Orient, trois millions à trois millions et demie en Arménie et un million cent mille à un million cinq cent mille dans le reste de l'ex-U.R.S.S.¹

Ils s'installèrent dans la vallée du Rhône, la région par où ils étaient arrivés, et en région parisienne. Dans un premier temps, ils durent se contenter d'emplois précaires; mais ils eurent la chance d'arriver dans une période de prospérité économique, où les industries étaient demandeuses de main-d'œuvre — les entreprises françaises allèrent jusqu'à faire du recrutement dans les camps de réfugiés en Grèce! Ils travaillèrent dans les savonneries de Marseille, les magnaneries d'Ardèche, les mines de charbon de Gardanne, etc. Très vite, il eurent tendance à se rassembler dans les mêmes agglomérations, les mêmes quartiers, souvent en banlieue (par exemple à Arfortville en banlieue parisienne, à Décines en banlieue lyonnaise). Très vite aussi, ils se dotèrent d'institutions communautaires; à vrai dire, il existait déjà une Église arménienne à Paris (depuis 1904), et les intellectuels réfugiés depuis la fin du XIXe siècle constituèrent une aide précieuse, tandis que les marchands finançaient les institutions destinées à aider les réfugiés, notamment l'orphelinat arménien (devenu par la suite un lycée bilingue) du Raincy, en Seine-Saint-Denis. Le contact n'alla pas sans mal au début, comme toujours entre bourgeois et paysans...

Dans l'entre-deux-guerres, la communauté arménienne s'installa, mais sans vouloir s'intégrer: la crainte était trop forte de voir disparaître l'identité arménienne. Il est vrai que ceux qui portaient des cicatrices, ou les femmes dont on avait tranché les oreilles pour leur prendre leurs boucles, ne risquaient pas d'oublier. Les Arméniens établis en France répugnèrent longtemps à acquérir la nationalité française (ce fut pour eux que la S.D.N., après avoir créé en 1921 un Haut Commissariat aux Réfugiés, inventa en 1924 le statut d'apatride et le document d'identité qui allait avec, le "passeport Nansen" — les premiers portaient la formule: "sans retour possible"). Ces rescapés, ces déracinés se distinguèrent par leur **obsession de la sécurité**, notamment dans le domaine du logement: dès qu'ils le pouvaient, ils devenaient propriétaires, se faisaient construire des pavillons "en dur", symboles d'enracinement et cadre de la reconstruction d'une cellule familiale — cette rapide sortie de la précarité ne fit pas peu pour désarmer les prévenances de la société française: le groupe a

¹ Les chiffres de la diaspora sont très imprécis à cause de la difficulté qu'il y a à classer les descendants de mariages mixtes; pour l'Arménie, ils varent selon qu'on y inclut ou non le haut-Karabagh, annexé de fait depuis 1994. Par ailleurs l'Arménie d'aujourd'hui est si pauvre qu'un tiers de ses citoyens vivent à l'étranger, essentiellement dans l'ancienne U.R.S.S.: phénomène récent que les chiffres ci-dessus ne prennent pas en compte.

toujours échappé à la stigmatisation, à part une flambée de xénophobie dans les années 1930. Bien entendu, ils étaient très attachés à la France, comme le montre leur rôle dans la Résistance, illustré par le célèbre poème d'Aragon: *L'Affiche rouge* (cité au chapitre 13).

S'ils refusèrent l'intégration culturelle, en revanche ils s'intégrèrent socialement par le travail, qui seul pouvait permettre d'accéder à la sécurité: à la deuxième génération et même parfois dès la première, lorsqu'ils parvinrent à sortir de la condition ouvrière beaucoup d'Arméniens choisirent des professions indépendantes, parce qu'elles sont synonymes d'autonomie, d'indépendance, et aussi bien sûr parce qu'ils venaient du monde de l'artisanat et non de celui de l'usine: les hommes ouvrirent des épiceries, des échoppes, des petites entreprises textiles; les femmes achetèrent des machines pour coudre ou tricoter à domicile — pour les entreprises de leur clan.

Les **réseaux de solidarité villageois**, hérités d'avant le génocide, étaient actifs: ils étaient indispensables, vu que les familles avaient été décimées et déstructurées par les massacres (en Anatolie les hommes adultes avaient été à peu près systématiquement liquidés) — et puis ces ruraux des hauts plateaux compartimentés d'Asie mineure, et qui avaient toujours vécu en contact avec d'autres populations, avaient une conscience nationale plutôt faible (la montée du nationalisme que j'ai évoquée dans la première partie ne concernait qu'une minorité essentiellement urbaine); leurs allégeances allaient bien plus spontanément au clan, au village: **ce ne fut qu'en diaspora que l'idée d'une "nation arménienne"**, d'un "peuple arménien" **s'imposa** comme une évidence pour tout le monde. Ainsi les Arméniens issus du même village, de la même vallée développèrent des pratiques et des réseaux d'entraide — les quartiers arméniens des années 1920 et 1930 reproduisaient volontiers les structures des villages d'Arménie, en tout cas on y vivait "comme au village", à la fois dans la solidarité et sous les yeux de tous. Ces structures, souvent informelles, véhiculaient un fort contrôle social (entre autres, elles arrangeaient les mariages), un régionalisme arménien exacerbé et des valeurs d'origine rurale qui ont pratiquement disparu à la deuxième génération: elles n'existent pratiquement plus aujourd'hui.

Les **partis politiques** arméniens se reconstituèrent également en exil, et transportèrent en France leurs querelles les plus rancieuses: il y en a trois, dont le Dachnak, membre de la IIe internationale (depuis 1907), très antisoviétique jusqu'en 1991, est le plus important, mais ils sont en déclin — ils sont inadaptés à l'action dans un pays jacobin comme la France, où le vote communautaire n'est pas légitime; et pas question évidemment de choquer, de risquer de nouvelles tensions. Ils organisent essentiellement des fêtes et des événements culturels... Martine Hovanesian parle d'une « liquéfaction de la conscience politique dans l'expression sentimentaliste du rapport à la patrie (la France et l'Arménie) ». Les prosoviétiques, minoritaires mais non négligeables en nombre (dans les communautés ouvrières arméniennes,

le communisme était aussi bien implanté qu'ailleurs), étaient très mal intégrés à cette vie politique communautaire; ils ont à peu près disparu aujourd'hui.

Toute une **mémoire collective** se développa, autour bien sûr des **massacres** (on construisit des monuments aux morts du génocide) et secondairement de l'exil et de l'arrivée en France, mais aussi de l'**Histoire** médiévale de l'Arménie, réinterprétée dans un sens nationaliste (en gros, une résistance nationale sans cesse recommencée aux agressions extérieures) — en revanche, l'identité arménienne fut promptement débarrassée des scories perçues comme "ottomanes", tel le costume traditionnel. La **religion** fut érigée en composante essentielle de l'identité arménienne, ce qu'elle était déjà largement en Anatolie au XIXe siècle; le recours à cet élément d'identification collective a l'avantage additionnel, en France, de positionner les Arméniens comme des "Occidentaux", par opposition évidemment aux communautés musulmanes (il est vrai que ceci joue surtout depuis les années soixante, auparavant il y avait peu d'immigrés musulmans). Partout où la communauté était assez nombreuse, on construisit des églises arméniennes — mais aujourd'hui les Français d'origine arménienne ne sont guère plus pratiquants que la moyenne nationale: les lieux de culte et le culte lui-même n'ont plus qu'un rôle essentiellement social, on va à l'office surtout pour se retrouver entre soi¹. C'est aussi l'Église qui organise, tous les 24 avril, la commémoration du génocide.

En revanche **l'identification de l'Arménie soviétique à la "patrie" des Arméniens** a toujours été problématique, car ce n'était qu'une République soviétique, que l'identité arménienne n'y obéissait pas aux mêmes règles qu'en diaspora (la dimension religieuse y était pratiquement nulle), et surtout car elle ne couvre qu'une toute petite partie, marginale avant 1915, de l'Arménie historique: aucune des capitales des anciens royaumes arméniens ne s'y trouve située, Érévan avant le XXe siècle n'était qu'une bourgade sans intérêt (la grande métropole arménienne de Russie, c'était Tiflis!). Même la langue n'est pas la même, comme je l'ai noté plus haut: la diaspora adopta l'arménien occidental, la langue écrite des plus instruits de ses membres et de l'ancienne diaspora marchande de France...² L'indépendance de l'Arménie en 1991, avec les événements dramatiques qui l'ont accompagnée (les pogroms antiarméniens de Soumgaït, près de Bakou, en 1988, le grand tremblement de terre de décembre 1988, la guerre du Karabagh), est venue modifier ces perceptions: les Arméniens de la diaspora ont désormais leur Israël, qu'ils soutiennent à bout de bras financièrement (même s'il est trop tard et si elle est trop pauvre pour s'y réinstaller), tandis que s'efface peu à peu la mémoire du passé anatolien.

¹ Il y a trois diocèses arméniens en France; ils regroupent 90% des Français d'origine arménienne.

² Voyez le livre de Marc Nichanian, *Âges et usages de la langue arménienne*, paru en 1989.

Les efforts pour maintenir la **langue**, en revanche, échouèrent rapidement, car c'est un gros effort, pour les Arméniens comme pour les autres immigrés, d'apprendre une langue "étrangère", ce que l'arménien était devenu à la deuxième génération: le milieu environnant était francophone... Pourtant la première génération fit tout ce qu'elle put: souvent elle interdisait l'emploi du français à la maison (tout en encourageant son apprentissage à l'école, pour l'intégration); elle envoyait les enfants à l'école arménienne le jeudi, jour de congé des écoles à l'époque. Aujourd'hui il y a bien sûr encore des Arméniens qui savent l'arménien, et même des écrivains en langue(s) arménienne(s); mais c'est le résultat d'un choix personnel, d'une démarche volontariste, de la part des plus concernés par leurs racines; c'est parfois un arménien approximatif ou au contraire bien livresque, surtout lorsqu'il a été réappris après une interruption dans la transmission orale; par ailleurs, de plus en plus, avec le rétablissement des relations avec l'Arménie ex-soviétique, l'arménien oriental prend le dessus sur l'arménien occidental, qui est très menacé. Mais même à moitié morte dans les nouvelles générations, la langue, surtout en l'absence d'un territoire national clairement délimité à vénérer, demeure un marqueur communautaire essentiel, tout comme l'alphabet, qui est propre à la langue arménienne (et fort décoratif): on a chez soi des livres et des inscriptions, par exemple sur des photos anciennes ou des cartes postales, que l'on ne sait plus lire, mais qui rattachent à *Mayr Hayastan* ("la mère patrie").

La génération qui arriva à l'âge adulte **après la seconde guerre mondiale** accéléra le processus d'intégration: tout en se sentant toujours arménienne, elle essaya d'échapper au statut d'"immigré", avec tout ce qu'il signifiait de précarité et d'humiliation. Les Arméniens de France finirent par se résoudre à adopter la nationalité française après 1945 — sans, pour la plupart, abandonner leurs **noms**, marqueur d'identité d'autant plus fort que le suffixe "-ian" des patronymes arméniens, devenus des noms de famille en France, est immédiatement reconnaissable, et qu'il ne provoque pas de réactions d'hostilité, les Arméniens ayant la chance de ne pas être musulmans.

Cette génération fut de toutes la plus silencieuse: elle se francisa; elle intégra complètement, au moins vis-à-vis de l'extérieur, le modèle citoyen-jacobin de la nation. Ainsi elle cessa pratiquement de donner des prénoms arméniens à ses enfants; elle les laissa se marier de plus en plus hors de la communauté. **L'amnésie semblait menacer** d'achever ce que les Turcs avaient bien entamé.

Une rupture se produisit au milieu des années 1960, date qui correspond à la fois au cinquantième anniversaire du génocide et, en France, à l'époque du réveil du communautarisme; et enfin à l'arrivée à l'âge adulte de la troisième génération, définitivement intégrée et donc capable d'affronter le passé avec plus d'énergie. Le réveil de l'identité

arménienne en France n'a pas été conflictuel: notre société, depuis la Shoah, admet que les groupes victimes de massacres en entretiennent le souvenir, et a même tendance à attribuer à ces victimes le rôle positif de porteurs de la mémoire douloureuse du siècle — c'est évidemment ce statut, moins net bien sûr pour les Arméniens que pour les juifs, qui est en jeu dans la querelle sur le mot de "génocide".

III) les Arméniens aujourd'hui.

La communauté arménienne est aujourd'hui l'une des plus dynamiques et des mieux intégrées de France: elle a massivement investi le monde des professions libérales, ce qui lui donne une position sociale confortable — mes deux camarades de lycée ont respectivement "intégré" Polytechnique et H.E.C. C'est l'image même d'une communauté qui a réussi. Elle a donné notamment à la France le chanteur **Charles Aznavour** (Shandour Varenagh Aznavourian, né en 1924), l'actrice Alice Sapritch, le cinéaste Henri Verneuil (Achod Malakian), l'écrivain **Henri Troyat**, l'homme politique Patrick Devedjian et les entreprises Manoukian (un fabricant de tricots) et Stéphane Kélian (un fabricant de chaussures — ces deux entreprises sont nées à Romans, dans la Drôme). Ces femmes et ces hommes devenus célèbres n'ont pas abandonné la cause arménienne: ainsi Aznavour, qui se définit comme « 100% Français et 100% Arménien », méli-flue bien sûr d'abord pour un public français et international, mais a consacré plusieurs chansons (en français) à l'Arménie; en 1988, il a créé une organisation caritative, "Aznavour pour l'Arménie", et en 1993 le président arménien, Lévon Ter-Pétrossian, l'a officiellement nommé "ambassadeur itinérant de l'Arménie".

Elle est toujours structurée autour d'institutions communautaires — il est vrai qu'y adhérer ne va plus de soi, qu'une partie des Français d'origine arménienne s'en sont progressivement éloignés: seuls les plus militants les maintiennent en vie, avec de plus en plus de difficultés pour recruter, mais le problème du "génocide" de 1915 réveille régulièrement la solidarité des plus tièdes. Il y a des institutions culturelles (des cours du soir, des ensembles folkloriques, des radios — depuis 1982 —), des institutions philanthropiques, dont une Croix-Bleue et une Croix-Rouge; des Jeunesses arméniennes (clivées elles aussi par d'obscures querelles politiques), des scouts arméniens (réunifiés depuis 1965), des clubs sportifs — ces institutions de jeunes font beaucoup pour le maintien d'une "arménité" autre que sentimentale et résiduelle. La presse en revanche est en déclin: elle est passée de deux cent titres dans les années 1920 à vingt aujourd'hui (2000), dont deux quotidiens publiés à Paris (le plus important, *Haratch*, fondé en 1925, tire à trois mille exemplaires); l'un est bilingue, l'autre

(*Haratch*) entièrement rédigé en arménien. Pour maintenir le lien intergénérationnel qui tend à se distendre, la mode est à la publication de chroniques familiales.

En même temps, **des interrogations** se font jour **quant à l'identité**: peut-on être arménien sans la langue, sans la religion? Une identité peut-elle survivre lorsque la tradition s'est interrompue, lorsque le milieu d'origine a disparu? Qu'est-ce au juste que la communauté arménienne: un peuple, une nation, une minorité? Est-ce que l'identité des Français d'origine arménienne est toujours la même que celle des Arméniens d'Arménie? (La reprise de contact en 1988-1990 a parfois été difficile...) Les réponses à ces interrogations sont diverses: une partie de la troisième génération a choisi de recommencer à donner des prénoms arméniens à ses enfants (ou celui d'Hermine, qui est une francisation d'"Arménie"), a renoué avec certains rites religieux ou sociaux, et la mode de la cuisine "ethnique" est présente en milieu arménien comme dans toute la bourgeoisie française; les exemples abondent plus que jamais d'*ethnic business*; mais tout ceci ne concerne plus qu'une minorité militante. Un Alfortvillois à qui Martine Hovanesian a demandé, au début des années 1990, s'il y avait une communauté à Alfortville, a répondu caractéristiquement: « oui et non. Oui, parce qu'il y a une église, la M.C.A., une école. Mais je ne sais pas si la communauté est *vraiment* arménienne ».

Les Français d'origine arménienne représentent un efficace **lobby politique**: en 1998-2000, ils sont parvenus à faire voter par l'Assemblée nationale une déclaration stipulant que "la France reconnaît publiquement le génocide arménien"¹. Mais le Sénat a refusé d'emboîter le pas, et le gouvernement n'a rien fait en ce sens: la Turquie est un partenaire économique important, et il y a aussi des Turcs en France.

¹ Ce qui, soit dit en passant, pose d'autres problèmes graves: une Assemblée politique a-t-elle à dicter l'Histoire, à imposer un vocabulaire?